

**FRANCE — À GUINGAMP, UN EHPAD
COMME UN VILLAGE** **TRIBUNE — “LA
TURQUIE DOIT RESTER UNE DÉMOCRATIE”**



**HIMALAYA
LE MARIAGE
DES GLACIERS**



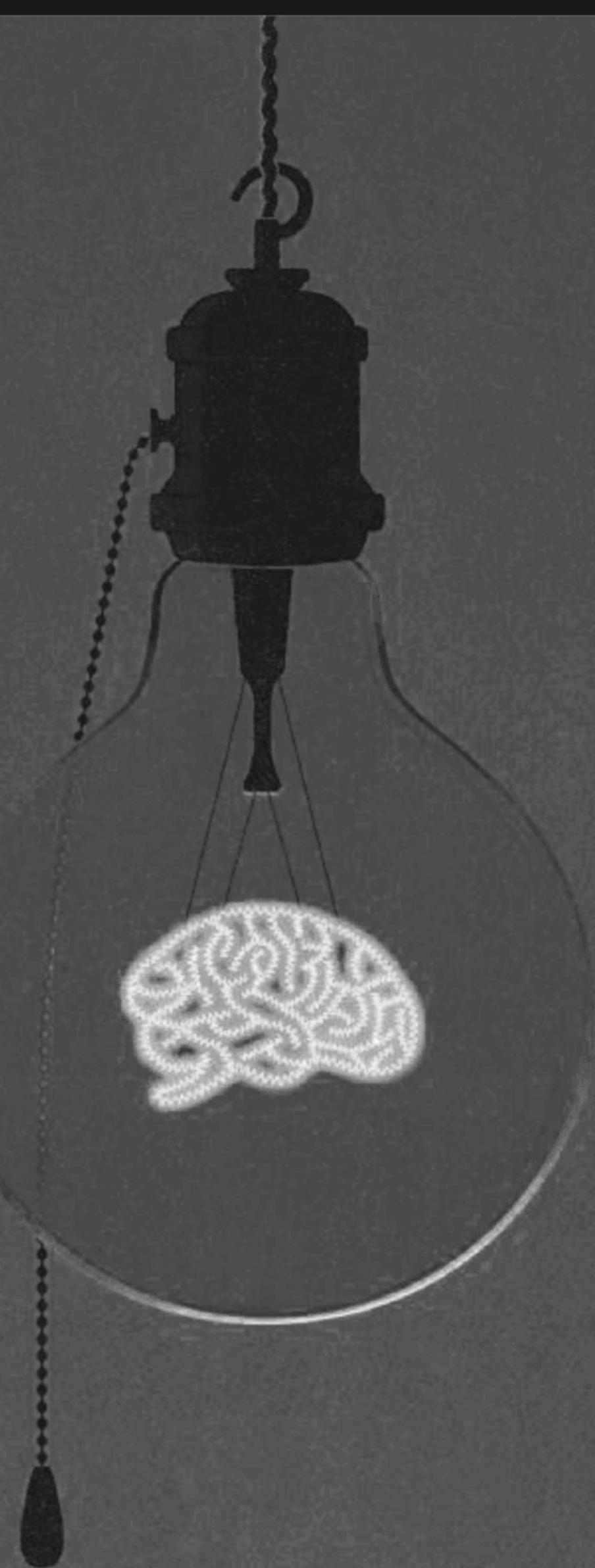
**Courrier
international**

N° 1800 du 30 avril au 6 mai 2015
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,50 €, Andorre 6,20 €,
Canada 9,25 \$CAN, DOM 5,50 €,
Espagne 5,80 €, Grande-Bretagne
5,80 £, Grèce 6 €, Italie 5,80 €,
Japon 1300 ¥, Maroc 50 DH,
Pays-Bas 6,20 €, Portugal cont. 5,80 €,
Sénégal 3400 FCFA, Suisse 7,20 CHF,
TOM 1100 XPF, Tunisie 11 DT,
Afrique CFA autres 3700 FCFA.

SCIENCES L'ÂGE DES TÉNÈBRES

*Coupes budgétaires, suppression
de programmes de recherche sur le genre,
le climat, les vaccins, la diversité...
En cent jours au pouvoir, Donald Trump
a porté un coup durable à la recherche
et à l'innovation américaines et mondiales.*



M 03183 - 1800 - F: 5,20 €



PEUGEOT UNE NOUVELLE ÈRE ÉLECTRIQUE



Nous sommes à l'aube d'un nouvel «âge de l'électricité». La formule est empruntée à Fatih Birol, directeur de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui l'utilise pour décrire une transition majeure vers un système énergétique plus durable.

La «fée électricité» immortalisée dans la fresque de Raoul Dufy – et qui incarnait, à l'aube du XX^e siècle une promesse presque miraculeuse – fait aujourd'hui son retour sous le signe du progrès. À l'avant-garde de cette révolution, l'industrie automobile fait sa mue et transforme notre rapport à la mobilité. Conscient du caractère décisif de ce moment, Peugeot a placé l'électricité au cœur de sa vision et se fixe pour ambition de devenir la première marque électrique en Europe en 2030. Radical, cet engagement va bien au-delà de la tendance ou de l'obligation réglementaire : il s'incarne dans une volonté de proposer une expérience électrique unique, capable de **concilier sobriété et plaisir**.



UN PACTE ÉCOLOGIQUE

Dans le panel des solutions vertueuses pour l'environnement, les mobilités électriques occupent une place de choix. Sur l'ensemble du cycle de vie d'un véhicule, c'est aujourd'hui la motorisation la plus sobre. Pour Peugeot, la poursuite d'une stratégie «tout électrique» est indissociable d'une volonté de préserver notre avenir et de s'engager pour les générations futures. Au-delà des grandes déclarations, cette exigence environnementale s'incarne dans les faits : Peugeot propose ainsi **la gamme 100 % électrique la plus large en Europe**. Constituée de 12 véhicules, dont trois utilitaires, elle s'étend de la citadine

polyvalente E-208 au SUV sept places E-5008, en passant par le SUV emblématique E-3008 ou la toute nouvelle E-408, présentée au Mondial de l'Automobile 2024. Et parce que l'engagement environnemental n'a de sens que s'il reste accessible, l'ensemble de la gamme est éligible au **bonus écologique** jusqu'à 4 000 €, ainsi qu'à **la prime CEE (Certificats d'économies d'énergie)**. Ces aides viennent s'ajouter à un avantage souvent passé sous silence des véhicules électriques : les **gains à l'usage** qu'ils permettent de réaliser. Pour un usage de 15 000 km sur un an, le coût en carburant et entretien d'un E-3008 électrique est inférieur de 1 100 €** à son homologue hybride.

* Le dispositif des Certificats d'économie d'énergie (CEE) est un mécanisme réglementaire qui contraint les fournisseurs d'énergie et de carburant à favoriser les économies d'énergie, notamment en finançant les démarches d'efficacité énergétique des entreprises.

** Exemple d'économies estimées à l'usage d'une 3008 GT Hybrid 145 ch e-DSG vs. électrique 210 ch, sur la base de 15 000 km parcourus.



JUSQU'À
700KM
D'AUTONOMIE
ÉLECTRIQUE

UN TEMPS DE CHARGE
OPTIMISÉ JUSQU'À
80% en 30MIN ***

MOINS DE BRUIT,
DE VIBRATIONS ET D'ODEURS,
PAS DE CHANGEMENT
DE VITESSE

DESIGN ET PLAISIR AU CŒUR DE LA PROMESSE

Le passage à l'électrique n'est pas pour autant synonyme de sacrifice pour le conducteur. Au contraire, Peugeot porte une vision de l'électrification centrée sur le plaisir. Elle s'incarne dans un travail sur le design, félin et audacieux, tout en optimisant la performance aérodynamique. C'est ce design dynamique qui fait le succès de l'ensemble des modèles. La silhouette fastback de la nouvelle Peugeot E-408 est l'illustration éclatante de cette volonté. Elle laisse libre cours à l'émotion et au plaisir de conduite : comportement dynamique et direction précise avec le volant compact. Moins de bruit, de vibrations et d'odeurs, pas de changement de vitesse... La conduite électrique se distingue par une forme d'épure et de retour à l'essentiel. Enfin, la vision de l'électrification par Peugeot se manifeste dans une perpétuelle quête d'excellence et d'innovation technologique. Testées sur l'Hypercar hybride gX8 qui court aux 24 Heures du Mans, les innovations Peugeot permettent d'atteindre les meilleures autonomies de leur catégorie sur E-208 jusqu'à 433 km et E-3008, dans la version « Long Range », jusqu'à 700 km d'autonomie.

UNE TRANSITION **EN DOUCEUR**

En rebattant les cartes de la mobilité, la transition électrique transforme également les usages des conducteurs qui doivent revoir certaines de leurs habitudes. Pour simplifier cette adaptation culturelle, Peugeot multiplie les services dédiés à l'accompagnement des convertis à l'électromobilité. En premier lieu, il est nécessaire de rassurer, avec la **Garantie Peugeot Care** activée automatiquement à la réalisation des entretiens tous les deux ans dans le réseau Peugeot. Elle témoigne « de la confiance que la marque place dans la qualité et la fiabilité de ses produits », pour reprendre les termes de Phil York, Directeur Marketing et Communication.

C'EST LA MISSION
DE PEUGEOT CARE ****
UNE GARANTIE
ALLANT
JUSQU'À **8 ANS**



OU 160 000 KM
SUR L'ENSEMBLE
DU VÉHICULE,
BATTERIE COMPRIS

SATISFAIT OU ÉCHANGÉ

Autre levier innovant d'assurance, cette nouvelle promesse permet à l'acheteur d'une Peugeot électrique neuve, s'il n'est pas satisfait, de l'échanger contre un véhicule hybride équivalent avant trois mois ou 3 000 km***.

Après la **tranquillité d'esprit**, Peugeot promet la simplicité avec une gamme d'équipements et de services dédiés à faciliter la transition. Des trajets courts du quotidien à la planification des déplacements les plus longs, l'application My Peugeot permet de surveiller l'autonomie des véhicules ou de programmer une recharge à distance. La marque s'engage également à fournir une borne de recharge murale Wallbox dédiée à la recharge à domicile et propose un service d'installation. En termes d'infrastructures de charge, Peugeot offre à ses clients un pass Free2Move Charge, qui permet d'accéder à un réseau de 800 000 stations à travers l'Europe. Pour les longs trajets, les Peugeot électriques intègrent un planificateur de trajet connecté. Et si l'ensemble de ces arguments ne suffit pas à franchir le pas du 100 % électrique, les consommateurs peuvent se diriger sur les mêmes modèles de véhicules en **motorisation hybride et hybride rechargeable**, une première étape dans la transition vers les mobilités électriques.

UNE HISTOIRE FRANÇAISE

Pour conclure ce récit dédié à la « nouvelle ère électrique » des mobilités, il est utile de rappeler qu'elle s'inscrit dans une histoire industrielle qui continue de se jouer en France. De la construction de la première usine automobile du groupe à Audincourt, dans le Doubs, en 1897, à la nouvelle génération d'E-3008 produite exclusivement dans l'usine de Sochaux, avec une batterie Grande Autonomie **produite entièrement en France**, Peugeot a toujours revendiqué son statut de fleuron industriel français. À l'heure où la question de la réindustrialisation est sur toutes les lèvres, c'est un motif de fierté pour le groupe, qui a déployé des efforts importants afin d'adapter son appareil industriel à l'électrique. Sur le site de Sochaux, les nouveaux 3008 et 5008 sortent des mêmes lignes, entièrement modernisées, avec une forte capacité de modulation de la production entre hybride et électrique.



TECHNOLOGIQUE, CULTURELLE, ESTHÉTIQUE, INDUSTRIELLE OU ÉCOLOGIQUE...
L'AVÈNEMENT DE L'AUTOMOBILE ÉLECTRIQUE EST UNE MÉTAMORPHOSE
PROFONDE POUR LE MONDE AUTOMOBILE ET LA SOCIÉTÉ DANS
SON ENSEMBLE. UNE DIMENSION SYSTÉMIQUE QUE L'ON RETROUVE DANS

**L'ENGAGEMENT
100 % ÉLECTRIQUE
DE PEUGEOT**

*** Recharge de 20 % à 80 % en 30 minutes sur une borne publique rapide à haute puissance (>200 kW) et courant électrique de forte puissance (>400 A).
**** Conditions de l'offre disponibles sur Peugeot.fr



**LES CHOIX
DE "COURRIER"**
CLAIRES CARRARD

Sciences : l'âge des ténèbres

Encore 1361 jours à supporter Donald Trump?" Voilà ce que titrait **The Economist** la semaine dernière pour célébrer avec un peu d'avance les 100 jours au pouvoir du 47^e président américain (le 29 avril). Il faut dire qu'aux États-Unis le bilan de ces premiers mois à la Maison-Blanche est particulièrement scruté. Il y eut quelques autres débuts fameux, comme celui, notamment, de Franklin Delano Roosevelt. Mais rien de comparable à celui de ce président disruptif : "Donald Trump est à la tête d'un projet révolutionnaire qui aspire à rebattre les cartes de l'économie, de la bureaucratie, de la culture et de la politique étrangère" des États-Unis. Voire

"à transformer l'idée même de l'Amérique", s'inquiète l'hebdomadaire libéral, qui lui reproche d'avoir "infligé des dommages durables" à son pays. Et durables, nul doute qu'ils le seront. Malgré des procédures judiciaires en cours un peu partout et malgré la résistance, aussi, qui commence à s'organiser, comme à Harvard. Depuis l'investiture de Trump, le 20 janvier, nous n'avons cessé de décrypter les décisions de la nouvelle administration américaine. Un exercice journalistique compliqué au vu des revirements incessants de ladite administration. Aux États-Unis, pour tenter d'y voir plus clair, certains journaux ont choisi d'expliquer au jour le jour chaque annonce gouvernementale. L'un des premiers à avoir mis en place ce "Trump Tracker"? Le magazine **Science**, dès le mois de février, et ce n'est pas un hasard. Car la science et la recherche, très tôt, ont été dans le collimateur de l'administration Trump. Coupes budgétaires, licenciements, suppression

de programmes majeurs de recherche, effacement de données... Les décrets se multiplient, qui sapent le travail des scientifiques. Aux motivations économiques plus que floues s'ajoutent des positions idéologiques du nouveau gouvernement américain, qui veut se débarrasser de sujets liés aux inégalités de genre, aux vaccins ou au changement climatique, pour ne citer qu'eux. Tous les domaines scientifiques sont concernés par cette perte de savoir, de la recherche fondamentale aux prévisions météo, jusqu'à l'espace, la recherche sur le diabète... C'est à cette croisade insensée contre la recherche, le savoir en général, et les scientifiques en premier lieu (en particulier les jeunes doctorants) que nous consacrons notre une cette semaine. Car à lire les articles du **San Francisco Chronicle**, du **Wall Street Journal** ou encore l'éditorial de **Nature** que nous avons traduits dans ce numéro, on comprend très précisément la mécanique

à l'œuvre dans le gouvernement Trump et on saisit mieux les enjeux, immenses, du retour en arrière que cela induit. La logique n'a pourtant rien d'évident : Donald Trump a beau prétendre faire la pluie et le beau temps au Groenland, en Ukraine, à Gaza, au Canada, sur le canal de Panama ou celui de Suez, dans le commerce mondial, sur les questions migratoires, de genre... tout semble isoler chaque jour un peu plus les États-Unis. "Cent jours, c'est tout ce qu'il a fallu pour couper l'Amérique du reste du monde", se désole Ben Rhodes dans **The New York Times**. Qui précise : "La pièce est une dénonciation vibrante de l'autoritarisme et de la pensée de groupe sous toutes leurs formes." Autrement dit : le conformisme. Je vous laisse découvrir la suite.

Absurde, vous avez dit absurde? Pour tenter de s'y retrouver et saisir un peu mieux ce qui fonde l'ère Trump, rien de tel, comme nous y invite un article savoureux du **Boston Globe**, que de relire... *Rhinocéros*, d'Eugène Ionesco. Explication de l'auteur : "Mais de quoi parle cette œuvre étrange et tragicomique? Du fascisme, m'a expliqué mon père – et plus précisément de la lâcheté et de l'opportunisme dont ont fait preuve des gens par ailleurs intelligents et raisonnables quand ils se sont ralliés aux nazis ou qu'ils ont fermé les yeux", écrit Christopher Hoffman.

Qui précise : "La pièce est une dénonciation vibrante de l'autoritarisme et de la pensée de groupe sous toutes leurs formes." Autrement dit : le conformisme. Je vous laisse découvrir la suite.

En couverture :

Sciences : dessin de **Francesco Bongiorni** paru dans **New Scientist**, Londres
www.francescobongiorni.com
Himalaya : photo Todd Brown/
Unep/2024

Sommaire



ENVIRONNEMENT

Au Pakistan, on marie bien les glaciers

Dans les montagnes du Nord, les habitants avaient l'habitude d'unir des glaciers "mâle" et "femelle" pour qu'ils aient une descendance. **Eldiario.es** revient sur cette pratique qui intrigue et inspire aujourd'hui les scientifiques.

p.40

FRANCE p.24

L'Ehpad qui fonctionne comme un village

À Guingamp, l'Ehpad de Kersalic a fait un choix radical : redonner aux résidents un libre arbitre et leur rendre leur humanité. Un reportage de **NRC**.

VATICAN p.8

Pape, une mission très politique

Les cardinaux sauront-ils élire un pape assez fin politique pour rassurer les fidèles tout en adaptant l'institution aux enjeux du XXI^e siècle ? se demande la **Süddeutsche Zeitung**.

TECHNOLOGIE p.36

Comment l'IA dévore la Terre

Gourmande en énergie, en eau et en minéraux, l'intelligence artificielle est au cœur de la course aux ressources qui oppose les grandes puissances. Au détriment du climat, regrette **Die Zeit**.



LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Boston Globe Boston, quotidien.
The Christian Science Monitor Boston, hebdomadaire. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Eldiario.es** (eldiarios.es) Madrid, en ligne.
El Espectador Bogota, quotidien.
Financial Times Londres, quotidien.
Al-Manassa (almanassa.net) Le Caire, en ligne. **Muwatin** Londres, mensuel.
Nature Londres, hebdomadaire.
NRC Amsterdam, quotidien.
Politiken Copenhague, quotidien.
The Print (theprint.in) New Delhi, en ligne. **San Francisco Chronicle** San Francisco, quotidien. **South China Morning Post** Hong Kong, quotidien.
Süddeutsche Zeitung Munich, quotidien. **The Wall Street Journal** New York, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.



SwissLife

[*Protection sociale*]

*Entrepreneurs,
vous aimez affronter
vents et marées ?
Gare toutefois
aux tsunamis.*

Entrepreneurs, être de votre côté,
en ces temps d'incertitude économique et financière, c'est vous proposer de
sécuriser votre protection sociale, privée et professionnelle.

Prévoyance + Santé + Retraite.

Prenez rendez-vous pour bénéficier d'un **audit de protection sociale** et de l'expertise
d'un conseiller Swiss Life pour une approche globale de votre situation.

Construire votre indépendance financière
pour vivre selon vos propres choix.

#ProtectionSociale #AuditPersonnalisé



SOMMAIRE

- D'un continent à l'autre
- 8. Vatican.** Être pape est une mission forcément politique
- 10. Royaume-Uni.** "Ici, on se sent différents des Anglais"
- 12. Singapour.** Le parti au pouvoir sent le vent du boulet
- 14. Inde.** L'homme qui voulait se marier à cheval
- 16. Politique.** "La Turquie doit rester une démocratie"
- 17. Égypte.** Sur le Nil, place aux pêcheurs de plastique
- 18. Influence.** Des routes de la soie sanitaires
- 19. Kenya.** On trafique bien les fourmis
- 20. États-Unis.** Lire Ionesco pour éclairer l'ère Trump
- 22. Amérique latine.** Ni Colombienne ni Vénézuélienne
- 24. France.** À Guingamp, l'Ehpad qui fonctionne comme un village
- À la une**
- 28. Les sciences en danger d'extinction**
- Transversales**
- 36. Économie.** Comment l'IA dévore la terre
- 38. Environnement.** Le volcan, le champignon et les bananes
- 39. Signaux.** Qui veut aller sur la Lune ?
- 360°**
- 40. Environnement.** Au Pakistan, on marie bien les glaciers
- 44. Littérature.** Du rap et des lettres
- 46. Cinéma.** À Riyad, si sombre est la nuit



Guerre en Ukraine. Trump hausse le ton

Après un échange "constructif" avec Zelensky en marge des obsèques du pape François, le 26 avril, Trump a reconnu sur Truth Social : "Peut-être que [Poutine] ne veut pas arrêter la guerre et qu'il me balade." Suivez sur notre site l'évolution des discussions sur un éventuel cessez-le-feu entre la Russie et l'Ukraine.

Inde-Pakistan. Tensions à la frontière

Depuis l'attentat qui a fait 26 morts, le 22 avril, dans la partie indienne du Cachemire, attentat dont New Delhi a imputé la responsabilité à Islamabad – ce qui nie le Pakistan –, les échanges de tirs se multiplient à la frontière indo-pakistanaise. Suivez la situation sur place sur notre site.

Courrier Week-end. Pourquoi Liverpool est la capitale britannique de l'humour

Vivier historique de stars du stand-up, la ville du nord-ouest de l'Angleterre trône la tête du classement des endroits les plus drôles du Royaume-Uni. Le journal local **The Post** décortique – en toute objectivité, bien sûr – les raisons de cette réputation méritée. Un article à retrouver samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

NOUVEAU HORS-SÉRIE

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier
international

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO25BO01

Je m'abonne pour :

- 1 AN** (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de **237,20 €***
 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de **290,60 €***

Monsieur Madame

NOM.....

PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/ours>
ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
 Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@courrierinternational.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier
international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site Internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Android
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@sai.ppm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Avril 2025. Commission paritaire n° 0727 c 82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coispot, Matthieu Recarte Conception graphique Javier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négrier, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE

François Gerles (chef de rubrique, 17-18) EUROPE Gerry Feehiy (chef de service, 16-15), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), Carole Lyon (Belgique), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande), Benjamin Morante (Italie), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Paveu (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alida Engolan (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotekovets (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 16-15) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16-14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16-15), Diego Legrand (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgan Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillauma (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16-15), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandaki (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée), Yuta Yagisita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) AFRIQUE Hassina Mechaï (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest)

TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service, Économie, 16-17), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16-15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Béloïel (chef de service, 17-18), Hugo Florent, Ouméima Nechi HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16-16)

SITE INTERNET Clain Pomarès, Nicolas Coispot, Mélanie Chenouard (chef de service), Adrien Oster (chef d'édition) ÉDITEURS Etienne Bianchi, Paul Blondé, Antoine Cury-Le Callet, Mélissa David (vidéo), Gabriel Hassan, Hoda Saliby, Emmanuelle Bour (SME) COURRIER EXPAT Ingrid Therwath (16-15), Jean-Luc Majouret (16-14)

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Duval (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethron (anglais, allemand), Caroline Le (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minadier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17-15), Solal Abèles, Françoise Hérolé, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquette), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallet INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet CONGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saïdon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17-17), Diane Perpère (16-18), Alizée Marchal (17-18), Florent Normand DIRECTION DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 14-15) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 45330 Malestherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Torunn Amiel, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Barbara Bouyne, Clémence Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyroux, Eloïse Duval, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godefroy, Anna Kerautré, Youns Larbi Alami, Léo Maillard, Anne Mattler, Florian Mattern, Camille Milouira Giradeau, Valentine Morizot, Florent Pailly, Zena Serhal, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cladelles (elisabeth.cladelles@mppublicite.fr, 39-68) Directrice de la publicité David Delanoy Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38-84)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 14-15) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 45330 Malestherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Torunn Amiel, Jean-Baptiste Bor, Étienne Bouche, Maxime Bourdier, Barbara Bouyne, Clémence Boyer, Nicolas Cardona, Sacha Carion, Anne-Françoise Cochet, Geneviève Deschamps, Corinne Duqueyroux, Eloïse Duval, Hélène Frédéric, Dorian Gallais, Marie Gandois, Philippe Godefroy, Anna Kerautré, Youns Larbi Alami, Léo Maillard, Anne Mattler, Florian Mattern, Camille Milouira Giradeau, Valentine Morizot, Florent Pailly, Zena Serhal, Isabelle Taudière, Lucas Testut, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MP publicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469, 75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Élisabeth Cladelles (elisabeth.cladelles@mppublicite.fr, 39-68) Directrice de la publicité David Delanoy Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mppublicite.fr) Directeur délégué, pôle Opérations spéciales Steeve Dablin (steeve.dablin@mppublicite.fr, 38-84)

DIRECTRICE DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabin Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeau, Camille Lefaux, Myriam May-Vang Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16-06) Gestion Mathilde Bannier (16-26) Droits Blandine Mosnat (16-52) Comptabilité 01 48 88 45 51

DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabin Gude Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) Chef de produits Valentin Moreau (01 57 28 33 99) Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont Responsables du numérique Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeau, Camille Lefaux, Myriam May-Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 01-465, is published weekly & 8 times per year (imprimé 8 fois par an et 8 fois par an) by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals postage paid at Secaucus, NJ and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International, 8275 Avenue Marco Polo, Mississauga, Ontario L4W 1H7, Canada.

Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurofication : Ptot- 0,00-0,36 g/m²/tonne de papier. Papier issu durablement et de sources contrôlées.

Certifié PEFC™ 10-31-1282 pefc-france.org



ACPM FR Origine du papier : Alemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eurofication : Ptot- 0,00-0,36 g/m²/tonne de papier. Papier issu durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véronique Cottin



14,55 € / mois
au lieu de 25,50 € sans engagement.

Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



175 € pour 1 AN
(soit 52 n° + 6 hors-séries)
au lieu de 306,40 €.

Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

43%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.

Tous les deux mois, recevez un hors-série
qui décrypte une grande thématique.
Une collection à conserver !

L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.

+ EN CADEAU LA GOURDE DOPPER

- Une empreinte carbone nulle : grâce à 85 % de matériaux recyclés et à une usine basée aux Pays-Bas qui tourne à 100 % à partir d'énergie renouvelable, la Dopper Original se démarque par sa neutralité carbone
- Aucun gaspillage d'eau : l'eau utilisée lors de la production est traitée dans un cycle fermé et n'est pas rejetée dans l'environnement
- La Dopper Original est fabriquée aux Pays-Bas grâce à l'énergie éolienne
- 100 % recyclable en fin de vie
- Tous les matériaux sont sans toxines ni produits chimiques nuisibles
- Contenance : 450 ml



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à : Courrier international – Service abonnements A2100 – 62066 Arras Cedex 9

+ SIMPLE

+ RAPIDE



Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://abo.courrierinternational.com/2025/auto3>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR.



RCO25BA03

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, J'INDIQUE MES COORDONNÉES ET JE JOINS UN CHÈQUE.

MONSIEUR MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CP :

VILLE : E-MAIL :

J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international. J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2025 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. Vous recevrez votre cadeau dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la CNIL. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures. Nos CGV sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

d'un continent à l'autre.

europe



Vatican. Être pape est une mission forcément politique

Les cardinaux, bientôt réunis en conclave pour élire un successeur à François, ont entre leurs mains le destin de l'Église catholique. Sauront-ils trouver un pape assez fin politique pour rassurer les fidèles tout en adaptant l'institution aux enjeux du XXI^e siècle ?

—Süddeutsche Zeitung
(Munich)

Léon XIII est passé à la postérité comme le "pape qui faisait de la politique". Le 256^e souverain pontife a exercé son ministère de 1878 à 1903, à une époque secouée par de profonds bouleversements, pendant lesquels l'Église catholique s'est vue contrainte de repenser son rôle pour s'adapter aux grandes forces centrifuges qui se faisaient jour dans la société.

À cette époque, la sécularisation des sociétés humaines, la fin de la féodalité et l'industrialisation galopante ont rebattu les cartes de ce qu'étaient le "haut" et le "bas", le pouvoir et l'impuissance, l'ouverture et le repli. L'ère industrielle naissante a chamboulé le rapport au travail, le rapport entre la ville et la campagne, la conception de la vitesse et de la distance, celle de la communication et de l'information. Aujourd'hui, voilà que

l'histoire se répète : les convulsions du temps présent ne sont pas sans rappeler les tensions entre progrès et tradition du XIX^e siècle finissant.

Les sociétés humaines s'agitent, se cabrent, les luttes d'influence ébranlent l'échiquier politique, la révolution technologique rencontre des résistances, le travail acquiert un sens radicalement nouveau sous les coups de boutoir de l'intelligence artificielle. Le fait que Donald Trump se réfère à tout bout de champ aux présidents américains de cette époque est d'ailleurs révélateur. À son tour, l'Église catholique va devoir faire un choix en élisant son nouveau pape.

Du haut de ses deux mille ans d'histoire, l'Église n'ignore pas que les grandes mutations ont toujours été des périodes à haut risque pour les puissants. À la fin du XIX^e siècle, la proximité du clergé avec les cours et les princes appartenait déjà à l'histoire. Le pape Léon n'a pas voulu

← Dessin d'Amorim,
Brésil.

voir ces signes et a choisi à la place le repli sur le passé, la restauration. L'Église s'est alors retrouvée aux prises avec les tenants de la modernisation.

Cent vingt ans plus tard, on salue en feu François un pontife particulièrement politique. C'est là une vérité d'évidence : quand on concentre le pouvoir à la tête d'une organisation forte de 1,4 milliard d'adhérents, tout est forcément politique. À l'évidence, tout pape fait donc de la politique, il ne saurait en être autrement. François était au moins aussi politique que son prédécesseur, Benoît XVI [2005-2013], mais moins efficace cependant sur ce plan que ne l'était Jean-Paul II [1978-2005].

En même temps, l'engagement politique de François n'était sans doute que le signe avant-coureur d'un combat qui s'impose aujourd'hui à l'Église avec force, celui de l'orientation à donner à l'institution ecclésiastique.

François est vénéré par des gens plutôt de centre gauche pour ses positions sur la pauvreté et l'immigration et pour son pacifisme (ce qui pouvait sembler un tantinet naïf en matière de realpolitik, mais cadrait parfaitement avec le message que ce pape voulait faire passer sur la foi). François, c'était le pape du Sud, celui du monde émergent, mais aussi le pape de la mondialisation, qui laissait entrevoir une "horizontalisation" des hiérarchies qu'il n'avait cependant pas la force d'imposer.

Les opposants à cette politique ont lancé les hostilités bien avant le décès du souverain pontife. Issus de l'aile conservatrice de l'Église, ses nombreux détracteurs redoutaient un étirement de l'autorité papale et, partant, de la singularité de son ministère. Ils estiment que le "mystère pontifical" est en péril – ce lien unique qui unit la vie ici-bas à celle de l'au-delà, dont découlent la spiritualité et la foi. Pour ses détracteurs, le libéralisme professé par François banalisaient la singularité de la fonction pontificale.

À première vue, il est ici question de la légitimation de la messe en latin ou du rôle de la femme dans l'Église – des sujets lourds de symboles, susceptibles d'enflammer le débat culturel au sein de la société et donc aussi

de l'Église. Mais, en fait, la fracture est plus profonde que cela et n'est pas étrangère à une réalité à laquelle se trouvent confrontées les communautés nationales ou ethniques, de quelque bord qu'elles soient : l'existence d'une ligne de faille observée dans le monde entier, celle qui oppose le changement à la tradition.

Qu'est-ce donc qui assure la cohésion du monde et qui façonne les identités ? Qu'est-ce qui sème la discorde et qui entretient les hostilités ? Les catholiques du monde entier et la hiérarchie ecclésiastique vivent dans la même peur de la crise que le reste du commun des mortels. Qui les libérera de cette peur et parviendra à concilier des visions aussi différentes ?

Pour l'Église catholique, la question est d'importance, et même d'importance vitale. À l'heure où l'autorité ecclésiastique décline et où la hiérarchie de l'Église universelle, malmenée, n'est plus gage de stabilité, il faut une figure qui soit à même de résister aux forces centrifuges de notre temps sans réduire l'Église à l'isolement.

Un défi de taille, dont François était sans doute aussi conscient que les 135 cardinaux réunis en conclave [pour élire son successeur et qui commencera entre les 5 et 10 mai]. Lequel conclave sera donc un baromètre de l'état du monde et, idéalement, une assemblée placée sous le signe du renouveau qui saura se hisser au-dessus de l'écume du temps présent.

—Stefan Kornelius,
publié le 22 avril

SOURCE

SÜddeutsche Zeitung

Munich, Allemagne
Quotidien, 302545 ex.
sueddeutsche.de

Créé en 1945, le "Journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens supraregionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond, est une institution.



DÉCRYPTAGE

Les timides avancées de François

Présenté comme un "révolutionnaire", le pape François n'aura en réalité modifié la structure et les positions de l'Église qu'à la marge, restant conservateur en particulier sur la place des femmes comme sur le rapport de l'institution aux personnes homosexuelles.

Féminisation de façade

●●● "Quand verra-t-on une femme pape à Rome ?" interroge, caustique, l'hebdomadaire catholique britannique **The Tablet**. Au cours de son pontificat, François a féminisé des postes importants du Vatican. Il a aussi autorisé des femmes à prendre part à des votes clés au sein de l'Église. Reste que ces dernières ne peuvent toujours pas devenir prêtres ni évêques et encore moins cardinaux. Il s'est par ailleurs régulièrement "moqué du mouvement féministe, a utilisé des formules stéréotypées et mal informées pour parler de la prétendue 'théorie du genre' et, plus généralement, a promu une image quelque peu désuète et paternaliste des femmes", note le média italien **Il Post**. Et il y a un sujet sur lequel le pape s'est montré inflexible et fidèle au conservatisme séculaire de l'Église : l'avortement. "Quand les femmes dirigent, les affaires tournent", avait-il déclaré à l'hôpital, en avril, relève **Il Post**. En réalité, s'"il mettait les femmes sur un piédestal", lance **The Irish Times**, c'est que "c'était le meilleur moyen de les empêcher de s'immiscer dans les affaires de l'Église".

Homosexualité : l'espoir déçu

●●● "Si quelqu'un est gay et cherche le Seigneur avec bonne volonté, qui suis-je pour le juger ?" Cette phrase, prononcée par le pape au début de son pontificat, en 2013, laissait augurer une révolution, se remémore le chroniqueur Frank Bruni,

dans les pages du **New York Times**. "Un espoir", même, pour les personnes homosexuelles. En somme, douze ans durant, François a soufflé le chaud et le froid. "Chaque pas en avant était suivi d'un pas en arrière", résume le journaliste américain, spécialiste de l'Église catholique. Certes, l'Argentin a obtenu "que les prêtres puissent bénir les couples de même sexe". Oui, "il s'est opposé à la criminalisation de l'homosexualité, toujours en vigueur dans de nombreux pays qui comptent une importante majorité catholique". Mais, dans le même temps, le souverain pontife a employé une insulte homophobe pour se plaindre du nombre de séminaristes homosexuels et a réitéré sa préférence pour le modèle de famille traditionnel. La position de l'Église sur ces sujets a toujours été "un insupportable mélange de bénédiction et d'opprobre, de bienveillance et de cruauté, de mains tendues l'espace d'un instant et de portes résolument fermées", déplore Frank Bruni. Et François incarnait ces contradictions comme aucun de ses prédécesseurs avant lui."

Un pape vert

●●● Sous son pontificat, l'Église catholique a opéré un renversement théologique majeur. Dès son arrivée, le cardinal Bergoglio a donné le ton en se nommant François, en référence à saint François d'Assise, grande figure écologique chrétienne. En 2015, avec l'encyclique *Laudato si'*, il a engagé l'Église

à se mobiliser "pour une écologie humaine intégrale", indique **Vatican News**.

Concrètement, cette évangélisation climatique a vu éclore un militantisme catholique pour l'environnement. Le "mouvement Laudato si'" revendique 20 000 animateurs dans 140 pays qui "mettent en pratique les idées défendues par François", note la **NPR**. Par exemple, avec une mobilisation "aux côtés des dirigeants des communautés autochtones" en Équateur, lors du référendum pour la fin de l'extraction pétrolière dans le parc national du Yasuni, en 2023. "Peu de personnalités d'une telle autorité ont joué leur réputation sur la crise climatique", salue **The Guardian**, mais son héritage n'est pas assuré pour autant. "Bon nombre de ses successeurs potentiels ne s'intéressent guère à la question climatique", fait observer le **Time**.

À la une



"MERCI, FRANÇOIS!"

"Merci, François !" titrait sobrement **L'Osservatore Romano**, dimanche 27 avril. Le quotidien édité au Vatican publiait un cliché des funérailles du pape sur la place Saint-Pierre, auxquelles avaient assisté la veille 250 000 fidèles et une cinquantaine de chefs d'État. Quelque 150 000 autres personnes étaient massées sur le parcours du cercueil, transporté du Vatican jusqu'à la basilique Sainte-Marie-Majeure, à bord d'une papamobile blanche découverte et au toit transparent.

↓ Le capitaine de pêche Julian James.
Photo Jay Williams/The Telegraph UK



—The Daily Telegraph, extraits
(Londres)

En cette matinée orageuse de janvier, dans le port de Newlyn, juste au sud de Penzance, sur la côte dentelée des Cornouailles, les pêcheurs locaux rentrent satisfaits de leur sortie en mer. Leurs prises sont d'une telle qualité qu'une grande partie est immédiatement expédiée vers des restaurants étoilés au Michelin, partout au Royaume-Uni ou sur le continent. Le reste se vend sur le marché du coin, où daurades, bars, saint-pierre et langoustines sont exposés sur de la glace.

Nous sommes au cœur du secteur cornouaillais des produits de la mer. Newlyn est un des plus grands ports de pêche d'Angleterre, et les hommes qui y travaillent – pour certains depuis des décennies – ont de quoi être fiers. Compte tenu de l'éloignement géographique (la ville se trouve à six heures de route de Londres) et de l'histoire à part de leur activité, il n'est peut-être pas étonnant que leur région soit pour eux la source d'un vif orgueil.

À tel point, d'ailleurs, que beaucoup se considèrent comme cornouaillais plutôt qu'anglais. "Ici, l'identité cornouaillaise est forte, déclare le capitaine Julian James, âgé de 64 ans, qui vient de rentrer au port après plusieurs jours passés en mer. Nous avons tous le même humour. Nous n'arrêtions pas de nous charriier. On a le sentiment d'être différents des Anglais. Nous sommes cornouaillais. C'est clair."

Royaume-Uni. "Ici, on se sent différents des Anglais"

De plus en plus d'habitants des Cornouailles, à l'extrême sud-ouest de l'Angleterre, se déclarent uniquement cornouaillais. Éloigné de Londres, le comté est l'un des plus pauvres d'Angleterre et se sent "oublié". Il rêve désormais d'autonomie.

Selon le tout dernier recensement, James et ses camarades pêcheurs sont loin d'être seuls. En 2011, le nombre de gens qui se disaient cornouaillais était de 53 000. En 2021, ce chiffre avait explosé pour atteindre 99 754 – une hausse de près de 100 % –, et environ 500 personnes affirmaient en outre que leur première langue était le cornouaillais.

Ce sentiment d'indépendance naissant – qui s'explique par différents facteurs, dont les graves questions économiques et sociales auxquelles est confronté le comté, mais aussi une conscience nouvelle de leur

patrimoine, qu'ils célèbrent désormais – a coïncidé avec des appels à davantage de décentralisation. Un récent rapport [réalisé par l'université d'Exeter], soutenu par les six députés du comté, a réclamé la création d'une assemblée cornouaillaise de 60 membres, inspirée du Parlement gallois.

Les partisans d'un renforcement de l'autonomie régionale proclament que les Cornouailles ont une identité celtique – à savoir que leurs habitants descendaient des Celtes, et non des Anglo-Saxons – et que leur langue et leur culture sont distinctes de

celles du reste de l'Angleterre. Ajoutant à cela le fait que le comté est un duché (un domaine privé) depuis 1337 [le duc actuel est William, prince de Galles], ils assurent qu'il devrait donc bénéficier d'une plus grande indépendance vis-à-vis de Westminster. "Je n'y connais rien à la politique derrière tout ça, [mais] je ne pense pas que Londres fasse quoi que ce soit pour nous. Je suis cornouaillais, absolument", assure Peter Elsworth, un ancien patron pêcheur de 68 ans.

Minorité nationale. En 2014, à l'issue d'une longue campagne, le gouvernement de coalition de David Cameron [associant le Parti conservateur au Parti libéral-démocrate] a reconnu officiellement les Cornouaillais comme une minorité nationale et leur a accordé le même statut qu'aux Gallois, aux Écossais et aux Irlandais au sein du Royaume-Uni. Depuis, de plus en plus de voix se sont exprimées vigoureusement pour demander davantage de pouvoirs locaux dans les domaines de la police, de la santé, du logement et de la réglementation du tourisme. Deux députés de la région [un travailliste et un libéral-démocrate] ont profité de leur premier discours au Parlement pour défendre leur cause.

Et à en juger par la position de l'actuel gouvernement [travailliste], la dévolution cornouaillaise pourrait bien devenir réalité. Dans un livre blanc publié [en décembre], le Labour a présenté ses plans visant à "accroître et à approfondir la dévolution dans toute l'Angleterre". Le parti promet la mise en place d'une série de nouvelles assemblées régionales présidées par des maires afin de "relancer la relation entre le centre et les régions, et de fournir aux institutions locales des instruments plus puissants pour formuler l'avenir de leurs régions".

Dans le Sud-Ouest, les travaillistes ont évoqué un "superconseil" du Sud-Ouest – qui engloberait les Cornouailles, le Devon, Plymouth et Torbay. Mais les six députés des Cornouailles, travaillistes et libéraux-démocrates, ont rencontré [en décembre] la vice-Première ministre britannique, Angela Rayner, pour dénoncer l'idée que les Cornouailles soient associées au Devon dans tout projet d'assemblée, réclamant qu'elles soient traitées isolément.

Dans les rues pavées de Newlyn, ces propositions trouvent aisément un écho favorable – surtout s'il est envisagé d'intervenir contre les résidences secondaires, très impopulaires. "Les Cornouailles sont négligées, commente le capitaine Julian James. Et elles sont pauvres. Si nous avions plus de pouvoirs, ou une assemblée, comme les Gallois, nous pourrions augmenter les impôts locaux sur les résidences secondaires, ou pénaliser les Airbnb. Ça allait tant que c'était juste une chambre chez quelqu'un,





mais maintenant ces gens viennent acheter des maisons sous le nez des habitants."

De fait, l'économie cornouaillaise est fortement tributaire du tourisme, y compris des visiteurs venus du reste de l'Angleterre, et le secteur représente un emploi sur cinq – une réalité que les ministres pourraient être tentés de rappeler aux gens du cru quand ils réagiront aux propositions de taxation. Au pays de Galles, que James considère comme un modèle pour la gestion des résidences secondaires, les sites touristiques connaîtraient une "hémorragie" financière depuis qu'une hausse de 200 % des impôts locaux a été infligée aux propriétaires de maisons de vacances.

Dans la ville voisine de Penzance, qui, avec Newlyn, est un des fiefs de l'identité cornouaillaise dans le comté, les habitants partagent l'avis de James. Parmi ceux qui ont été questionnés pour le recensement de 2021 à Penzance-Sud et Newlyn, près d'un sur cinq (19,1 %) définit son identité nationale comme étant uniquement cornouaillaise – une proportion plus importante que partout ailleurs dans la région. Penzance-Nord les suit de près, avec 18,4 % des personnes interrogées.

Drapeau de Saint-Piran. Il suffit de déambuler dans les rues de Penzance, flanquées de leurs édifices de style Regency et géorgien [aux grandes fenêtres et aux façades symétriques], avec leurs vues sur le St Michael's Mount, une île accessible à marée basse, pour voir à quel point la ville est fière de ses racines cornouaillaises. Des panneaux "Bienvenue en Kernow" ornent ses vieux pubs de contrebandiers et ses boulangeries, tandis que flotte au vent le drapeau de Saint-Piran – une croix blanche sur fond noir, symbole de l'identité cornouaillaise.

Au Star Inn, le propriétaire raconte comment, les samedis après-midi, les habitants

se retrouvent pour écouter des groupes folkloriques cornouaillais, et qu'un club de Scrabble en cornouaillais va bientôt ouvrir ses portes. "Le patrimoine, c'est important, constate-t-il. Les gens l'aiment vraiment."

Mais si Penzance peut être citée comme un exemple de renaissance identitaire, elle peut également être vue comme un baromètre des problèmes de la région. Nombre d'habitants y travaillent dans des secteurs à faibles revenus, comme la vente au détail, la pêche ou les services sociaux. En moyenne, un logement coûte 340 046 livres [environ 408 000 euros], un prix inabordable pour beaucoup, tandis que les loyers peuvent dépasser 1 000 livres [environ 1 200 euros] par mois.

À 43 ans, William Wooldridge, qui s'identifie lui aussi comme cornouaillais, travaille dans une boutique Outward Bound, et il se désole de l'état de l'économie régionale. "J'ai vécu ici toute ma vie, et jamais je n'aurai les moyens de m'acheter un logement, déplore-t-il. On parle sans cesse de la construction de logements abordables, mais en définitive ils ne le sont jamais. J'ai des amis qui sont partis tenter leur chance en Australie, mais moi, j'aime

Les partisans d'un renforcement de l'autonomie proclament que les Cornouailles ont une identité celtique.

vivre ici." Wooldridge pense que son comté, qu'il décrit comme "oublié", ne pourrait que profiter d'une représentation locale plus forte.

Si les Cornouailles parviennent à obtenir que leur soient dévolus davantage de pouvoirs, on ne sait pas encore clairement quelle forme ces derniers pourraient prendre. Le rapport de l'université d'Exeter consacré à la démocratie cornouaillaise recommandait que le personnel politique local se voie conférer plus d'autorité afin de s'attaquer aux "problèmes socio-économiques aigus" et de préserver "le patrimoine et la langue celtes uniques" des Cornouailles. Il appelait également le gouvernement à nommer un ministre des Cornouailles – pour établir un lien direct entre la région et la capitale.

Le rapport avance que, comparées au pays de Galles et à l'Écosse, les Cornouailles reçoivent "moins par habitant dans de nombreux services", tout en pâtissant aussi d'un manque d'autonomie par rapport à d'autres régions distinctes d'Europe. Dans toutes les Cornouailles, les problèmes qu'il faut résoudre sont évidents. Le comté est un des plus pauvres d'Angleterre, son économie est dominée par l'agriculture et le tourisme – bien qu'il

existe des secteurs bourgeonnants dans les domaines de l'énergie renouvelable et de l'extraction de lithium.

Les salaires se situent à environ 80 % de la moyenne nationale, et des chiffres du ministère de l'Emploi et des Retraites datant de 2023 montrent qu'un enfant cornouaillais sur cinq vit dans une pauvreté relative. Un logement sur vingt est une résidence secondaire, cinq fois plus que la moyenne anglaise. Dans certains coins pittoresques, comme Mousehole, cette proportion atteint les 80 %, tandis que d'autres villages sont connus pour attirer des célébrités comme Cate Blanchett, Chris Martin et Kate Winslet.

Sans-abri et trafic de drogue.

De plus, le comté est plus âgé que la moyenne nationale, or il ne dispose que d'un hôpital régional pour sa population de 593 000 habitants. Loin de la côte, les villes de l'intérieur, comme l'ancien bourg minier de Redruth, souffrent également de la criminalité, de la misère et comptent un grand nombre de sans-abri.

Dans la librairie Idler, dans la rue principale de Redruth, les gens du coin et les touristes viennent souvent feuilleter

des livres sur l'histoire des Cornouailles, et explorer la collection abondante de bandes dessinées. Guy Hoy, le propriétaire, explique : "Les Cornouailles ont un énorme problème, surtout avec les sans-abri et le trafic de drogue. Ces derniers temps, il y a tellement d'échoppes de barbier qui ont ouvert – et il n'y a jamais personne qui s'y fait couper les cheveux. Elles servent juste au trafic de drogue et au blanchiment d'argent."

Toutefois, pour certains, ce ne sont pas les problèmes de la région qui poussent les Cornouaillais à se sentir différents, mais le changement d'attitude vis-à-vis de leur patrimoine. Âgée de 49 ans, Emma Jenkin, du groupe d'activistes Cornish Language in the Community, déclare : "De mon point de vue, ce qui a tout changé, c'est le Covid. Les gens ont eu le temps de réfléchir, et ils se sont plus intéressés à leur propre patrimoine, qui est unique."

Et elle ajoute : "En toute honnêteté, j'ai l'impression qu'il est de plus en plus considéré comme normal d'être fier d'être cornouaillais. Nous ne sommes plus un sujet de dérision. Nous pouvons être fiers de nous et nous défendre. C'est aussi simple que ça."

—Gwyneth Rees,
publié le 14 janvier

Le film qui manquait sur la révolution roumaine. Passionnant !
Une tragi-comédie captivante. LE NOUVEL OBS POSITIF





↓ Dessin d'Ares,
Cuba.

Singapour. Le parti au pouvoir sent le vent du boulet

Le 3 mai, les électeurs singapouriens devraient reconduire le Parti d'action populaire à la tête de la cité-État. Ce scrutin sera néanmoins le plus ouvert depuis l'indépendance du pays, en 1965.

—South China Morning Post, extraits (Hong Kong)

Les sujets de préoccupations comme la hausse du coût de la vie, l'emploi ou le logement seront au cœur des élections législatives du 3 mai à Singapour. Ces enjeux feront basculer le scrutin. Le Premier ministre, Lawrence Wong, qui a pris ses fonctions en mai dernier, compte bien sortir des élections renforcé alors qu'il va diriger la campagne du parti majoritaire, le Parti d'action populaire (PAP), pour la première fois.

Le PAP domine les élections à Singapour depuis 1959, avant même l'indépendance de la cité-État, en 1965 [date à laquelle Singapour s'est séparée de la Malaisie]. Cette longévité en fait l'un des partis restés à la tête d'un pays depuis le plus longtemps dans le monde.

Si le gouvernement souligne que l'économie singapourienne, très ouverte, est particulièrement exposée aux turbulences internationales provoquées par le relèvement des droits de douane américains, ce sont surtout les problèmes de la vie quotidienne qui vont peser sur le choix des 275 800 électeurs. Il est peu probable que la guerre commerciale actuelle ait une incidence sur leur vote et joue un rôle déterminant dans leur choix d'un "parti de la sécurité" – en l'occurrence le PAP.

"Les élections à Singapour ont tendance à être une affaire purement intérieure, l'accent étant mis sur les questions locales, voire municipales, qui concernent personnellement les électeurs, au détriment des questions internationales", explique Mustafa

Izzuddin, expert chez Solaris Strategies Singapore, un bureau d'études et d'analyse.

Nydia Ngiow, directrice générale de la société de conseil BowerGroupAsia, estime pour sa part que les problèmes mondiaux entreraient en ligne de compte seulement si les Singapouriens se sentaient directement touchés : "Il est peu probable que la géopolitique devienne un thème majeur de la campagne – à moins que cela n'ait un effet direct et tangible sur le coût de la vie, la sécurité de l'emploi ou l'économie en général à Singapour."

Le coût de la vie. Or, selon l'observateur politique indépendant Felix Tan, "il semblerait que les jeunes électeurs ne considèrent pas le relèvement des droits de douane comme quelque chose de particulièrement préjudiciable".

D'autres analystes rappellent qu'en 2020, lors des dernières élections, l'opposition avait remporté le nombre record de

10 sièges sur les 93 à pourvoir [cette année, 97 sièges sont en jeu] – alors que Singapour se débattait avec la terrible pandémie de Covid-19, autre élément favorable à un "vote de sécurité".

Les sondages effectués régulièrement à l'approche des élections confirment que c'est le coût de la vie qui est le principal sujet de préoccupation des électeurs. Selon Bilveer Singh, professeur associé de sciences politiques à l'Université nationale de Singapour, dans ce domaine, les deux hausses consécutives de la taxe sur les produits et services [une sorte de TVA], en 2023 et 2024, qui l'ont fait passer de 7 à 9 %, pourraient nuire au parti sortant. "Les classes moyennes et inférieures, qui constituent la majorité de la population, sont les plus touchées. Mais le coût de la vie avait déjà bondi avant même le début de la guerre commerciale", explique-t-il.

Pour atténuer les pressions financières, le gouvernement



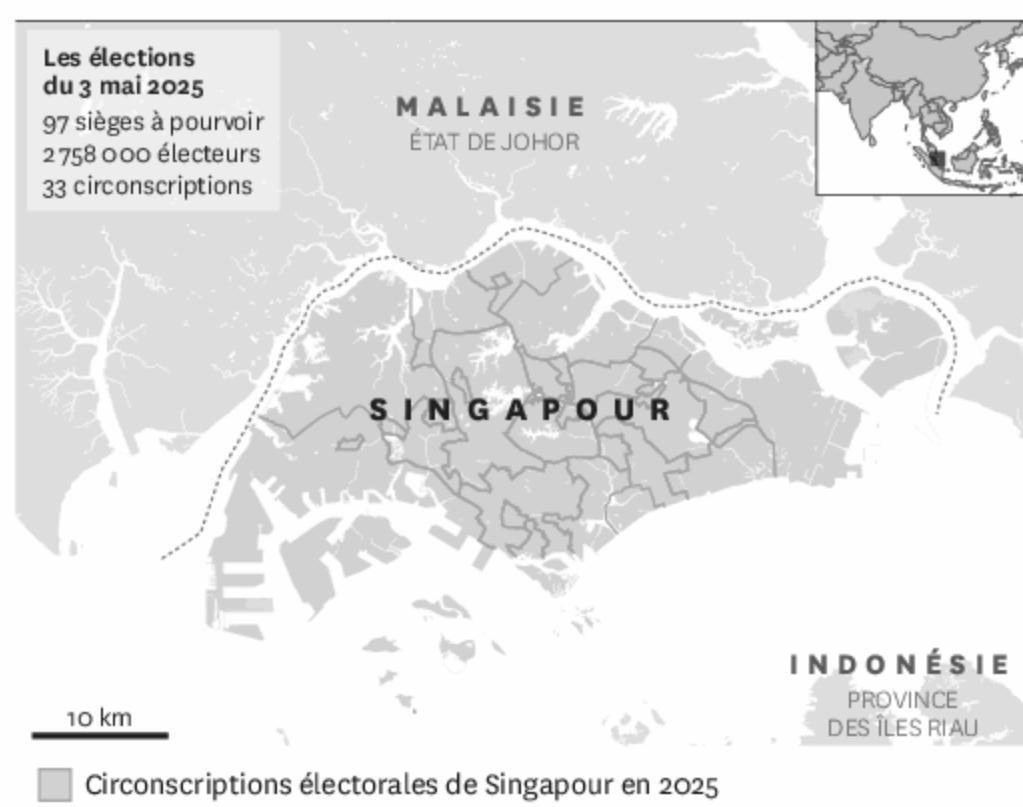
Wong a dévoilé en février une série de mesures d'aide, assortie d'une enveloppe de 143 milliards de dollars singapouriens (95 milliards d'euros). Il s'agit notamment de la distribution de bons d'achat pour des produits de première nécessité, de rabais sur les tarifs de l'eau et de l'énergie ainsi que de réductions d'impôt sur le revenu. Le gouvernement a également décidé de la distribution de cadeaux à l'occasion du 60^e anniversaire de l'indépendance de Singapour. Des initiatives qui rappellent celles prises après la pandémie.

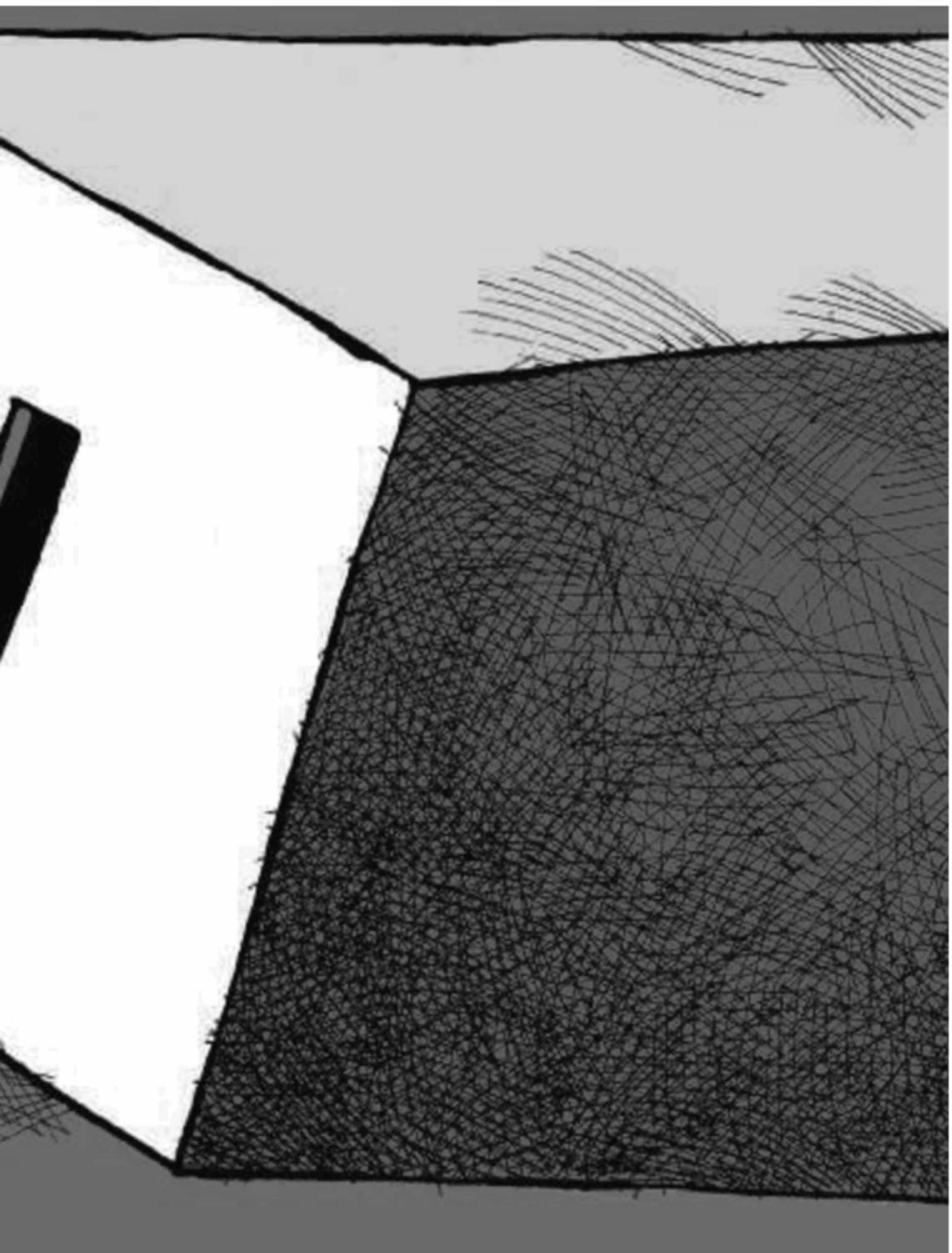
Mais ces mesures gouvernementales, bien que généreuses, sont souvent considérées comme une solution de court terme, tempère Nydia Ngiow : "Elles risquent d'être accueillies avec scepticisme par les électeurs. En effet, les gens, impatients de voir les stratégies à long terme montrer leurs résultats, sont prompts à critiquer ce qui est perçu comme de l'inaction. Ils pourraient considérer les mesures immédiates de soutien comme une évidence et un dû."

Si l'on s'attend à ce que le PAP conserve les rênes du pouvoir, l'enjeu est de savoir si le parti emmené par Lawrence Wong sera capable de ravir plus de 60 % des suffrages, seuil atteint par le PAP lors de chaque élection depuis l'indépendance.

En 2020, le parti n'avait décroché que 61,23 % des voix, à peine plus que la pire performance du PAP, datant de 2011. À cette date, il avait obtenu 60,14 % des suffrages, dans un contexte de mécontentement généralisé lié à l'afflux d'étrangers, à la pénurie de logements et aux pannes dans les transports. Les politologues avaient également expliqué ce recul par le souhait de la population de voir davantage représentée l'opposition au Parlement.

Nouvelles têtes. Pour ce qui est des prochaines élections, un vent de fraîcheur a soufflé sur la liste que va présenter le PAP, avec la présence d'au moins trente nouveaux candidats, a confié Lawrence Wong à la presse locale. Un record dans l'histoire récente.





Les analystes estiment que ces élections pourraient être les plus disputées de ces dernières décennies en raison des différents facteurs évoqués plus haut : le renouvellement des candidats du PAP et les pressions

“Il est peu probable que la géopolitique devienne un thème majeur de la campagne.”

Nydia Ngiow,
ANALYSTE

sur le pouvoir d'achat, auxquels s'ajoute la capacité de l'opposition à attirer en son sein des personnalités de qualité.

Le chef du Parti des travailleurs, Pritam Singh, souhaite empêcher le PAP de disposer d'une majorité des deux tiers, le seuil nécessaire pour faire passer des amendements constitutionnels. Si son parti réussissait à présenter des candidats à un tiers des 97 sièges mis en jeu lors de cette élection, il s'agirait

d'un record. Parmi ses candidats figurent pèle-mêle un avocat-conseil, des consultants ou un psychologue clinicien de l'Institut de la santé mentale.

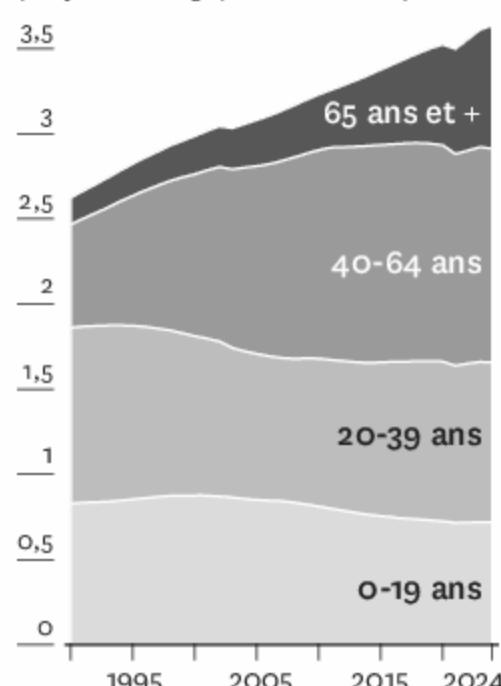
“Cette élection s'annonce apparemment disputée, étant donné tous les bons profils qu'à la fois le parti sortant et l'opposition semblent avoir été en mesure d'attirer, avec de nouveaux visages dans toutes les circonscriptions”, estime l'observateur Felix Tan.

Teo Kay Key, chercheur au laboratoire des sciences sociales de l'Institut de sciences politiques, confirme que les partis politiques d'opposition parviennent désormais à recruter des candidats convaincants pour figurer sur leur liste, ce qui peut peser sur le choix des électeurs.

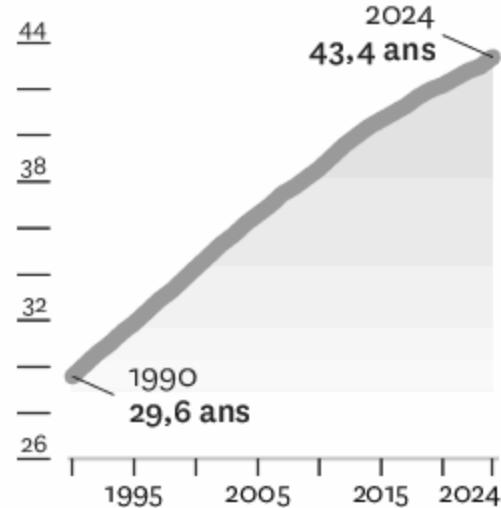
Comme le fait remarquer Nydia Ngiow, c'est une bonne chose pour la démocratie qu'il y ait un éventail de choix plus large ; reste à voir, pour autant, si les partis d'opposition parviendront à venir à bout de leurs maux récurrents que sont la fragmentation et les luttes intestines :

Une population vieillissante

Évolution de la population par tranche d'âge
(citoyens de Singapour, en millions)

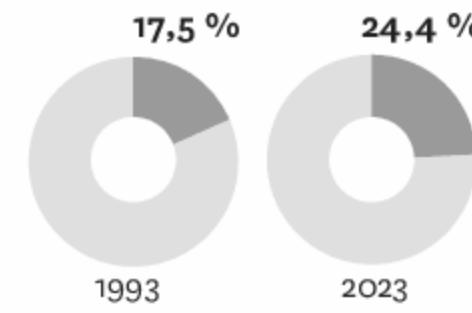


Évolution de l'âge médian
(citoyens de Singapour)



Un pouvoir d'achat ponctionné

Part du logement et des charges dans les dépenses des ménages (résidents de Singapour)



SOURCE : SINGAPORE DEPARTMENT OF STATISTICS

“La multiplication des affrontements mettant en lice de nombreux candidats pourrait diluer leur portée, sauf s'ils parviennent à se coordonner correctement et à se présenter comme une solution alternative crédible et durable.” Mustafa Izzuddin s'attend quant à lui à ce que l'élection soit particulièrement serrée. Et, estime-t-il, “c'est de bon augure pour le développement de la démocratie à Singapour”.

— Jean Lau,
publié le 17 avril

Portraits

Celle qui refuse de corriger

●●● Quand le gouvernement de Singapour a demandé à Kokila Annamalai de “corriger” les critiques qu'elle exprimait sur les réseaux sociaux à propos de l'application de la peine de mort, la militante de 36 ans a refusé d'obtempérer. “J'ai ressenti une profonde injustice”, lance-t-elle dans un portrait que consacre **The Guardian** à celle qui milite aux côtés des condamnés à mort et de leurs familles depuis des années. Le gouvernement a notamment exigé d'elle qu'elle affirme que les condamnés à mort “profitaient” du système judiciaire. Pour ce refus de “correction”, elle risque une condamnation à la prison en vertu de la loi de protection contre les mensonges et les manipulations en ligne, adoptée en 2019. Un texte qui permet à l'exécutif de contrôler les informations et de supprimer toute forme de critique.

La peine de mort est un sujet tabou à Singapour, où le taux d'exécution capitale par

habitant est l'un des plus élevés du monde. Trois condamnés ont déjà été pendus en 2025, et neuf en 2024. Transformative Justice Collective (TJC), le groupe auquel appartient Kokila Annamalai, a été contraint de suspendre son site et ses réseaux sociaux. En refusant de revenir sur ses dires, Kokila Annamalai espère faire refléchir ses concitoyens et montrer qu’“ils n'ont pas besoin de se soumettre”, raconte le quotidien britannique. “La position du gouvernement a toujours été que les Singapouriens ne doivent pas se préoccuper des questions de droits et de libertés – qu'ils doivent les abandonner, et qu'en retour il leur garantit une société confortable”, explique la militante. Un compromis qui, au fil des années, ne tient plus. Cette altération du contrat social rend la défiance de la militante d'autant plus cruciale qu'elle constate le progrès de “la culture de la dissidence”. Une petite révolution dans la très policée Singapour.

Ceux qui optent pour l'exil

●●● Le quotidien **The Straits Times** consacre plusieurs portraits aux jeunes Singapouriens quittant la cité-État pour l'étranger. Coût de la vie, salaire et sentiment de liberté sont parmi les raisons citées par les témoins rencontrés par le journal pour expliquer leur départ. Ainsi d'Asher Kua et d'Evelyn Teo, 25 ans, installés en Californie. Leur salaire a doublé dans les restaurants où ils travaillent par rapport à ce qu'ils auraient perçu à Singapour. Surtout, ils ont pu choisir leur passion, la cuisine. Une décision difficile à assumer chez eux, où leurs études d'ingénieur et de design les destinaient à une autre carrière. “Près de deux

Singapouriens sur trois souhaitent partir travailler à l'étranger, et 72 % d'entre eux ont moins de 30 ans”, détaille le journal. Samuel Quek, 28 ans, vit en Finlande depuis 2021, séduit par l'ouverture d'esprit dans les entreprises, la confiance et l'absence de verticalité dans la hiérarchie. “L'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle n'est qu'une partie de l'équation, écrit le *Straits Times*. Ce qu'apprécient les jeunes Singapouriens, c'est de vivre dans une société ouverte et qui ne condamne pas les points de vue ou les souhaits considérés comme hétérodoxes.”

✓ Mukesh Parecha se rend auprès de sa fiancée sur sa fière monture, suivi du cortège de la procession nuptiale. Photo Manisha Mondal/The Print



—The Print, extraits (New Delhi)

En Inde, un futur marié arrivant à cheval à la cérémonie est une tradition. Mais un futur marié dalit arrivant à cheval, c'est une révolution [les dalits, autrefois appelés "intouchables", sont tout en bas de l'échelle des castes].

Quand, à 9 h 30, Kaabar, le cheval du cortège nuptial, paré d'un tapis de selle rouge, d'une tête brodée et d'une bride à pompons multicolores, arrive devant le domicile de Mukesh Parecha, les invités se massent pour prendre des selfies dans un brouhaha d'exclamations et d'acclamations. En trois ans de service, c'est la première fois que Kaabar portera un marié dalit.

Et, à 33 ans, Mukesh Parecha deviendra le premier de sa communauté du village de Gadawlada, dans le Gujarat [dans l'ouest de l'Inde], à conduire sa procession nuptiale à cheval. Mais, avant d'en arriver là, il a dû batailler. Les villageois des castes de rang supérieur se sont moqués de lui, ont protesté. Certains l'ont menacé. Mais ça n'a pas suffi pour faire flétrir le jeune Parecha. "L'idée m'est venue il y a cinq ans, lorsque j'ai vu des gens jeter des pierres à un marié dalit parce qu'il menait son cortège à cheval."

Ses lectures sur ce type d'interdits n'ont fait que renforcer sa détermination. Les castes dominantes interdisent aux dalits d'observer certains rituels de mariage,

Inde. L'homme qui voulait se marier à cheval

Les dalits, tout en bas de la hiérarchie des castes, restent victimes de discriminations traditionnelles. Mais certains n'ont plus peur de faire respecter leurs droits.



REPORTAGE

tels que l'arrivée du marié à cheval. Mais certains jeunes dalits, qui ont acquis leur indépendance financière, ne se laissent plus intimider, pas même lorsqu'ils se font agresser, tabasser ou lapider par des hindous de castes supérieures.

"Qu'y a-t-il de si extraordinaire à ce qu'un dalit monte à cheval?" s'interroge Mukesh Parecha. Si j'en ai les moyens, je ne vois pas ce qui m'empêcherait d'exercer un droit qui m'est garanti par la Constitution. Nous devons rompre avec ces traditions séculaires rigides."

Il a vu dans son mariage l'occasion idéale de livrer son combat. En lieu et place d'une épée, il a choisi de brandir la Constitution indienne. Le 6 février

2025, Mukesh Parecha et Lailta Parmar ont scellé leur union lors d'une cérémonie de mariage qui était certainement la plus révolutionnaire de l'Inde indépendante.

Le 4 février, un jeune homme de caste supérieure fait irruption chez les Parecha, dans un quartier éloigné, entouré de plaines et de rizières. C'est là que vivent les familles dalits, à l'écart des castes dominantes.

"Tu veux monter à cheval? La police te protège pour l'instant, mais compte sur nous pour te donner une leçon plus tard", a-t-il lancé avant de repartir en claquant la porte. La police l'a interpellé et a dressé une liste des villageois qui menaçaient de perturber les festivités, raconte Parecha.

Le lendemain, Mukesh est réveillé par le téléphone, qui ne cesse de sonner. "Ces types m'appellent, maintenant", se plaint-il à son frère Vinod. Les villageois des castes supérieures sont furieux parce qu'il a demandé une protection policière. Et de fait, la veille du jour J, une tension palpable flotte dans l'atmosphère de fête.

La maison des Parecha, illuminée de lampions verts, roses et bleus, brille de tous ses feux. Un orchestre entonne un air populaire du Gujarat. Des femmes drapées de saris chatoyants et des hommes impeccables sanglés dans leur costume tourbillonnent aux côtés d'enfants arborant des tee-shirts imprimés. Autour, plus d'une centaine de policiers montent la garde.

"Le cheval est là!" "Nous n'avons pas peur. C'est un droit qui nous est conféré par la Constitution indienne. Mukesh est avocat et il a de l'instruction, souligne son oncle Panasant. Si lui avait peur, qu'en serait-il des autres membres de notre communauté? Toute la famille Parecha le soutient. Malgré les risques, nous sommes convaincus que sa lutte sera un facteur de sensibilisation."

Dans le Gujarat rural, d'autres dalits, comme Mukesh, ruent dans les branards en transgressant sciemment des coutumes solidement ancrées en montant à cheval, en arborant la moustache ou en portant des vêtements de marque.

Trouver un cheval était une opération à haut risque qui s'est déroulée dans le plus grand secret. Mukesh et Vinod ont

veillé à ne rien dire à la famille et aux voisins de l'endroit où se trouvait la monture, et ont caché jusqu'au nom du loueur. "Nous tenions à ce que le cheval arrive sans encombre, explique Vinod. Nous ne pouvions faire confiance à personne."

Le jour J, devant la maison de plain-pied, des tapis verts recouvrent le sol et un *pandal* [grand dais] de tissus orange et blanc devancé d'une arche fleurie brille sous le soleil. Des chaises en plastique ont été disposées avec soin.

Une longue allée décorée de fleurs et un portrait de la famille Parecha accueillent les invités. À l'entrée de la maison, on remarque une photo de Bhimrao Ambedkar [le principal architecte de la Constitution de l'Inde, lui-même dalit]. C'est un mariage sans prétention. Au menu, un simple *dal baati churma* [un plat populaire du Rajasthan composé de lentilles, de boulettes de blé et de poudre de céréale sucrée]. Le cheval est la seule "extravagance" de la fête. Soudain, les neveux et nièces de Parecha déboulent en courant sous l'arche fleurie en criant : "Le cheval est là ! Le cheval est là !" L'arrivée de Kaabar fait oublier le repas de mariage. Oncles, tantes, grands-parents et cousins se pressent autour de l'animal, qui franchit l'arche sous les vivats pour pénétrer dans la maison.

Trouver un cheval était une opération à haut risque qui s'est déroulée dans le plus grand secret.

Grands et petits jouent des coudes pour prendre des selfies. Les traiteurs transportent des bacs de nourriture, les musiciens arrivent avec leurs tambours et leurs flûtes, tandis que voisins et proches se fraient un chemin à travers champs pour rejoindre la maison décorée.

Jigar, le propriétaire de Kaabar, n'est pas lui-même dalit, mais il est ravi de contribuer à cette petite révolution. "Je n'ai jamais vu un marié dalit conduire son cortège nuptial à cheval. Il est grand temps de rompre avec ces traditions rigides", commente-t-il en caressant la tête de Kaabar et en le serrant contre lui. Son unique inquiétude tenait à la sécurité de son cheval.

Redoutant les attaques de villageois de castes supérieures, Mukesh Parecha a écrit à l'administration du district pour solliciter une protection. Pas moins de 145 policiers ont été déployés à Gadawlada. Lorsque Kaabar arrive, la police est sur le qui-vive. Les invités et les membres de la famille n'en reviennent pas. "C'est vraiment pour nous ce traitement de faveur ?" murmurent-ils, échangeant des regards incrédules. Malgré les rires, les plaisanteries et les réjouissances, un certain malaise pèse dans l'air. "Il se fait tard, vient annoncer Vinod. La police nous demande de lancer la procession."



Le marié fait son apparition, vêtu d'un *sherwani* [long manteau brodé] blanc cassé avec un châle de velours grenat jeté sur une épaule, et coiffé d'un *pagdi* [turban cérémoniel]. Juché sur son cheval, dos droit et tête haute, il a l'allure d'un roi s'apprêtant à rejoindre le champ de bataille. Sa mère lui tend un exemplaire de la Constitution de l'Inde. Il l'attrape et le serre contre sa poitrine.

"Aujourd'hui, grâce à la Constitution, je suis libre de faire comme il me plaît, affirme Mukesh. Ce n'est pas le fait de monter à cheval qui m'intéresse; je voulais voir ce qu'il se passerait si je froissais l'orgueil des castes."

Vingt à trente policiers et policières prennent la tête de la procession, suivis d'un DJ, des proches dansant sur la musique, puis de Mukesh Parecha monté sur Kaabar, tandis que d'autres agents de police ferment la marche. Le frère du marié brandit le drapeau bleu Jai Bhim ["Vive Bhim"], un mouvement de dalits créé en hommage à Bhimrao Ambedkar.

Pour atteindre leur destination finale, la place du village, ils doivent traverser les quartiers des castes supérieures. Plus d'une centaine de policiers ont été déployés dans tout Gadawlada pour assurer le maintien de l'ordre. Avant que le cortège ne s'engage dans une ruelle étroite, un policier prévient le DJ : "Évitez de passer cette chanson Bhim." Le musicien passe alors un air traditionnel plus neutre.

Sur le passage du cortège, une soudaine agitation s'empare des quartiers des castes supérieures. Les hommes, scandalisés, s'empressent de faire rentrer les femmes dans les maisons, fermant leurs portes à double tour. D'autres se cachent derrière les murs d'enceinte. Quelques-uns, piqués par la curiosité, se rassemblent sur les toits pour observer la scène.

Constitution chérie. Ignorant stoïquement ce remue-ménage, les femmes de la famille Parecha, vêtues de saris verts, roses et rouges, forment un demi-cercle et exécutent un *garba*, la danse rituelle, au cœur de la célébration.

À quelques kilomètres de là, au village de Limboi, la fiancée de Mukesh, Lailta Parmar, attend, parée de son *lehenga*

rouge [un ensemble composé d'une jupe longue et d'un bustier]. Contrairement à Gadawlada, les dalits sont majoritaires dans son village, où monter à cheval n'a jamais posé problème.

"Dans notre village, tous nos frères ont suivi leur procession nuptiale à cheval", sourit-elle. Parmar et Parecha se sont rencontrés il y a deux mois, et elle n'a appris la présence d'un cheval que deux jours avant le mariage. "Je le soutiens, et, puisque je vais m'installer dans son village, je protégerai l'honneur de mon mari."

Entre-temps, à Gadawlada, le *garba* touche à sa fin – au grand soulagement de la police. Il est temps de prendre congé de Kaabar. Serrant toujours la Constitution sur son cœur, Parecha met pied à terre et se dirigea vers le dernier char – une Audi blanche – qui l'attend pour le conduire à sa promesse.

Il prend place sur le siège passager, sans lâcher la Constitution, et la voiture s'éloigne de la place du village. Au moment où elle quitte le périmètre de sécurité, une pierre vole. Elle s'écrase sur la vitre.

—Manisha Mondal,
publié le 20 février

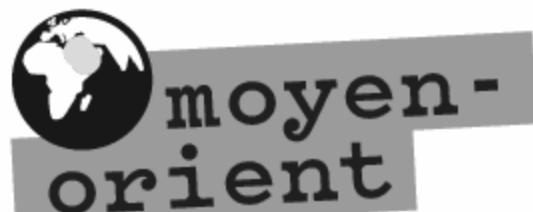
SOURCE

THE PRINT

New Delhi, Inde
theprint.in

Fondé en août 2017 par le journaliste Shekhar Gupta, *ThePrint.in* est un site d'information indien traitant essentiellement de sujets politiques. Établi dans la capitale, New Delhi, il se targue d'être l'un des rares médias en ligne indépendants du sous-continent. Il est financé par son fondateur et rédacteur en chef à travers la société Printline Media Private Limited, avec le soutien de la Public Spirited Media Foundation, une organisation philanthropique de Bangalore qui investit depuis 2015 dans des organes de presse indépendants.





Politique. “La Turquie doit rester une démocratie”

Face au pouvoir autoritaire de Recep Tayyip Erdogan, l'avenir démocratique du pays doit être préservé, affirme son principal opposant, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, depuis sa prison.

—Financial Times
(Londres)

A cheval entre l'Europe et l'Asie, baignée par la mer Noire et la Méditerranée, la Turquie est un carrefour géographique et culturel cerné par les zones de conflit : au nord, l'Ukraine sous le feu de la Russie ; au sud, le Moyen-Orient. Pourtant, elle reste un acteur incontournable du commerce, de la sécurité et de la diplomatie au niveau mondial. Notre cap politique est important – pour notre peuple et la stabilité de l'ordre international. Depuis la chute de l'Empire ottoman, la Turquie offrait un exemple remarquable d'une république démocratique laïque, à majorité musulmane, résolument tournée vers la modernité.

Prisonnier politique. Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Recep Tayyip Erdogan, il y a vingt-deux ans, ce modèle se désagrège. Les institutions démocratiques s'effritent, les opposants sont traités comme des criminels, et le pouvoir utilise le système judiciaire comme une arme pour parvenir à ses fins. Ce pourrissement démocratique exacerbe la crise économique et désespère la société. Depuis mon élection à la mairie d'Istanbul, en 2019, je m'efforce de proposer un modèle différent. À l'inverse du populisme autoritaire d'Erdogan – dont les actes ne suivent pas les promesses –, nous avons instauré ce que je qualifie de “peuplisme” axé sur le développement : un modèle civique

fondé sur la dignité humaine, la recherche de solutions pratiques et la confiance du grand public.

Un modèle plébiscité en 2024 par les électeurs, qui m'ont confié la mairie d'Istanbul pour la troisième fois. Cette victoire s'inscrivait dans un succès retentissant pour le Parti républicain du peuple (CHP) à l'échelle nationale.

Le message était clair : le peuple turc réclamait du

changement. J'ai donc annoncé ma candidature à la présidentielle. Mais au lieu de respecter cet élan populaire, le gouvernement a durci la répression. Il a assailli d'enquêtes nos institutions et menacé d'entraver l'activité des services municipaux. Mon diplôme universitaire – indispensable à toute candidature présidentielle – a été annulé de façon arbitraire. Puis, le 19 mars, quatre jours avant l'officialisation de ma candidature, plusieurs centaines de policiers ont encerclé ma maison. J'ai été placé en détention, accusé à tort de corruption et de terrorisme, avec plus d'une centaine d'autres personnes, dont mes plus proches conseillers et collaborateurs.

J'écris ces lignes depuis la prison de Silivri [en périphérie d'Istanbul], où sont incarcérés de nombreux responsables politiques, universitaires, journalistes et militants. On m'a jeté en prison sur la base de vagues rumeurs propagées par une poignée de présumés témoins dont l'identité reste secrète. Je n'ai pas été condamné. Je suis un prisonnier politique. Mon arrestation n'est pas une victoire pour Erdogan. Au contraire, elle a déclenché un sursaut. Les étudiants ont été les premiers à descendre dans la rue, par



↗ Ekrem Imamoglu.
Dessin de Pedro Silva,
Portugal

centaines de milliers, et à organiser des rassemblements populaires, des campagnes de boycott contre les médias et les entreprises pro-Erdogan. Plus de 15 millions de citoyens ont participé à la primaire du CHP et m'ont désigné comme leur candidat à l'élection présidentielle. C'est un mouvement collectif pour notre avenir démocratique.

Or la stabilité de la Turquie ne s'est jamais résumée à un enjeu d'ordre purement national. Parce qu'elle est celle de la deuxième armée de l'Otan par sa taille, d'un membre du Conseil de l'Europe, et d'un candidat de longue date à l'entrée dans l'Union européenne (UE), notre orientation politique est cruciale pour la sécurité de l'Europe, de l'alliance transatlantique, du Moyen-Orient et du Caucase. La guerre en Ukraine a souligné le besoin pressant d'une coordination stratégique dans ces alliances géopolitiques. L'évolution de la situation en Syrie et la tragédie en cours à Gaza nous ont montré que l'instabilité pouvait se propager comme une traînée de poudre par-delà les frontières.

Le combat continue. Dans chacune de ces régions, la présence d'une Turquie démocratique et laïque est primordiale. Alors que l'UE s'efforce de se protéger devant des défis toujours plus grands, une Turquie démocratique est indispensable. Un régime qui muselle sa jeunesse, écrase l'opposition et gouverne par la terreur attisera l'instabilité régionale. En plein remaniement des chaînes d'approvisionnement mondiales, notre situation géographique et notre tissu industriel font de nous un partenaire évident. Mais nous ne pourrons exprimer pleinement notre potentiel sans une politique économique crédible, transparente et organisée. Sinon les investisseurs iront placer leurs capitaux ailleurs.

Depuis plus de deux siècles, le peuple turc se bat pour le constitutionnalisme, la représentation citoyenne et la justice. La solidarité démocratique internationale est désormais essentielle pour bâtir notre avenir commun. La vague mondiale de recul démocratique a peut-être commencé en Turquie. Mais la riposte débutera ici aussi.

—Ekrem Imamoglu,
publié le 16 avril

Contexte

Les jeunes toujours mobilisés

●●● La contestation se poursuit en Turquie, à l'initiative du CHP, principal parti d'opposition, qui organise chaque semaine un rassemblement dans une ville de Turquie et un quartier d'Istanbul différents. Surtout, les étudiants restent mobilisés, malgré la répression judiciaire. Le premier procès massif de 90 manifestants s'est ouvert le 18 avril avant d'être reporté à juillet. Désormais, des lycéens se mobilisent également pour protester contre la mutation annoncée de 20 000 professeurs des établissements les plus prestigieux du pays, perçue comme une mesure visant à casser ces bastions d'opposition pour les remplacer par des enseignants acquis à l'idéologie du pouvoir. Depuis sa prison, le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu, adresse des messages publiés sur les réseaux. La semaine du 21 avril, il dénonçait la relance des travaux du Canal Istanbul, un projet pharaonique de Recep Tayyip Erdogan et gelé depuis l'élection d'Imamoglu, en 2019. Ce projet, qui doublerait le détroit du Bosphore et transformerait en île la rive européenne d'Istanbul, est considéré comme un potentiel désastre écologique et risquerait d'aggraver les dégâts si un séisme de grande ampleur frappait la ville. Le tremblement de terre d'une magnitude de 6,2 qui a fait trembler ses habitants le 23 avril est venu raviver ces craintes.

ÉGYPTE

Sur le Nil, place aux pêcheurs de plastique

En Égypte, des ONG proposent aux pêcheurs de récupérer les déchets en plastique qui pullulent dans le fleuve. Un nouveau gagne-pain.



IKON IMAGES

—Al-Manassa, extraits
(Le Caire)

Sur sa barque faite de plastique recyclé, Arafa Gaber se souvient, comme si c'était hier, de la première fois, à la fin de l'année 2020, qu'il est parti non pas simplement pour pêcher du poisson, mais aussi pour ramasser du plastique qui obstruait l'un des cours du Nil près de Qanater El-Khayria, au nord du Caire. «Ce jour-là, je suis allé pêcher avec mon fils [...]. Après avoir déployé les filets, j'ai décidé d'y aller pour en ramasser. Je pensais revenir avec 5 kilos de poissons et la même quantité de plastique au

maximum. Mais à la fin de la journée, j'avais 30 kilos de plastique et 6 kilos de poissons.»

Arafa venait de participer à un atelier de formation avec l'initiative Very Nile, une organisation non gouvernementale créée en 2018 par une poignée de jeunes sur l'île d'Al-Qursaya, près de Gizeh, au sud du Caire, qui ont depuis reçue soutien d'instances gouvernementales et de la société civile.

Cette ONG «nous paie 11 livres [20 centimes d'euros] le kilo de plastique. Ça permet de gagner plus qu'avec une journée de pêche de poissons», commente ce père de famille. Cette possibilité de «revenus importants» a fini par convaincre d'autres

pêcheurs de se mettre à l'œuvre après avoir initialement refusé de «se transformer de dignes pêcheurs en simples éboueurs».

Depuis novembre, sa coopération avec Very Nile lui vaut également d'être propriétaire d'un nouveau bateau, plus léger et plus performant. Il est en effet renforcé par des panneaux en plastique recyclé, fabriqués à partir des déchets qu'il a lui-même contribué à ramasser.

Cinq bateaux modifiés par l'ajout de panneaux en plastique ont en effet été offerts à des pêcheurs dans le cadre d'un partenariat entre Very Nile et le projet Floating Forward de l'Institut Goethe [ONG financée par l'Allemagne, dont la mission est de promouvoir la culture allemande] du Caire. Le rôle d'Arafa Gaber ne se limite pas à pêcher du plastique. Il a également pris la direction d'un atelier d'entretien des barques.

Pénurie de poissons. Le processus de recyclage passe par plusieurs étapes, explique-t-il. D'abord, les bouteilles sont séparées de leurs bouchons, puis broyées, chauffées et finalement pressées pour leur donner la forme voulue. «Les bateaux de pêche ont une taille maximale autorisée de 7 mètres. Mais les plus petits font 4,50 mètres. À cette taille-là, s'ils sont en bois, ils pèsent environ 150 kilos», détaille-t-il. Et cette réduction de poids n'est pas sans intérêt, témoigne Hani Ahmed Khalaf, lui aussi pêcheur : «C'est plus reposant pour pagayer plus aisément et aller plus loin.»

Pendant sa sortie quotidienne, quand il pagaye pendant deux heures pour couvrir la distance aller-retour entre l'île Al-Qursaya jusqu'au niveau de Torah [dans la banlieue sud du Caire], il «voit du plastique partout». «Avant, je travaillais comme journalier pour d'autres pêcheurs, et je n'avais aucune chance d'acheter mon propre bateau», ajoute-t-il. Mais grâce aux initiatives des organisations de recyclage, il a pu obtenir un bateau. «C'est vrai qu'il y a de moins en moins de poisson, mais je travaille à ramasser du plastique dans le Nil pour m'en sortir.»

Jusqu'à présent, il n'est pas possible de se passer totalement de bois pour construire une barque du Nil, et les panneaux de plastique n'interviennent

✓ Dessin d'Andy Bridge,
Royaume-Uni.



qu'en complément. Mais Arafa est convaincu qu'on finira par en faire entièrement en plastique.

En Égypte, les initiatives de ramassage et de recyclage des déchets s'étendent aussi aux autres gouvernorats du bord du Nil. Du Caire à Assouan, il s'agit d'encourager les pêcheurs à compléter leur travail par cette nouvelle activité, explique Mohab Al-Azazy, le directeur du projet Floating Forward à l'Institut Goethe du Caire.

Selon lui, la solution est collective et passe par le changement du mode de consommation, tout en déplorant que «beaucoup de gens ne soient pas conscients du problème que posent les déchets abandonnés dans la nature». En effet, plus de trois quarts des poissons du Nil pêchés aux environs du Caire contiennent des micro-particules de plastique, selon une étude publiée en 2020, et sur la côte méditerranéenne au large d'Alexandrie, ce chiffre atteint 92 %, selon l'Institut égyptien de l'océanographie et de la pêche.

L'Égypte est considérée comme le plus grand pollueur de déchets en plastique du monde arabe. Selon la Chambre de commerce américaine au Caire, elle produit 5,4 millions de mètres cubes de plastique chaque année.

Mais le fait que de plus en plus de pêcheurs s'orientent vers le ramassage de plastique s'explique en premier lieu par le recul du nombre de poissons. Il n'y a pas seulement les dépôts d'ordures sauvages, mais aussi les eaux usées, d'origine domestique aussi bien qu'industrielle. Contrairement au discours

officiel, les pêcheurs tels qu'Arafa estiment que les pouvoirs publics ne font pas assez pour la préservation des richesses halieutiques.

Ils constatent en effet une diminution du nombre d'opérations de relâchement d'alevins dans les zones de reproduction, mais surtout le grignotage continu des roselières sur les bords du Nil, où les roseaux offrent l'espace nécessaire à la reproduction pour les poissons.

«Avant, je ne savais pas ce que cela voulait dire quand on me parlait de pollution de l'environnement et de changement climatique, témoigne Arafa. Mais depuis que je travaille sur un bateau fabriqué à partir de plastique que nous-mêmes avons ramassé, j'ai changé de regard sur ces questions. Aujourd'hui, après avoir cassé la croûte, plus personne ne jette ses papiers gras ou ses bouteilles d'eau dans le Nil. Parce qu'on n'a pas envie d'y retourner le lendemain pour les y repêcher.»

—Mohammad Awad,
publié le 20 mars



SOURCE

AL-MANASSA

Le Caire, Égypte
almanassa.net

Créé en 2011, Al-Manassa («La Tribune») est un site généraliste égyptien qui porte une attention particulière à la culture. Nourri essentiellement par des contributions de lecteurs, il se veut non partisan, contre la violence, le racisme et le confessionnalisme.



Influence. Des routes de la soie sanitaires

"Hôpitaux de l'amitié", laboratoires pharmaceutiques... Pékin investit dans les systèmes de santé de nombreux pays africains. Son influence grandit, selon cet article écrit avant les derniers soubresauts de la guerre commerciale.



—The Daily Telegraph,
extraits (Londres)

Pendant la pandémie de Covid-19, la Chine a davantage donné de vaccins à l'Afrique que n'importe quel autre pays. Mais il faut savoir que cinq ans avant que l'on entende parler pour la première fois d'un virus en provenance de Wuhan, Pékin travaillait déjà d'arrache-pied à mettre en œuvre un programme visant à accroître son

soft power [puissance douce] et son influence dans le domaine de la santé au niveau mondial, par le biais d'un projet connu sous le nom de "route de la soie de la santé". Certes, cela fait longtemps que la Chine occupe une place majeure dans le domaine de la santé en Afrique, depuis l'instauration de ses premiers liens avec le continent dans les années 1960. Mais le mouvement s'accentue, alors que l'Occident a, lui, tendance à battre en retraite sur le continent africain.

Ainsi, lors de l'édition 2024 du Forum sur la coopération sino-africaine, Pékin a annoncé son intention d'encourager les entreprises chinoises à investir dans la production de médicaments et de vaccins en Afrique, dans le cadre de son plan d'action 2025-2027. De nos jours, les multinationales occidentales se retirent de pays africains sur lesquels elles mettaient jadis beaucoup d'espoirs. Ainsi, en 2023, GSK et Sanofi ont cessé leurs activités commerciales

au Nigeria. Les géants pharmaceutiques y produisaient des vaccins, des antibiotiques et des antirétroviraux indispensables, mais ils ne voyaient pas "*le bout du tunnel de leurs pertes*", explique un analyste financier de la société nigériane TLcom Capital. Au Kenya, Bayer leur a emboîté le pas, et Moderna a suspendu son projet de construction d'une usine de vaccins à 200 millions de dollars [176 millions d'euros], en invoquant le même genre d'inquiétudes.

Combler les manques. La Chine, elle, continue de s'ancrer toujours plus profondément sur le continent, afin d'accroître son poids dans le secteur médical. "*En raison de la variété de sa population, la Chine sait comment gérer des environnements culturels et logistiques complexes ; cette expérience est un atout quand il s'agit d'adapter des solutions à la réalité locale africaine*", souligne Ruby Wang, qui a été chargée du service santé de l'antenne du ministère des Affaires étrangères britannique à Pékin. De fait, l'Afrique fait de plus en plus appel à la Chine pour renforcer son offre de soins. Par exemple, en septembre, le laboratoire pharmaceutique nigérian Fidson a fait construire une usine de fabrication de médicaments dans une zone franche en partie gérée par la Chine à Lagos, dans le cadre d'un partenariat avec les entreprises Jiangsu Aidea Pharma et Nanjing PharmaBlock, ainsi qu'avec le Fonds de développement Chine-Afrique. "*Ce que font les Chinois, c'est qu'ils profitent de leur expérience pour produire des médicaments (souvent tombés dans le domaine public) à une échelle et à un prix qui les rendent abordables pour les consommateurs africains, tout en permettant à leurs entreprises de réaliser des bénéfices, mais à un niveau bien moins élevé que celui jugé acceptable par les entreprises occidentales*", explique Eric Olander, le rédacteur en chef du site *China Global South Project* (Projet Afrique-Chine).

Néanmoins, les dirigeants africains s'inquiètent du départ des grands laboratoires pharmaceutiques de leur territoire, car les besoins médicaux du continent ne cessent de croître, selon la directrice générale de Medicines for Africa [ONG qui entend améliorer l'accès à des médicaments de qualité et sûrs

dans les pays africains], Lenias Hwenda. "*Lorsque des entreprises partent, comme cela a été le cas des grands groupes pharmaceutiques, cela érode une base manufacturière déjà petite et accentue la vulnérabilité de l'Afrique en aggravant le problème d'accès aux traitements. Cela m'inquiète, confie-t-elle. Les entreprises chinoises prennent pied sur le marché africain pour combler certains manques du marché africain, mais seul l'avenir nous dira si elles le font correctement.*"

Les investissements pharmaceutiques semblent figurer au premier rang des priorités pour la Chine, désireuse d'étendre son pouvoir d'influence. "*Ce secteur fait incontestablement l'objet d'un grand intérêt, comme en témoignent les nombreux protocoles d'accord signés entre des entreprises chinoises et des gouvernements africains*, observe Linda Calabrese, chargée de recherche à l'ODI [l'Overseas Development Institute, un groupe de réflexion sur les affaires mondiales ayant son siège à Londres]. *Mais pour ce qui est de leur mise en œuvre concrète sur le terrain, je n'ai pas encore vu grand-chose. En fait, il faut des années pour que de tels investissements se concrétisent.*"

Les laboratoires pharmaceutiques ne sont pas le seul secteur encouragé par Pékin à se développer en Afrique. Dans le cadre de la "route de la soie de la santé", la Chine s'est imposée comme un partenaire essentiel

Les investissements pharmaceutiques semblent figurer au premier rang des priorités chinoises.

de l'ensemble de l'écosystème sanitaire en Afrique, en finançant des infrastructures qui servent des objectifs à la fois humanitaires et économiques.

Outre les projets d'investissement d'entreprises privées dans des usines de fabrication comme celle que Fosun Pharma est en train de construire en Côte d'Ivoire, la Chine finance ce qu'elle appelle des "*hôpitaux de l'amitié*" sur tout le continent africain et dans d'autres pays du Sud concernés par les nouvelles routes de la soie. C'est aussi elle qui a bâti le siège du Centre africain de lutte contre les maladies en Éthiopie, achevé

✓ Dessin d'Ale+Ale,
Italie.

En kiosque



●●● Cet article est à retrouver dans notre hors-série **Le Nouvel Âge des empires**, en vente chez votre marchand de journaux et sur notre site. Vous y trouverez des analyses et des reportages de la presse étrangère qui décryptent le basculement du monde vers un nouvel ordre.

en janvier 2023. Ce projet avait été au cœur d'une querelle géopolitique sous l'administration Trump, celle-ci accusant la Chine de chercher à en profiter pour voler les données génomiques de l'Afrique.

Vaccin chinois sinon rien. Aux yeux de nombreux spécialistes, il n'y a pas de quoi s'inquiéter de l'attention portée par la Chine aux infrastructures sanitaires de base en Afrique. “Plutôt que de critiquer les investissements de la Chine, les pays occidentaux feraient mieux de réfléchir à la manière dont ils pourraient soutenir le secteur pharmaceutique local, car en tant que leaders mondiaux ils ont des connaissances et une expertise à partager avec leurs partenaires africains”, estime Linda Calabrese. Ce genre d'investissements seraient bénéfiques pour les pays africains.” Pour Eric Olander, les besoins de ces derniers sont si importants qu'ils n'ont pas d'autre choix que de se rapprocher de Pékin : “À l'heure actuelle, la plupart des pays africains ont des besoins si criants en matière de produits pharmaceutiques fabriqués sur place, de nouvelles infrastructures sanitaires et de meilleur accès à la technologie médicale que je ne vois pas pourquoi on s'inquiéterait de les voir devenir dépendants des fournisseurs chinois. En fait, pour eux, c'est soit un vaccin fabriqué en Chine, soit rien du tout!”

—Hannah Crowe,
publié le 27 décembre 2024

En manque d'investissements, l'Afrique recherche des partenaires pour l'aider à devenir auto-suffisante, et non à rester dans un état de dépendance. Selon Ruby Wang, la Chine possède une capacité à développer les infrastructures sanitaires locales à nulle autre pareille en Occident. “Grâce à la transformation qu'elle a opérée sur son propre sol, de pays en développement en pays à revenu intermédiaire, la Chine bénéficie d'une expérience récente et très utile pour ce qui est de rendre accessible des soins sur une portion très étendue d'un territoire et à des populations vivant dans des zones reculées, souligne l'experte de la santé britannique. C'est exactement ce dont a besoin l'Afrique. De plus, les partenariats avec les Chinois ont un côté moins intrusif et moins paternaliste que les programmes d'aide occidentaux classiques.”

Cependant, de l'avis de tous les spécialistes, si la Chine s'implique dans le secteur de la santé sur le continent, c'est aussi parce qu'elle y trouve un grand intérêt sur le plan économique et stratégique. “Tout le monde y gagne. Investir dans le secteur de la santé en Afrique permet à la Chine de trouver des débouchés pour ses produits médicaux sur un marché en pleine expansion, de renforcer son pouvoir d'influence et d'acquérir une réputation de leader mondial dans le domaine de la santé”, juge Ruby Wang.

La Chine souhaitera convaincre le reste du monde que tous les investissements, les prêts et les dons effectués dans le secteur médical dans le cadre de la “route de la soie de la santé” ne sont que la suite logique de sa solidarité de longue date avec les pays du Sud. Faut-il la croire ? En faisant de la coopération sanitaire un outil géopolitique, la Chine cherche non seulement à marquer des points sur le plan économique et en matière de pouvoir d'influence, mais aussi à s'ériger en architecte d'une nouvelle gouvernance mondiale de la santé. C'est l'épine dorsale d'un nouvel ordre mondial que la Chine tente d'établir sous la direction de Xi Jinping. Sera-t-il possible de concrétiser une vision aussi grandiose ? Seul l'avenir nous le dira !

KENYA

On trafile bien les fourmis

Mi-avril, quatre suspects ont été interpellés au Kenya pour “possession illégale” et “trafic d'animaux sauvages vivants”. Une avancée dans la lutte contre la “biopiraterie” dans le pays.



Qu'il implique des moines bouddhistes ou qu'il passe par lempoisonnement de vautours, le trafic d'animaux sauvages peut prendre des formes diverses. Mais qu'il concerne des fourmis destinées à être vendues comme animaux exotiques est pour le moins inhabituel.

Au Kenya, à la mi-avril, deux ressortissants belges de 19 ans ont été interpellés car ils transportaient 5000 fourmis, dissimulées dans 2244 tubes à essai et seringues modifiées, pour une valeur totale de près de 1 million de shillings kényans (environ 6800 euros). Les éprouvettes contenaient les insectes avec des petites boules en coton censées les maintenir en vie. Parmi les fourmis retrouvées, des spécimens de *Messor cephalotes*, une espèce de l'est de l'Afrique et très recherchée par les collectionneurs d'insectes pour sa forme, ses couleurs rouge vif et noir et sa taille imposante. Deux autres personnes ont été interpellées avec plus de 300 fourmis des jardins, conditionnées dans 140 tubes à essai, précise le site de la chaîne de télévision kényane **NTV Kenya**.

Les quatre hommes ont été arrêtés pour “possession illégale” et “trafic d'animaux sauvages vivants”, comme le rapporte le quotidien belge **Le Soir** en s'appuyant sur l'agence de presse **Belga**. NTV Kenya affirme que l'enquête a permis de déterminer que ces tubes étaient “conçus pour nourrir les fourmis [et les maintenir en vie] durant deux mois” tout en dissimulant leur contenu pour éviter qu'il ne soit détecté par les scanners des

aéroports. “De la laine de coton a été utilisée pour assurer la survie des fourmis pendant le transport, preuve d'une tentative calculée de contourner les systèmes de sécurité”, détaille le site.

Le tabloïd kényan **The Star** raconte que trois personnes avaient déjà été arrêtées en 2023 pour trafic de fourmis à destination de la France, pour une valeur de 300 000 shillings kényans (environ 2000 euros). L'une de ces personnes avait tenté de déclarer les insectes comme bijoux artisanaux.

Cette affaire marque une avancée significative dans “la lutte du Kenya contre les crimes non conventionnels liés à la faune et à la flore”, selon *The Star*. Le Kenya Wildlife Service (KWS), agence publique chargée

de la protection de la nature, estime qu'il s'agit d'un “changement dans les schémas de trafic d'espèces sauvages” qui doit être pris en compte et sanctionné, rapporte *NTV Kenya*.

Pour le KWS, cette vague d'arrestations pourrait faire avancer la chasse à la “biopiraterie”, pratique interdite mais répandue définie comme “le commerce ou l'exportation de matériel biologique, tel que les plantes, les animaux et les micro-organismes, sans que le pays d'origine ne reçoive une compensation équitable ou ne participe aux bénéfices”, précise *Le Soir*.

Au Kenya, le trafic illégal d'animaux sauvages est puni en vertu de la loi sur la conservation et la gestion de la faune de 2013.

—Courrier international





—The Boston Globe,
extraits (Boston)

Quand j'avais 9 ans, j'ai joué le rôle de figurant dans une représentation, par des amateurs, de *Rhinocéros*, chef-d'œuvre du théâtre de l'absurde, écrit par Eugène Ionesco en 1959. Au lever de rideau, un autre garçon et moi avons fait irruption sur la scène, nous sommes poursuivis autour de tables de café, avant de disparaître. Voilà à quoi s'est résumée ma prestation. Mais comme mon père jouait aussi dans la pièce, tous les soirs, je suis resté jusqu'à la fin. Entre les représentations et les répétitions, j'ai dû la voir, je pense, au moins une dizaine de fois, et elle m'a profondément et durablement marqué.

L'histoire est la suivante : un jour, dans un paisible village français, les gens se mettent subitement, et sans explication, à se transformer en rhinocéros. Au début, les habitants sont choqués, scandalisés. Il faut faire quelque chose ! Mais, presque aussitôt, ils changent d'avis et, alors qu'ils avaient condamné

“Je ne crois pas les journalistes. Les journalistes sont tous des menteurs”

Un personnage de la pièce

les rhinocéros, ils se métamorphosent à leur tour. Bérenger, petit fonctionnaire débraillé qui a tendance à boire et à s'ennuyer, est le seul à résister. À la fin de la pièce, il est littéralement le dernier homme, entouré de pachydermes déchaînés qui étaient autrefois ses amis, ses collègues, ses voisins. “Malheur à celui qui veut conserver son originalité !” déclare-t-il au public, debout sur la scène, seul et désespoiré.

La pièce peut paraître terriblement lugubre et déprimante, mais en réalité, elle est assez drôle. J'entends encore les éclats de rire du public à certains moments. En particulier quand le villageois le plus ouvertement opposé à la rhinocérisation explique pourquoi il change d'opinion et rejoint le troupeau : “Il faut suivre son temps !”

Mais de quoi parle cette œuvre étrange et tragicomique ? Du fascisme, m'a expliqué mon père

États-Unis. Lire Ionesco pour éclairer l'ère Trump

Dans sa pièce de théâtre *Rhinocéros*, le dramaturge franco-roumain alertait en 1959 contre le pouvoir de subjugation du fascisme et la pensée de groupe. Une mise en garde plus que jamais d'actualité dans l'Amérique de Trump, souligne cet ancien correspondant à la Maison-Blanche.



— et plus précisément de la lâcheté et de l'opportunisme dont ont fait preuve des gens par ailleurs intelligents et raisonnables quand ils se sont ralliés aux nazis, ou qu'ils ont fermé les yeux. Papa savait de quoi il parlait. Enfant, en Allemagne nazie, il avait été le témoin du comportement dont la pièce est une satire.

Ce qu'a confirmé Ionesco. Ce Roumain espiègle au visage triste qui a passé l'essentiel de sa vie en France a expliqué qu'il avait fondé *Rhinocéros* sur ce qu'il avait vécu dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres, durant l'ascension de la Garde de fer, le mouvement fasciste du pays. Mais il a également insisté sur le fait qu'il n'était pas seulement question du nazisme. La pièce est une dénonciation vibrante de l'autoritarisme et de la pensée de groupe sous toutes leurs formes, a-t-il affirmé.

“Bien sûr que les rhinocéros sont les nazis, mais ils sont aussi les communistes, les stalinistes, les totalitaristes en général”, a-t-il déclaré dans un entretien accordé en 1987. Ce que je déplore et condamne par-dessus tout à leur sujet, c'est leur conformisme. C'est de cela que [Rhinocéros] parle : le conformisme.”

Rhinocéros républicains. Je n'ai jamais oublié les leçons que m'a enseignées *Rhinocéros* : ne jamais suivre aveuglément qui que ce soit ou quoi que ce soit, surtout la foule. Toujours se montrer sceptique. Toujours poser des questions. Toujours penser par soi-même.

Ces dernières années, assistant à l'érosion systématique de la démocratie américaine, j'ai maintes fois repensé à *Rhinocéros*. J'ai souvent eu le sentiment que j'étais le spectateur d'une mise en scène démente et superlatrice de la pièce tandis que les gens et les institutions, les uns après les autres, se soumettaient à Donald Trump et son mouvement autoritariste Maga [pour Make America great again, “Rendre sa grandeur à l'Amérique”]. Ce sentiment a décuplé depuis que Trump a décroché un second mandat et que, avec son sbire Elon Musk, il a entrepris de gouverner à coups de décret sans que leurs camarades républicains n'émettent ne serait-ce qu'un mot de désapprobation.

« “Le sommeil de la raison engendre des monstres”. En référence à Francisco Goya, “El sueño de la razón produce monstruos”, tiré de “Los Caprichos”, 1799. Dessin de Hachfeld, Allemagne.

Il est troublant de constater à quel point le parcours du Parti républicain, au cours des dix dernières années, a suivi de près celui des villageois de Rhinocéros. Comme eux, les institutions et les élus républicains ont au départ réagi à l'arrivée de Trump avec dégoût et révulsion. Et tout comme eux, ils ont clamé qu'il fallait faire quelque chose pour l'arrêter. Puis, soudain, pour ainsi dire du jour au lendemain, ils ont changé d'avis.

Exactement comme les habitants du village dans la pièce, c'est à ce moment-là que des bosses, les premiers signes de l'apparition d'une corne, ont poussé sur la tête des républicains, que leur peau s'est épaisse et a verdi [dans la pièce, les rhinocéros sontverts, peut-être une allusion à la couleur de la chemise des membres de la Garde de fer]. Rapidement, ceux qui, auparavant, critiquaient sans ménagement Trump et son mouvement se sont mués en rhinocéros à part entière, grognant leur fidélité sans faille envers ses idées et lui-même, aussi délirantes ou antidémocratiques soient-elles.

Même le discours du trumperisme reproduit étrangement celui de la pièce. “Je ne crois pas les journalistes. Les journalistes sont tous des menteurs”, décrète un personnage à propos d'articles de presse qui font état de l'irruption soudaine de rhinocéros dans le village. “L'humanisme est périmé! Vous êtes un vieux sentimental ridicule”, martèle un autre. Peu de temps avant, le même personnage s'emporte : “La morale! Parlons-en de la

Anciens critiques de Trump, Vance et Rubio ont décidé qu'il leur fallait “suivre [leur] temps”.

morale, j'en ai assez, de la morale [...] ! Il faut dépasser la morale.”

Rhinocéros met également en lumière une condition indispensable de l'autoritarisme et de la pensée de groupe, la dégradation du langage. Au premier acte, avant que les villageois ne prennent vraiment conscience de ce qui est en train de se passer, ils ne cessent de se contredire

et de proférer des déclarations absurdes, signes avant-coureurs de ce qui va se produire. Le paroxysme est atteint quand le personnage du Logicien donne un exemple de syllogisme au Vieux Monsieur – le rôle joué

par mon père en 1971. Les chats, assure ce prétendu savant, ont quatre pattes. Puisque deux félins du voisinage ont quatre pattes, il ne peut s'agir que de chats, raisonne-t-il.

Le Vieux Monsieur lui répond que son chien a quatre pattes, et le Logicien en conclut que ce chien est en fait un chat. “Mais le contraire est aussi vrai.”

“C'est très beau, la logique”, dit le Vieux Monsieur.

“À condition de ne pas en abuser”, réplique le Logicien.

Quand on lit ce dialogue, on a l'impression d'entendre Trump lors d'un de ses meetings.

Il n'est pas évident d'identifier qui a été le plus gros rhinocéros de ces dernières années – il y a plus de candidats que de postes à la NBA [la ligue nord-américaine de basket] – mais le vice-président J. D. Vance ne doit pas être loin de la tête du classement. Quand Trump a survolé la scène nationale, l'auteur de *Hillbilly Élegie* (Globe, 2017) a commenté qu'il n'arrivait pas à savoir si Donald Trump était un “trouduc cynique” ou “l'Hitler de l'Amérique”, l'a traité d’“idiot” qu'il jugeait “répréhensible”. Puis ce diplômé en droit de Yale au visage poupin a été pris de l'envie de devenir sénateur, et il s'est transformé en un rhinocéros Maga enragé qui s'est mis à répéter les moindres incantations de Trump comme le pantin d'un ventriloque.

Autre candidat à la nomination, Lindsey Graham, sénateur républicain de Caroline du Sud, qui avait autrefois qualifié Trump de “cingle”, de “dingue”, et avait assuré qu'il était “inapte à exercer un mandat”, tout cela pour s'afficher aujourd'hui comme l'un de ses principaux sycophantes et complices.

Et il y a Marco Rubio, l'ancien sénateur de Floride, actuel secrétaire d'État de Trump, qui disait en 2016 de son futur patron : “C'est un escroc. Il se présente comme le défenseur des petites gens, alors qu'il a passé toute sa



ANALYSE

Cent jours de Trump

C'est un pygargue à tête blanche, glorieux symbole des États-Unis, mais passablement amoché, qu'a décidé de mettre

The Economist sur la couverture de son édition du 24 avril pour marquer le cap des cent jours de la nouvelle présidence de Donald Trump. Il faut dire que le 47e président américain, entré pour la seconde fois à la Maison-Blanche le 20 janvier, a en l'espace d'à peine cent jours (ils seront atteints le 29 avril) “infligé des dommages durables aux États-Unis”, estime l'hebdomadaire britannique. Dans un article consacré au début de second mandat “hyperactif” de Trump, *The Economist* souligne que ces premiers mois ont eu des répercussions considérables, “plus que ceux des trois derniers présidents américains, et même depuis la présidence de Franklin



Delano Roosevelt”, resté à la Maison-Blanche de 1933 à 1945. “Avant son entrée en fonction, les Américains se demandaient quel genre de gouvernement ils allaient avoir. Ce débat est désormais clos, souligne le magazine. Donald Trump est à la tête d'un projet révolutionnaire qui aspire à rebattre les cartes de l'économie, de la bureaucratie, de la culture et de la politique étrangère” des États-Unis. Voire “à transformer l'idée même de l'Amérique”. La question qui se pose pour les 1361 jours qui restent à Donald Trump pour sévir à la Maison-Blanche est donc la suivante : “Réussira-t-il ?”

carrière à malmenner les petites gens”, avant de dégénérer en un fan stupide du mouvement Maga.

Épidémie générale. Comme cet ancien adversaire violemment de la rhinocérisation dans la pièce, ces trois-là, et tant d'autres avec eux, ont décidé qu'il leur fallait “suivre [leur] temps”. Or les républicains ne sont pas les seuls à avoir succombé à la rhinocérisation. Le conformisme a également infecté des pans entiers du Parti démocrate, ainsi qu'une grande partie des cercles universitaires, de l'édition, d'Hollywood, des élites journalistiques, des organisations de défense des droits, des associations à but non lucratif et des ONG, et de l'intelligentsia de gauche. Face aux exigences des militants qui, à la suite du meurtre de George Floyd [par un policier blanc de Minneapolis] en 2020, réclamaient qu'ils intègrent l'antiracisme et des idées auxiliaires sur le sexe et le genre dans tous les aspects de leur fonctionnement et de leurs réflexions, ces groupes et ces personnes ont

cédé plus vite que les villageois de Rhinocéros.

Ce qui a engendré, dans bien des institutions libérales, une atmosphère étouffante et prompte à la censure. Même la plus infime déviation vis-à-vis de la nouvelle orthodoxie se voit dénoncée par les hordes en ligne. En réaction, les membres de l'establishment libéral américain se sont mis à pratiquer une auto-rhinocérisation – ils se sont inclinés face à la nouvelle idéologie.

Ce qui a abouti à des absurdités, comme quand les recteurs de quelques-unes de nos universités les plus prestigieuses ont déclaré que les appels au génocide constituaient un discours acceptable sur les campus, tout en laissant les détracteurs de l'antiracisme se faire écraser comme des insectes; ou quand la juge de la Cour suprême Ketanji Brown Jackson a refusé de définir le mot “femme” lors de son audience de confirmation [en mars 2022]. La raison invoquée par Ketanji Brown Jackson, diplômée de Harvard avec mention,

pour justifier son incapacité à donner le sens d'un des mots les plus simples et les plus courants de la langue anglaise, aurait pu sortir tout droit de Rhinocéros : “Je ne suis pas biologiste.”

La pièce Rhinocéros a autrefois connu un immense succès, elle a valu à Ionesco une ovation de dix minutes lors de la première, en 1959, puis a été montée à Londres et à Broadway, où elle a remporté un Tony Award [l'équivalent des Oscars pour l'art dramatique]. Elle a inspiré une adaptation cinématographique médiocre en 1974, et s'est frayée un chemin jusqu'à l'hébreu, où “rhinocérisation” signifie l'engagement excessif en faveur du nationalisme ou d'une autre passion.

Les horreurs de l'autoritarisme du XX^e siècle se sont dissipées, et il en est allé de même de la popularité de Rhinocéros. Mais la pièce est idéalement adaptée au conformisme et à la lâcheté de notre temps. Rhinocéros nous montre où nous nous trouvons, et comment nous en sommes arrivés là. L'heure peut sembler sombre, mais la fin de la pièce est une source de réconfort et d'inspiration. Au dernier moment, Bérenger s'arrache à son désespoir et jure de se battre.

“Je me défendrai contre tout le monde! [...] Contre tout le monde, je me défendrai!” lance un Bérenger solitaire et abandonné, dans le monologue qui conclut l'œuvre. Je suis le dernier homme, je le resterai jusqu'au bout! Je ne capitule pas!”

—Christopher Hoffman,
publié le 26 mars



SOURCE

THE BOSTON GLOBE

Boston, États-Unis

Quotidien

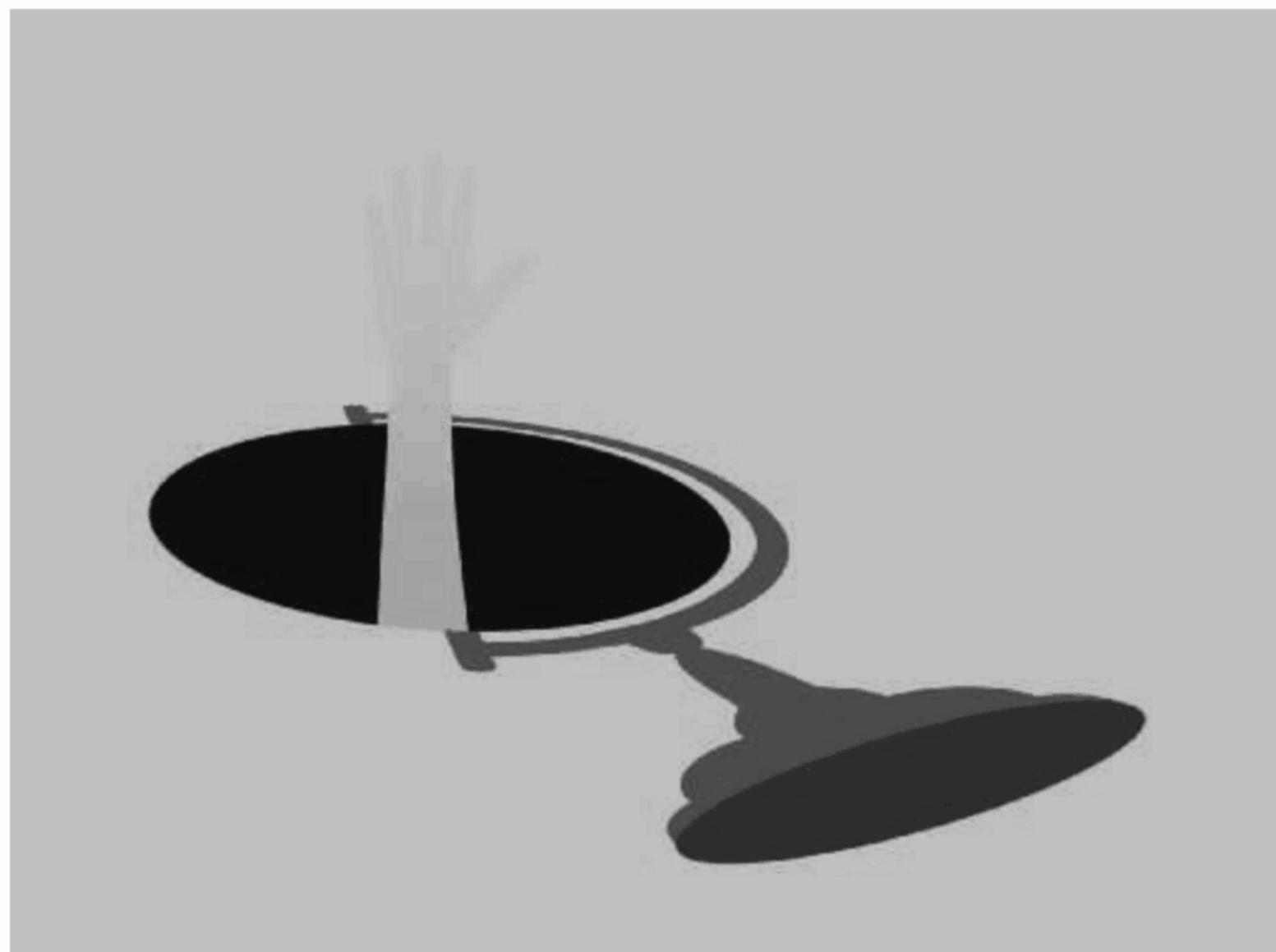
bostonglobe.com

Fondé en 1872 par six hommes d'affaires, le grand journal de la Nouvelle-Angleterre, sérieux, informé, se distingue aussi par ses reportages photographiques et sa rubrique sportive. Au bord de la faillite, le titre fut sauvé par Charles H. Taylor, jeune vétéran de la guerre de Sécession, qui en fera son “affaire de famille”. Ses descendants se sont succédé pendant plus de cent vingt-cinq ans au poste d'éditeur.

MIGRANTS

Ni Colombienne ni Vénézuélienne

En fuyant la crise vénézuélienne, Karen espérait une vie meilleure pour sa fille sur le point de naître. Mais en Colombie, elle s'est retrouvée face à un nouvel obstacle : prouver l'existence de sa fille, dépourvue d'acte de naissance.



— **El Espectador**, extraits
(Bogota)

Karen* a quitté son foyer, à Maracaibo [dans le nord-ouest du Venezuela], quand elle avait 21 ans. C'était en 2016, et le Venezuela s'enfonçait encore un peu plus dans la crise. Entre les interminables files d'attente pour acheter à manger, la flambée des prix chaque semaine et les coupures d'électricité à répétition, le pays était plongé dans le chaos. Depuis la mort d'Hugo Chávez [le président de la République], en 2013, la contestation du régime avait redoublé d'intensité et de violence.

Karen suivait des études de comptabilité et Adrián*, son mari, travaillait dans une compagnie des eaux. Ils attendaient une fille mais étaient inquiets de l'avenir

qu'ils pourraient lui offrir. Au début, ils arrivaient à boucler les fins de mois à force de sacrifices, mais un jour tout a commencé à faire défaut : la nourriture, la santé, la sécurité. Déménager à Caracas, la capitale, n'a pas réglé leurs soucis. Là-bas, explique Karen, ils n'avaient rien à manger. Ils ont trouvé un travail et ont essayé d'arriver à une vie plus stable pour mener la grossesse à terme, avant de se résoudre à tout plaquer et de quitter le pays.

Depuis la boutique où nous nous trouvons, à Bogota [la capitale de la Colombie], Karen se souvient de sa vie d'avant au Venezuela. "Maintenant, c'est du

Amalia n'avait aucune existence civile. Elle était "invisible".

passé. Nous avons appris à vivre ailleurs", ajoute-t-elle avec un léger sourire.

Karen et Adrián sont montés dans un bus et ont laissé derrière eux leur pays natal. S'ils ont pu passer la frontière, c'est seulement parce qu'une de leurs connaissances les a invités chez elle à Molineros, un village colombien près de Barranquilla. Rapidement, ils ont quitté le nord de la Colombie pour s'installer à Bogota, dans l'espoir d'y trouver de meilleures perspectives.

À Bogota, Adrián enchaînait les petits boulots tandis que Karen, enceinte, était inquiète pour sa santé et celle de son bébé. Sans papiers, elle craignait de ne pas être prise en charge à l'hôpital, car les immigrés clandestins peuvent seulement faire appel aux services d'urgence. Pour bénéficier d'un suivi médical de grossesse, elle

devait être rattachée à une EPS [organisme privé, sous le contrôle de l'État, gérant les services de santé], ce qui n'était possible qu'une fois regularisée.

À huit mois de grossesse, elle n'avait toujours pas pu effectuer le moindre examen prénatal. Inquiète pour l'accouchement et la santé de sa fille, elle préféra retourner au Venezuela, seule, tandis qu'Adrián restait en Colombie pour subvenir à leurs besoins.

Pénurie de papier. De retour au pays, Karen avait perdu tout ce qu'elle y avait eu un jour. Elle a finalement trouvé refuge chez sa mère jusqu'à la naissance d'Amalia*, quelques semaines après son retour à Maracaibo. Faute de médicaments, elle a dû accoucher sans pédicurale. Et pour cause : l'Assemblée nationale du Venezuela venait de décréter l'état d'urgence sanitaire compte tenu de la pénurie de matériel médical et de l'effondrement du système de santé.

Or Amalia n'est pas seulement née dans des conditions sanitaires et médicales précaires. L'hôpital traversait une autre pénurie, qui allait marquer sa vie à jamais : une pénurie de papier.

À cause de cela, les centres de santé n'étaient plus en mesure de délivrer d'actes de naissance, un document pourtant essentiel à l'inscription dans le registre d'état civil. En effet, le papier sécurisé EV-25 [qui sert à fabriquer les actes de naissance] avait été retiré de la liste des produits prioritaires en 2012, et est entré en rupture de stock, retardant la délivrance des attestations.

Sans acte de naissance, impossible pour Karen de prouver qu'Amalia était bien sa fille, ni qu'elle était née au Venezuela [afin qu'elle obtienne la nationalité vénézuélienne par le droit du sol]. Impossible aussi, sans numéro d'identité, d'avoir accès au système de santé, au système scolaire, et de bénéficier d'une couverture juridique. Amalia n'avait aucune existence civile. Elle était "invisible".

Amalia avait à peine une semaine quand sa mère s'est rendue dans un bureau d'état civil pour récupérer son acte de naissance. Malheureusement, elle a été confrontée au même problème qu'à l'hôpital : on lui a dit

✓ Dessin de Falco,
Cuba

de revenir dans trois mois, faute de papier pour imprimer le certificat officiel.

De la Colombie, Adrián envoyait de l'argent pour nourrir sa femme et sa fille. Karen essayait d'économiser le peu qu'elle avait, mais ce n'était jamais assez, d'autant que les supermarchés et les pharmacies souffraient d'importantes pénuries. Si elle voulait acheter des couches, elle devait présenter l'acte de naissance de son enfant pour justifier qu'elle en avait vraiment besoin. Mais Karen n'avait pour tout document qu'un "certificat d'enfant vivant", toujours insuffisant.

"J'ai dû endurer la faim tout le temps où j'étais au Venezuela. On m'avait dit que l'inscription dans les registres d'état civil prendrait trois mois, mais je ne pouvais pas me permettre d'y rester si longtemps. Nous étions en train de mourir à petit feu", raconte Karen. Elle est donc retournée en Colombie vingt jours après la naissance de sa fille, sans certificat de naissance.

À Bogota, elle a réessayé de faire inscrire Amalia dans les registres, et a essayé un nouveau refus : sa fille n'avait pas d'acte de naissance et n'était pas née en



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Un World Press pour Federico Rios, avec les migrants dans l'enfer du Darién. La série *Paths of Desperate Hope* ("Le Chemin de la dernière chance") du photожournaliste colombien Federico Rios a reçu, le 27 mars, l'un des prix du World Press Photo 2025. Dans la jungle du Darién, la région qui relie la Colombie au Panama, il suit depuis 2021 des migrants contraints de quitter leur foyer en raison du changement climatique, du désespoir économique et des conflits. Un travail photographique à voir en story, sur notre site.



Colombie. Pour obtenir la nationalité colombienne, il lui aurait fallu être née en Colombie, avoir un acte de naissance en bonne et due forme et prouver le domicile légal de ses parents.

La Colombie est l'un des seuls pays d'Amérique à appliquer le droit du sang et pas le droit du sol. Les nouveau-nés obtiennent la nationalité à condition que leurs parents soient colombiens ou, s'ils sont étrangers, qu'ils soient en situation régulière dans le pays et disposent d'un domicile légal pour le prouver. Ces prérequis stricts, associés à la fermeture des consulats vénézuéliens en 2015, ont compliqué l'enregistrement [de milliers d'] enfants de migrants en situation irrégulière. Confrontée à ces difficultés administratives, Karen a d'abord fait en sorte de subvenir à ses propres besoins et à ceux de sa fille, d'autant plus que les relations avec son mari s'étaient détériorées.

“Apatride de fait”. Sa deuxième fille, Martina*, est née en 2019, avant qu'elle ne divorce de son mari un an plus tard. Martina n'a pas été confrontée aux mêmes problèmes que sa grande sœur : elle est née dans un hôpital colombien qui lui a fourni un acte de naissance, et après l'adoption de lois pour éviter que cette situation ne se reproduise.

Les circonstances de sa naissance font d'Amalia une “apatride de fait” : bien qu'elle soit née dans un pays qui accorde la nationalité par le droit du sol, elle ne dispose pas des documents nécessaires pour l'obtenir.

La Colombie a pris des mesures pour prévenir et réduire l'apatriodie, comme l'article 5 de la loi 43 de 1993, qui permet, sous certaines conditions, d'accorder la nationalité colombienne à une personne apatride. La représentation diplomatique de son pays d'origine doit néanmoins fournir un document précisant le motif pour lequel elle lui refuse le droit du sang.

Et, dans le cas d'Amalia, le Venezuela ne délivrera une telle attestation qu'à condition qu'elle revienne dans le pays, s'acquitte d'une amende et recommence la procédure, ce que sa mère ne peut se permettre. Elle n'a pas les moyens de payer la pénalité de retard d'enregistrement de l'acte de naissance, d'autant que retourner au Venezuela le temps de la procédure lui ferait perdre son travail et affecterait la scolarité de ses deux filles.

En 2021, l'administration publique Centro Intégrate a délivré un permis de protection temporaire (PPT) pour protéger Amalia, alors âgée de 4 ans. Si cela lui a permis d'être scolarisée et de s'inscrire dans un EPS [pour bénéficier de soins de santé], cela reste néanmoins une mesure provisoire qui ne lui confère ni état civil ni la nationalité colombienne. De plus, il y a des irrégularités de procédure car, en temps normal, un PPT ne peut pas être délivré sans acte de naissance. Karen n'a eu d'autre choix que d'accepter cette solution précaire, la seule à sa disposition.

Elle a l'esprit un peu plus tranquille depuis que sa fille a reçu le PPT, même si elle s'accorde à dire

que cela ne suffit pas. En effet, le PPT prendra fin le 30 mai 2031, et pourrait même être retiré pour irrégularité par le secrétariat d'État à l'immigration.

Trois ans plus tard, Karen bataille encore pour que sa fille obtienne la nationalité colombienne. Elle a reçu une aide juridique et a demandé que sa fille soit placée sous la protection de l'État. Le ministère a rejeté sa demande, sous prétexte qu'aucune disposition légale ne permet de reconnaître une personne apatride née hors du territoire colombien et que la Colombie n'a pas adhéré aux conventions internationales sur l'apatriodie. Il affirme également que sa fille ne remplit pas les conditions nécessaires pour être naturalisée par le droit du sang et que le certificat de naissance vivante est censé suffire pour obtenir la nationalité vénézuélienne dans un consulat. Enfin, il considère que ses droits fondamentaux sont garantis par la mise en place du PPT.

Quand on lui parle du Venezuela, Amalia sait qu'il s'agit de son pays d'origine. Sa mère lui en parle tout le temps, même si elle ne retient pas tout et qu'elle a toujours vécu en Colombie. En l'absence de papiers officiels, Karen conclut : *“Elle sait qu'elle est vénézuélienne mais elle a grandi en Colombie, donc elle est un peu des deux.”*

—**Maria José Sánchez,**
publié le 14 mars

* Les noms des personnes mentionnées dans cet article ont été modifiés pour préserver leur anonymat.

SOURCE



EL ESPECTADOR

Bogota, Colombie

Quotidien

elspectador.com

Créé en 1887, “Le Spectateur” revendique une ligne éditoriale qui “priviliege la proposition et non l'opposition”. Il n'a par exemple jamais pris parti pour un candidat lors d'une élection présidentielle. Ses engagements, notamment contre les cartels de la drogue et la corruption, lui valent une renommée internationale. *El Espectador* balaie toute l'actualité colombienne mais aussi latino-américaine et mondiale.

Pour commander,
scannez le code QR



Si non rendez-vous sur notre site :
<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/104-hors-sries>



Le nouvel âge des empires

Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.



Le vertige français

Des hauts et des bas : pour la presse internationale, la société française semble bien souvent au bord de la crise de nerf. Mais elle est aussi capable de partager des moments de joie et de construire son avenir.

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31 décembre 2025, dans la limite des stocks disponibles.

* Frais de port en sus en fonction du produit.

Réception chez vous environ une semaine après la prise en compte de votre commande.

Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>



Société. À Guingamp, l'Ehpad qui fonctionne comme un village

L'Ehpad de Kersalic a fait un choix radical : redonner aux résidents un libre arbitre et leur rendre leur humanité. Une philosophie qui pourrait servir d'exemple à un secteur en crise.

—NRC (Amsterdam)

A la résidence de Kersalic, à Guingamp, dans les Côtes-d'Armor, tout le monde connaît des histoires à faire froid dans le dos sur ce qui se passe dans d'autres Ehpad. Quand ce n'est pas une connaissance qui est restée assise pendant des heures dans ses excréments, c'est un ami atteint d'Alzheimer qui a disparu et dont l'absence n'a été remarquée que des heures plus tard. Quand ce n'est pas un Ehpad où les gens passent leur journée parqués devant la télé, c'en est un autre où, pour gagner du temps, il faut garder son pyjama sous ses vêtements.

“Jepensais que tous les Ehpad sentaient l'urine”, souffle Christiane Simon, 90 ans, une dame calme, les cheveux gris coupés court, assise dans un fauteuil roulant et suivie d'une bouteille d'oxygène. “Mais ici, ça sent... rien.” Cela fait deux ans qu'elle vit dans cet établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Simone Lautrou, 90 ans, collants roses et ballerines argentées, raconte qu'il y a un an, lorsque des problèmes cardiaques l'ont contrainte à aller en maison de retraite, elle avait le moral dans



REPORTAGE

les chaussettes. “Mais à Kersalic, il ne se passe rien de toutes ces choses horribles. Ici, je suis heureuse, je suis entourée de belles personnes.”

Christiane et Simone font un brin de causette au restaurant aménagé au cœur de Kersalic, cet Ehpad public de 72 habitants et 54 employés installé en périphérie de Guingamp, une petite ville de granite du nord de la Bretagne. L'âge avancé des clients et le masque que porte le serveur Fred le trahissent : il ne s'agit pas d'un restaurant ordinaire. Mais pour le reste, on se croirait dans une brasserie

française tout ce qu'il y a de plus normale : comptoir allongé, cuisinier en veste de cuisine, couverts argentés. Des petits groupes de convives papotent tranquillement en mangeant. Au menu : bavette avec son accompagnement de frites, salade verte au bleu et aux noix, cocotte au poireau. Et du vin, s'il vous plaît.

Le reste du rez-de-chaussée de Kersalic est également aménagé comme un petit village français typique : des plaques bleues indiquent le nom des rues, un Café de la mairie fait face à la mairie, une place du Centre se transforme chaque semaine en cinéma. Il y a aussi un petit magasin qui vend

de la nourriture et des cadeaux, et un bureau de poste : la “factrice”, Mme Lautrou, distribue aux habitants leur courrier avec son déambulateur qui revêt pour l'occasion la couleur jaune de La Poste. On trouve même un espace pour les représentations théâtrales.

Réinventer le lien. Les autres étages ont été transformés en quatre “villages” aux noms bretons – dont Ty an Heol, la “Maison du soleil” –, avec chacun sa décoration, en couleurs, sa cuisine et sa salle à manger. Les habitants sont regroupés en fonction de ce qu'ils peuvent faire seuls et de l'aide dont ils ont besoin. Un des villages est par exemple réservé aux personnes atteintes de démence et de pathologies cognitives similaires. Les femmes qui y vivent dorment régulièrement ensemble, raconte Mélanie Menguy, une aide-soignante de 35 ans, “elles se font des bisous et des câlins”. Un peu plus loin, on voit deux soignants prendre des personnes âgées dans leur bras.

Mais il n'en a pas toujours été ainsi à Kersalic, rappelle sa directrice, Corinne Antoine-Guillaume, 53 ans. À son arrivée, en 2013 – elle était la sixième personne à prendre sa direction en à peine seize ans –, “l'humanité avait disparu” de cette

↓ Antoinette, la poule, appartient à une aide-soignante. Elle se promène librement dans l'Ehpad. Guingamp, le 14 janvier 2025. Photos Jeanne Paturel/Agence 1h23/NRC



institution. “Toutes les personnes âgées mangeaient de la nourriture mixée, elles devaient être accompagnées pour aller aux toilettes, elles devaient aussi être assises à la table du petit déjeuner à 6 heures et demie, et après on les oubliait devant la télévision ou on leur donnait un coloriage. On ne leur parlait pas, on les touchait le moins possible. Même les personnes qui étaient tout à fait en mesure d'aller seules aux toilettes portaient une couche.”

Les tâches à effectuer étaient au centre de tout : les journées des habitants et des employés étaient structurées autour de la toilette, des repas et du sommeil. Et ici aussi, il y avait de véritables cas de maltraitance. Corinne Antoine-Guillaume se souvient que certaines personnes n'étaient pas lavées tous les jours et que d'autres ne recevaient pas l'aide dont elles avaient besoin pour manger.

Mélanie Menguy, qui était là avant l'entrée en fonction de la nouvelle directrice, témoigne : “Nous ne réfléchissons pas, nous n'appelons même pas les personnes

“Nous partageons vraiment la vie des habitants.”

Mélanie Menguy,
AIDE-SOIGNANTE

âgées par leur nom. Nous allions de la chambre B1 à la chambre B27, et nous nous occupions seulement de savoir si nous aurions fini à temps ce que nous avions à faire. C'était un boulot de machine.” Pour Corinne Antoine-Guillaume, “c'est une honte de traiter comme ça nos anciens”.

Kersalic n'était malheureusement pas une exception, loin de là. “C'est à peu près à cela que ressemble un Ehpad en France”, commente lors d'un entretien en visioconférence Valentine Trépied, une sociologue spécialisée dans le soin aux personnes âgées qui travaille à l'Institut pour la recherche en santé publique (Iresp). Elle a mené des recherches à Kersalic et dans plusieurs autres établissements. “L'aspect médical est central, la vie quotidienne rythmée et structurée en fonction du planning du personnel. Les besoins des résidents sont secondaires.”

Ses recherches et celles de ses collègues prouvent pourtant qu'un tel système nuit au bien-être des personnes âgées. “Elles ne se sentent pas chez elles – elles ont plutôt l'impression d'être à l'hôpital. Or les recherches le montrent, il existe un lien direct entre le fait de se sentir chez soi et le bien-être.”

Aussi, comme le souligne une enquête de l'Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des

↓ Une habitante de l'Ehpad de Kersalic fait un câlin à la chienne de Sophie, AES (accompagnante éducative et sociale) qui intervient de 16 heures à minuit.



établissements et services sociaux et médico-sociaux (ANESM), le recours aux antidépresseurs et aux anxiolytiques est particulièrement élevé en Ehpad.

Selon Valentine Trépied, ce manque d'humanité des Ehpad tient en partie à leur histoire. *“Le terme ‘Ehpad’ est utilisé depuis les années 2000, avant on parlait de ‘maisons de retraite’, avant encore d’hospices.”* À l'origine, les hospices n'étaient pas destinés qu'aux personnes âgées. *“On y plaçait quantité d’indésirables : les pauvres, les handicapés, les vieux – les gens dont les familles ne pouvaient pas s'occuper. Ils étaient pris en charge dans un système rigide, collectif, et dormaient dans de grands dortoirs.”*

Après plusieurs réformes menées au siècle dernier, les dortoirs ont disparu de France et des mesures ont été prises pour lutter contre les abus et personnaliser les soins. *“Mais comme le secteur est chroniquement en manque d'argent, que le personnel change tout le temps, et que la gériatrie a mauvaise réputation, les mesures ne sont pas toujours appliquées comme il le faudrait.”* D'autant que l'État préfère investir dans les soins à domicile pour permettre aux anciens de vivre le plus longtemps possible chez eux.



à l'idée d'aller en maison de retraite, résume Valentine Trépied. Mais la population française vieillit, il faut trouver un système viable.”

Lorsqu'elle s'est rendu compte de la situation à Kersalic, Corinne Antoine-Guillaume a d'abord voulu démissionner. *“J'avais l'impression d'être seule contre tous, le système était tellement enraciné. Je me suis demandé : est-ce la peine d'essayer de le changer?”* Elle a finalement pris la décision de rester. Elle a alors commencé par discuter avec les employés de leur vision et de leur manière de travailler. Des discussions difficiles : le personnel s'est senti attaqué, certains employés sont partis. *“Mais ceux qui sont restés avaient envie de se remettre en question et de replacer l'humain au centre de leur travail.”*

L'humain au centre. Ensuite, la nouvelle directrice a revu l'organisation. Elle a surtout repensé le rôle des aides-soignantes. Avant, leur tâche consistait principalement à accompagner les pensionnaires aux toilettes et au lit. À présent, elles organisent aussi des activités et aident les personnes âgées à cuisiner ou à faire une virée dans la rue commerçante du centre de Guingamp.

“Maintenant, les soignants se sentent plus responsables du bien-être des habitants, leur travail est plus varié et plus agréable”, fait observer Corinne Antoine-Guillaume. *“Nous partageons vraiment la vie des habitants, apprécie Mélanie Menguy. Nous leur faisons des câlins, des bisous [ce qui est strictement interdit dans la plupart des maisons de retraite françaises], nous prenons le café ensemble, nous organisons des activités.”* Il y a quelques jours, la fille de Mélanie Menguy est venue donner un cours de basket-ball. L'établissement organise par ailleurs des sorties à la patinoire, à la piscine et même au Parlement, à Paris – pour l'occasion, les personnes âgées et le personnel ont dormi dans une auberge de jeunesse.

Mais pour les habitants de Kersalic, le plus important, c'est que désormais leurs souhaits et leur rythme sont pris en compte. *“S'ils veulent aller tous seuls aux toilettes, tant mieux. S'ils veulent faire la grasse matinée jusqu'à midi, c'est très bien aussi”,* commente la directrice. On le constate lors de la visite du NRC Handelsblad, → 26



Club Courrier

Chaque mois,
découvrez les événements
et les avantages
réservés aux abonnés
de **Courrier international**.



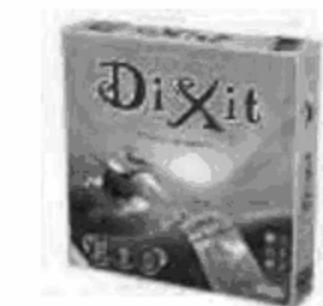
FESTIVAL
Tentez de remporter
un pass 3 jours pour
le festival musical
Europavox
du 27 au 29 juin
à Clermont-Ferrand.

LIVRE
Tentez de remporter
un exemplaire de
Le goût du vent, de
Laurent Van Parys-Macé,
proposé par les éditions
Christine Bonneton.

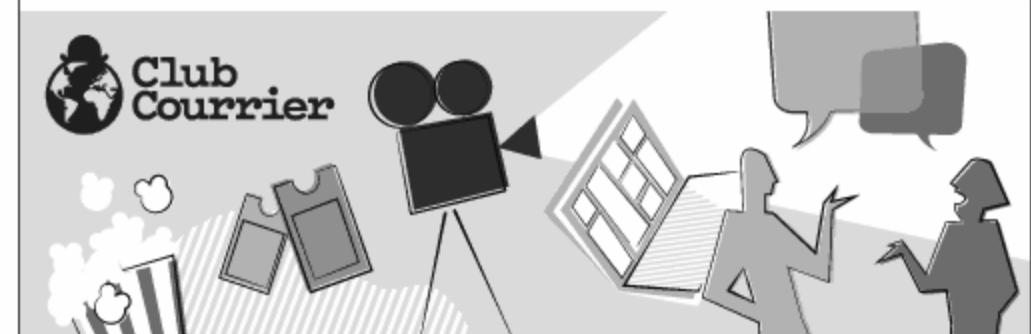


BANDE DESSINÉE
Tentez de remporter
un exemplaire des
Chroniques des stellaires, de Serena
Blasco et Dao Nguyen,
proposé par les éditions
Drakoo.

CINÉMA
Recevez un code
pour découvrir
Compartiment n°6,
de Juho Kuosmanen
via Universciné.



JEU DE SOCIÉTÉ
Tentez de remporter
un exemplaire du jeu
de société **Dixit** proposé
par Libellud.



↓ M^{me} Simon, habitante de l'Ehpad de Kersalic, attend devant l'épicerie Au fil du temps (située sur la place du Centre), tenue par des bénévoles. Guingamp, le 14 janvier 2025.

25 ← en janvier : à 10 heures du matin, les rues des villages sont pratiquement désertes. Puis elles prennent peu à peu vie : un monsieur se rend à son cours de tai-chi, un groupe de dames "doit aller à la boutique". Plus tard dans la journée, un couple regarde la télévision en se tenant la main pendant qu'une réunion se tient au club. Sophie Dereat, thérapeute animalière, fait le tour des chambres avec son berger australien qui, tout comme la poule de Kersalic, Antoinette, et les chats amenés par le personnel, adores les câlins.

Modèle vertueux. La nouvelle organisation, qui ne demande pas plus de travail, n'a pas nécessité d'embauche. "Lorsqu'on force une personne à aller aux toilettes ou à s'habiller à une heure précise, on perd plus de temps que si on attend le moment où elle est prête à le faire, explique Mélanie Menguy. Et si une personne préfère aller toute seule aux toilettes, pendant ce temps, on peut faire sa chambre. Il faut être flexible. On ne sait jamais à l'avance à quoi ressemblera la journée. Mais dans l'ensemble, le travail est moins stressant. Et les résidents le ressentent." Après une période d'observation et de formation du personnel, c'est en 2017 et en 2018 que les choses ont basculé : les locaux ont été réorganisés en villages, des décos et des œuvres d'art ont été accrochées aux murs, les blouses blanches ont laissé place à des vêtements de tous les jours, et le terme "Ehpad" a disparu : Corinne Antoine-Guillaume trouve stigmatisant de parler de "personnes âgées dépendantes".

Kersalic ne suit pas au pied de la lettre la multitude de règles et de protocoles en vigueur dans le monde des soins gériatriques. "Tout se passe dans un cadre sûr, insiste la directrice. Mais, par exemple, je ne demande pas d'autorisation chaque fois que nous installons une étagère." Dans le secteur, trouve-t-elle, il y a trop de protocoles et les règles peuvent

PHOTO JEANNE PATUREL/AGENCE 1H23/NRC



être interprétées de différentes manières. "Si on suivait toutes les règles et toutes les manières possibles de les interpréter, on ne changerait jamais rien."

Aussi le virage ne s'est-il pas opéré sans quelques secousses. Des inspecteurs se sont plaints que certaines règles n'étaient pas respectées – à un moment

"C'est un exemple de ce à quoi pourraient ressembler les maisons de retraite du futur."

Valentine Trépied,
SOCILOGUE

donné, les autorités régionales voulaient même fermer Kersalic. Les anciens employés, habitués à faire les choses à leur manière, se sont également opposés à ce changement de cap. Et certaines familles ont eu des difficultés à s'adapter à la nouvelle souplesse des horaires. "Elles ne voyaient pas d'un bon œil que des personnes puissent de temps en temps passer la journée au lit ou ne venir prendre leur petit déjeuner qu'à 16 heures."

Mais les chiffres le confirment,

le nouveau modèle fonctionne : les admissions à l'hôpital ont diminué, les habitants prennent considérablement moins d'anxiolytiques (36 % en 2024, contre 70 % en 2017) et d'antidépresseurs (6 %, contre quelque 70 %). Et les personnes restent en moyenne plus de temps que dans les autres Ehpad hexagonaux : elles vivent plus longtemps et n'ont pas envie d'aller ailleurs.

Cela fait maintenant des années qu'aucun employé n'a été en arrêt de travail pendant une longue période, et le personnel ne change pratiquement pas, ajoute Corinne Antoine-Guillaume, ce qui est unique dans ce secteur miné par le manque de personnel.

Concernant l'aspect financier aussi, la directrice a trouvé une manière de rester à peu près dans les clous : "Nos habitants paient 2 180 euros par mois, soit un peu moins que la moyenne d'un Ehpad public. Sinon, nous cherchons de l'argent partout où nous le pouvons. Je dépose des dossiers pour toutes sortes de subventions et j'inscris Kersalic à des programmes subventionnés comme la thérapie animalière ou l'hypnose. Et puis nous réfléchissons en permanence à des

manières de faire des économies. Dernièrement, nous avons supprimé le plateau de fromages du menu."

La décoration et les meubles viennent de dons d'habitants et de leurs familles, ou bien ils sont faits maison ou achetés d'occasion. "Le comptoir, au restaurant, nous l'avons trouvé sur Leboncoin pour 200 euros", précise Corinne Antoine-Guillaume. Au bout du compte, Kersalic affiche "un petit déficit budgétaire", certes, mais pas plus que les autres Ehpad.

Entre-temps, les critiques ont laissé place aux louanges et à la reconnaissance – des habitants, des familles, du secteur. "Les gens connaissent notre philosophie, nous avons moins besoin d'expliquer ce que nous faisons, se félicite la directrice. Aujourd'hui, il y a des gens qui s'inscrivent chez nous parce qu'ils apprécient notre vision des choses." La liste d'attente est longue, en effet, plus de 300 personnes espèrent avoir une place à Kersalic.

Engouement. Après la publication, à l'automne dernier, de l'étude sur Kersalic réalisée par la sociologue Valentine Trépied, les médias français sont venus en nombre sur place, et même

la ministre de la Santé devait s'y rendre – une visite annulée en raison de la chute du gouvernement [de Michel Barnier, le 5 décembre 2024]. "Cela montre que le modèle de Kersalic suscite de l'intérêt, commente Valentine Trépied. C'est un exemple de ce à quoi pourraient ressembler les maisons de retraite du futur. Et le gouvernement est activement à la recherche de modèles étant donné les problèmes que rencontre le secteur et le vieillissement de la population."

Pour Corinne Antoine-Guillaume, c'est un modèle qui devrait être mis en place partout.

"On peut adapter la décoration à chaque région. Pour le reste, ce que nous faisons n'a rien d'extraordinaire : le personnel est le même qu'ailleurs, le budget n'est pas plus élevé, les règles sont les mêmes. Il faut simplement oser, et faire les choses." Geneviève Guy, 77 ans, qui travaille comme psychologue à Kersalic, ajoute : "Il faut aussi un directeur ou une directrice qui accepte de travailler jusqu'à 2 heures du matin."

Deux aidantes-soignantes racontent qu'elles voulaient quitter la gériatrie à cause des mauvais traitements, mais que le virage à 180 degrés opéré à Kersalic les a convaincues de rester. "J'étais choquée par ce que j'avais vu dans plusieurs établissements pendant mes stages, confie Anaïs Corbel, 25 ans, qui travaille depuis trois ans à Kersalic. Beaucoup de ceux qui ont fait leurs études avec moi ont changé d'orientation en raison de ces abus. Mais ici, à Kersalic, j'ai trouvé beaucoup d'humanité."

Quant aux habitants, ils sont heureux, et même fiers, de vivre à Kersalic. "Depuis le premier jour, je me sens bien ici, souffle Christiane Simon. Parce qu'à Kersalic on peut rester soi-même." Elle a informé la direction qu'elle ne veut pas être hospitalisée, même si son état de santé se dégradait. "C'est ici que je veux mourir, parce que c'est ici que je me sens chez moi."

— Floor Bouma,
publié le 14 février

ILS REFONT LA FRANCE

Anaïs BOUTON

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

The cover features a black and white portrait of a man with a serious expression, wearing a suit and tie. Superimposed on his head is a map of North America, specifically the United States, with state boundaries and names visible. The map is overlaid with several sharp, metallic spikes or shards of broken glass, some of which have barbed wire attached to them, creating a jagged, crown-like effect. The title 'LE NOUVEL ÂGE DES EMPIRES' is printed in large, bold, capital letters across the top of the cover. In the top left corner, there is a logo consisting of a globe icon next to the text 'Courrier international'. Below this, it says 'Hors - série Avril-mai 2025'. In the top right corner, there is a column of text in French: 'Comment les États-Unis, la Russie et la Chine se partagent le monde et le rendent plus dangereux. Les analyses de la presse étrangère.'

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier
international**

à la une

LES SCIENCES ENDANGERÉS D'EXTINCTION

Depuis son investiture, Donald Trump enchaîne les décrets sapant le travail et l'indépendance des scientifiques. Aux coupes budgétaires s'ajoutent les positions idéologiques du gouvernement, qui veut se débarrasser de sujets liés aux inégalités de genre, aux vaccins ou au changement climatique. Des mesures qui auront un effet durable sur la recherche et l'innovation américaines et mondiales, redoute la presse étrangère.



Et soudain, le chaos

Financements réduits, bourses annulées, fonctions supports supprimées... Les chercheurs redoutent que ces mesures ne privent les États-Unis de futurs prix Nobel.

—San Francisco Chronicle,
extraits (San Francisco)

Le gouvernement Trump a bloqué les financements fédéraux, réduit les ressources des universités et mis fin aux programmes de diversité, d'égalité et d'inclusion, ce qui nuit aux bourses en cours. Le "département de l'efficacité gouvernementale" (Doge) d'Elon Musk a aussi entrepris une campagne de licenciements dans les institutions scientifiques, en prétendant que cela permettra de limiter les budgets surdimensionnés. Ces mesures radicales ont semé le chaos dans les laboratoires et les établissements de recherche en Californie. "Nous éprouvons un sentiment de frustration, déclare Needhi Bhalla, chercheuse en biologie moléculaire, cellulaire et du développement à l'université de Californie (UC) à Santa Cruz, à propos de la précarité de la situation. Et nous nous demandons pourquoi ce qui a bénéficié du soutien des deux partis pendant soixante-dix ans se retrouve aujourd'hui pris pour cible."

Les États-Unis ont longtemps été à la pointe de la recherche scientifique et de l'innovation, mais les spécialistes redoutent que cette destruction aléatoire des infrastructures n'ait des conséquences négatives, généralisées et durables. Dès janvier, le gouvernement a pris des mesures pour limiter les National Institutes of Health (NIH) et la National Science Foundation (NSF), qui financent la recherche dans tout le pays à hauteur de dizaines de milliards de dollars chaque année. Durant l'exercice 2024, la Californie a reçu 5,2 milliards de dollars [environ 4,6 milliards d'euros] des NIH et 1 milliard de la NSF. En ce moment, les scientifiques se heurtent à de multiples obstacles pour obtenir des fonds – même l'argent qui avait été attribué avant le début du mandat de Trump. D'autres étapes essentielles de la recherche scientifique sont perturbées. La procédure de demande de bourse auprès des NIH est interrompue à cause de l'annulation brutale des réunions d'évaluation des projets, au cours desquelles étaient recommandées les attributions de financements. "C'est tout simplement le chaos", commente Gary Karpen, professeur de biologie moléculaire et cellulaire à l'UC Berkeley. L'incertitude règne dans le domaine de la planification des travaux et dans les programmes de recrutement, ajoute-t-il.

Randy Schekman, professeur de biologie moléculaire et cellulaire et chercheur auprès du Howard Hughes Medical Institute, craint que le blocage des fonds n'ait des répercussions qui dureront même plus longtemps que la pandémie [de Covid-19].

"Peut-être que ça sera rectifié dans les mois qui viennent, mais le mal est fait", souligne Randy Schekman. Les scientifiques craignent surtout que ces mesures n'affectent les étudiants, les doctorants et les postdoctorants. Fin janvier, le gel d'une grande partie des financements a suscité l'angoisse de la communauté scientifique. Bien qu'un juge fédéral ait bloqué la décision et que la directive ait été abrogée [une procédure d'appel est en cours], son effet a été traumatisant, selon les chercheurs, qui en ressentent encore l'onde de choc. L'incertitude du financement fédéral a incité le programme doctoral de sciences biologiques de l'UC San Diego à n'accepter que 17 étudiants pour l'année universitaire qui démarre l'automne prochain – contre 25 d'ordinaire, indique Kimberley Cooper, qui y enseigne la biologie cellulaire et du développement.

Génération perdue. Selon Randy Schekman, lauréat du prix Nobel de physiologie ou médecine en 2013, le département de biologie moléculaire et cellulaire de Berkeley accepte lui aussi moins d'étudiants pour son programme de l'an prochain. Ce recul est un nouveau coup dur pour les jeunes générations de chercheurs, qui ont aussi dû surmonter la pandémie. Il déplore : "J'ai peur que nous ne perdions de futurs potentiels nobélisés."

Les postdoctorants qui veulent s'établir et diriger de nouveaux laboratoires font eux aussi face à un avenir incertain. Les postes sont limités, et des institutions comme Stanford ont gelé les embauches. Et même quand un jeune chercheur trouve effectivement un poste, à cause de la fragilité du financement fédéral, il peut être difficile de développer un programme de recherche. "Je pense qu'à ce stade beaucoup de gens

← Dessin de Stephan Schmitz paru dans **Science Magazine**, Washington.



SOURCE SAN FRANCISCO CHRONICLE

San Francisco,
États-Unis

Quotidien, 519 000 ex.

sfchronicle.com

Charles et Michael de Young ont tout juste 17 et 19 ans, et 20 dollars en poche, lorsqu'ils publient en 1865 le premier numéro du *Daily Dramatic Chronicle*. Grâce à une équipe de 500 journalistes, le titre est aujourd'hui l'un des poids lourds de l'information de la côte Ouest.

commencent pour cette raison à regarder ailleurs qu'aux États-Unis", constate Isaac Lichter Marck, postdoctorant de la NSF qui travaille à l'Académie des sciences de Californie.

Les scientifiques sont en outre confrontés à des difficultés de financement à la suite de la suppression par le gouvernement Trump des programmes de diversité, d'égalité et d'inclusion (DEI). Un décret daté du 20 janvier [le jour de l'investiture du nouveau président] a annulé ces programmes dans toute l'administration, et les institutions de recherche en ont subi le contrecoup. Les agences fédérales s'efforcent de se conformer au décret. La NSF, par exemple, passe actuellement en revue des bourses déjà attribuées en fonction de termes associés à la DEI, comme "égalité des chances" et "femmes". Les programmes qui aident les étudiants issus de milieux sous-représentés ont disparu. Ceux qui visaient à optimiser le développement des étudiants et leur accès à des carrières dans la recherche ont fermé en février 2025, soit onze mois plus tôt que prévu.

Fabiola Avalos-Villatoro, diplômée du département de biologie moléculaire et cellulaire de l'UC Santa Cruz, a vu un financement potentiel lui échapper à cause de la purge anti-DEI. Sous la direction de Needhi Bhalla, elle a passé des semaines à préparer une demande pour des fonds spécifiquement destinés aux stagiaires venant de milieux sous-représentés, comme elle – Latino-Américaine et diplômée universitaire de première génération. Ce programme a été supprimé quelques jours avant qu'elle n'effectue sa demande. "Un mois de travail pour rien", déplore-t-elle. Fabiola Avalos-Villatoro étudie la ségrégation et la recombinaison des chromosomes, des travaux qui pourraient permettre de mieux comprendre l'infertilité, les fausses couches et les maladies génétiques. "J'ai pleuré pendant quelques jours", avoue-t-elle. Needhi Bhalla prévoit de la financer à l'aide d'autres fonds. Mais cela pourrait empêcher le laboratoire de recruter d'autres étudiants à l'avenir, craint-elle.

Aucune garantie. Le programme Research Experiences for Undergraduates [REU, Expériences de recherche pour les étudiants] de la NSF pourrait aussi connaître des difficultés. Ce programme, qui finance des stages d'été dans des laboratoires dans tout le pays, est ouvert aux étudiants de premier cycle. Certains programmes sont spécifiquement conçus pour offrir aux étudiants issus de groupes sous-représentés des expériences pratiques en laboratoire. "C'est toujours une formidable bouffée d'air frais d'accueillir tous ces jeunes", assure Matthew Tiscareno, chercheur de l'Institut Seti, un organisme de recherche à but non lucratif à Mountain View, et directeur d'un programme REU. Pour lui, rien ne garantit que certains de ces programmes continuent à être financés. Or les candidatures pour les programmes d'été affluent. Il s'inquiète que les étudiants ne se retrouvent sur la touche si les programmes REU restent ouverts aux candidatures pour s'apercevoir en fin de compte qu'ils n'ont plus de financement. "Ce serait du jamais-vu", lâche-t-il. Le gouvernement Trump



On estime que chaque dollar investi dans la recherche et le développement, aux États-Unis, rapporte au moins 5 dollars en moyenne, selon **The Atlantic**. Soit plusieurs milliards de dollars par an. Depuis des décennies, "la science a prospéré, transformant l'investissement du gouvernement en innovation technologique et en croissance économique". **Nature** rappelle que les universités américaines créent chaque année plus de 1100 start-up scientifiques, à l'origine d'innombrables produits qui ont sauvé des millions de vies : des médicaments pour le cœur, contre le cancer ou les vaccins à ARN messager.

a également tenté de réduire les fonds des NIH en s'attaquant aux "coûts indirects" associés aux bourses. Contrairement aux "coûts directs" de la recherche, les coûts indirects désignent les frais généraux, incluant par exemple les installations et l'administration. Cela concerne le personnel universitaire qui gère les bourses et les infrastructures nécessaires pour assurer le bon fonctionnement des laboratoires et des équipements. Les coûts indirects, négociés avec les institutions, correspondent en moyenne à 27 % ou 28 % du montant requis pour les coûts directs; ils peuvent atteindre 50 % ou 60 %.

"Gaspillage massif". Le 7 février, les NIH ont ordonné que les coûts indirects des bourses, les nouvelles et celles en cours, soient plafonnés à 15 %. Une réduction du financement des bourses en cours entraînerait de grosses difficultés financières pour les universités. Celle de San Diego pourrait ainsi perdre 150 millions de dollars par an, à en croire Pradeep Khosla, chancelier de l'établissement. Loin de viser à améliorer l'efficacité, ces mesures semblent n'être qu'un moyen de nuire au système éducatif et aux infrastructures de recherche, estime Gary Karpen, de Berkeley. Un juge fédéral a pour l'instant bloqué l'entrée en vigueur des réductions budgétaires. Mais chez les chercheurs, l'inquiétude persiste. Needhi Bhalla affirme que si les baisses des coûts indirects sont mises en œuvre, des gens perdront leur emploi. "Il y a toute une infrastructure, en ce qui concerne le personnel et les ressources, qui a pour mission de garantir que les étudiants qui rejoignent mon laboratoire puissent se concentrer sur la recherche", explique-t-elle. "Tous ces emplois dépendent des coûts indirects." Le plafonnement des bourses pourrait avoir des conséquences importantes pour des villes comme Santa Cruz, dont l'université est le principal employeur du comté.

Vingt-deux États, dont la Californie, ont intenté une action en justice contre le gouvernement Trump au sujet du plafond de 15 %. "Une réduction de cette ampleur est tout simplement catastrophique pour d'innombrables Américains qui dépendent des avancées scientifiques de l'université de Californie pour sauver des vies et améliorer les

"C'est une véritable tragédie de voir les États-Unis s'affaiblir au profit de nos concurrents mondiaux."

Bruce Alberts,
BIOCHIMISTE À L'UC SAN FRANCISCO

soins de santé", assure Michael Drake, président de l'université de Californie, dans un communiqué en soutien de l'action en justice. Les scientifiques craignent que ces derniers changements n'aient des conséquences durables sur la recherche scientifique aux États-Unis et sur l'économie. Needhi Bhalla prévient : "Souvent, dans le cas de la recherche publique financée par le gouvernement fédéral, il faut attendre des décennies avant que les résultats soient perceptibles." Les avancées scientifiques, comme le vaccin à ARNm contre le Covid-19, qui a sauvé des vies, nécessitent des années de recherche fondamentale.

Pour Bruce Alberts, biochimiste à l'UC San Francisco et président de l'Académie nationale des sciences de 1993 à 2005, les changements qui touchent les chercheurs engendreront un "gaspillage massif" quand des laboratoires fermeront et que des scientifiques quitteront le pays. "C'est une véritable tragédie de voir les États-Unis s'affaiblir au profit de nos concurrents mondiaux", regrette-t-il dans un courriel. Au beau milieu de ce chaos, des milliers de chercheurs font part de leurs inquiétudes sur des réseaux sociaux comme Bluesky et organisent des manifestations. Abby Dernburg, professeure de biologie moléculaire et cellulaire à Berkeley, est une des organisatrices du rassemblement Stand Up for Science ["Debout pour la science"] qui a eu lieu à San Francisco le 7 mars, une des 32 manifestations orchestrées dans tout le pays. "L'objectif de Stand Up for Science est entre autres de rappeler à quel point nous sommes tous tributaires de la science et à quel point elle a une influence positive sur nos vies, indique-t-elle. Tout ça dépend d'énormes investissements dans la recherche. Ça ne se fait pas tout seul."

—Jack Lee,
publié le 7 mars

Repères

Un écosystème qui fonctionnait pourtant bien

●●● Mis en place juste après la Seconde Guerre mondiale, le système de financement de la recherche académique a fait des États-Unis le leader mondial de la découverte scientifique et de l'innovation technologique. Il repose sur "un partenariat visionnaire entre les secteurs public et privé", indique **Nature**. Le gouvernement fédéral finance des agences de recherche thématique qui reversent des subventions aux universités pour des projets de recherche. Ces sommes font effet de levier et permettent d'attirer d'autres sources de financement via des collaborations

industrielles, des organisations caritatives... En 2023, ces fonds externes font passer les 60 milliards de dollars versés par les agences à 109 milliards de dollars au total pour la recherche universitaire. Celle-ci débouche sur des technologies, des brevets et la création d'entreprises qui stimulent l'économie du pays. "Cette machine bien huilée est sabotée par l'administration Trump", déplore la revue scientifique. Les coupes budgétaires généralisées démantèlent les infrastructures qui ont justement contribué à faire des États-Unis une superpuissance scientifique."

Contexte

LES NIH AU TRIBUNAL

Les NIH (Instituts nationaux de la santé), qui se consacrent à la recherche biomédicale, sont les mieux dotées de toutes les agences fédérales scientifiques. Ils mènent leurs propres travaux et soutiennent des projets au sein des universités.

Mais depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, ils ont dû annuler des centaines de bourses, retarder l'attribution de nouvelles et tenter de réduire drastiquement les sommes allouées aux coûts indirects qui permettent notamment d'assurer le bon fonctionnement des laboratoires.

"Mais les chercheurs ne se laissent pas faire", assure **Nature**. Cinq poursuites sont en cours, intentées par des organismes scientifiques, des universitaires et des procureurs, contre les NIH et leur organisme de tutelle, le ministère de la Santé américain.



Innovation en péril

La confusion qui règne autour des financements des sciences de la vie menace l'innovation américaine. La Chine pourrait reprendre le leadership en la matière.

—The Wall Street Journal (New York)

Les incertitudes qui planent sur le financement de la recherche en sciences de la vie mettent en péril le rôle moteur des États-Unis dans ce domaine, avec des risques pour le développement de certains médicaments et la compétitivité américaine en général. Le gouvernement Trump a essuyé plusieurs revers judiciaires depuis qu'il a ordonné aux agences fédérales, au mois de janvier, de geler leurs subventions publiques. Début mars, un juge a notamment exigé la suspension de cette mesure jusqu'à nouvel ordre. La situation reste néanmoins délicate pour les universités, qui hésitent à accepter de nouveaux doctorants en sciences de la vie – un domaine financé en grande partie par les subventions fédérales versées par les Instituts nationaux de la santé (NIH) – de peur d'un nouveau retournement de situation.

Dans le département de sciences de la vie de l'université de Washington, les bourses continuent pour l'instant de tomber comme si de rien n'était, mais la recherche n'est pas outillée pour affronter de telles inconnues, explique Justin



← Dessin d'Alex Nabaum paru dans *The New Republic*, New York.

Kollman, directeur par intérim du département de biochimie. Car les universités ont besoin d'être certaines de pouvoir financer leurs étudiants tout au long de leur parcours doctoral, qui dure en moyenne cinq ans. Pour éviter les mauvaises surprises, ses collègues et lui ont décidé de recruter moins d'étudiants de troisième cycle cette année. Ils n'ont accepté que quatre candidats, contre six à huit en temps normal. La plupart des programmes doctoraux de la faculté de médecine, à laquelle est rattaché le département de biochimie, ont également revu leurs quotas d'admission à la baisse cette année, de 25 % à 50 % selon les cas, expose Shelly Sakiyama-Elbert, directrice adjointe de la recherche et des programmes doctoraux. «Le recrutement des enseignants est également ralenti, avec des répercussions pour les postdoctorants qui arrivent en fin de contrat.»

Les coupes budgétaires toucheraient également les postes de dépenses annexes, comme les équipements ou le salaire du personnel administratif et financier. Et bien qu'un juge fédéral ait ordonné le blocage de cette mesure [début mars], Justin Kollman redoute encore que cette décision ne finisse par être annulée [une procédure d'appel est en cours].

Purge de candidats. Et les ennuis ne s'arrêtent pas là. L'octroi des futures subventions est également menacé par un autre gel des finances, qui vient perturber le processus d'examen et de gestion des demandes – même si cette mesure a été en partie levée. «La procédure elle-même reste vague, on ne sait pas quelles sont les aides qui risquent de disparaître», regrette Justin Kollman. La décision pourrait dépendre du contenu des [recherches], mais aussi de facteurs totalement indépendants, comme on l'a vu récemment à l'université Columbia [à New York], qui a perdu de nombreuses aides fédérales.»

[Au début du mois de mars], la Maison-Blanche a décidé de priver la prestigieuse université de quelque 400 millions de dollars [370 millions

d'euros] de contrats et de subventions fédérales, au motif qu'elle n'avait pas su protéger ses étudiants juifs des actes de discrimination lors des manifestations en soutien à la cause palestinienne organisées sur le campus l'an dernier. Le gouvernement comptait même aller encore plus loin, mais il a finalement choisi de conserver certains financements alloués par le biais des NIH. La direction de Columbia a annoncé qu'elle travaillerait avec la Maison-Blanche au rétablissement de ces subventions, et affirmé son engagement contre l'antisémitisme et pour le bien-être de ses étudiants.

Au vu de ce contexte précaire, la faculté de médecine de l'université de Washington a ordonné un gel des embauches, si bien que Justin Kollman n'est pas certain de pouvoir accueillir d'autres postdoctorants ou chercheurs d'ici à la fin de l'année. L'université a également annoncé la suspension des recrutements à tous les postes non essentiels, en partie à cause de ce changement de politique au niveau fédéral. Sollicités, la Maison-Blanche et les NIH n'ont pas donné suite à nos demandes de commentaires.

Le flou est particulièrement délétère pour les doctorants et les postdoctorants, qui sont à l'aube de leur vie professionnelle.

«Ces flottements entraînent des perturbations inattendues pour les doctorants et les postdoctorants à tous les niveaux», constate David Baker, biochimiste à l'université de Washington et lauréat du prix Nobel de chimie l'an dernier pour ses travaux sur la création de protéines inexistantes dans la nature. En bref, «c'est la pagaille», résume le chercheur. Les économies permises par la réduction des subventions à la recherche devraient être relativement insignifiantes. En revanche, les dommages à long terme s'étendraient bien au-delà des campus universitaires. C'est toute la compétitivité et la capacité d'innovation américaines qui pâtiraient de ces mesures. Car les découvertes faites par les doctorants et les postdoctorants dans les laboratoires de recherche sont ensuite développées par les entreprises de biotechnologie puis, si les résultats sont prometteurs, transmises aux laboratoires pharmaceutiques spécialisés dans les essais cliniques, la fabrication et la commercialisation de médicaments, détaille David Baker.

Ces coupes budgétaires mettent également en péril les toutes jeunes entreprises qui se trouvent actuellement dans ce que l'on appelle la «vallée de la mort», un stade de développement situé entre la phase de recherche pure et la levée de fonds, explique Ingrid Swanson Pultz, fondatrice de start-up. À ce moment-là, les jeunes pousses spécialisées dans les sciences de la vie déposent parfois des demandes de subventions pour pouvoir survivre. «Ces aides sont une bouée de sauvetage», observe l'entrepreneuse, également consultante à l'Institut pour la création de

protéines de l'université de Washington. Face à tant d'incertitudes, certaines entreprises ont dû revoir leurs dépenses ou leurs effectifs à la baisse, poursuit-elle. «Ce flou est un véritable poison.»

La situation est particulièrement délétère pour les doctorants et les postdoctorants, qui ne sont encore qu'à l'aube de leur vie professionnelle et risquent pour beaucoup de devoir renoncer à une carrière scientifique, alerte David Baker. «Jusqu'ici, les jeunes chercheurs les plus brillants cherchaient des postes aux États-Unis, mais, aujourd'hui, les laboratoires étrangers deviennent plus attractifs, notamment en Chine, qui a énormément investi dans la science ces quinze dernières années.» Nathan Greenwood peut en témoigner. Son diplôme de biologie moléculaire en poche, il a intégré le laboratoire de David Baker. Il prévoyait de postuler à des programmes doctoraux dans les universités américaines, mais vu l'avenir soudain incertain de la recherche aux États-Unis, il envisage désormais d'autres options. «Je suis en train de revoir mes plans», confie le jeune homme.

La Chine s'impose déjà comme la première puissance mondiale en matière de production scientifique en chimie, en physique et en sciences de la Terre et de l'environnement, et la deuxième puissance mondiale en biologie et en sciences de la santé, d'après le dernier classement du Nature Index, une base de données de publications scientifiques. «Compte tenu de la crise actuelle, la Chine pourrait bientôt dépasser les États-Unis», avance David Baker. Et le chercheur de conclure : «Nous nous retrouverons peut-être à acheter des médicaments de pointe et des produits issus d'une recherche scientifique poussée aux Chinois d'ici peu.»

—Steven Rosenbush,
publié le 13 mars

Lettre ouverte

“Un danger bien réel”

●●● Dans une lettre ouverte rendue publique le 31 mars, près de 2 000 chercheurs américains – dont des lauréats du prix Nobel – constatent que «les forces vives scientifiques du pays sont en train d'être décimées». Alors que l'administration Trump coupe dans les budgets des agences fédérales scientifiques, qu'elle met fin aux bourses accordées aux chercheurs et supprime le financement des laboratoires, «le danger est bien réel», affirment les auteurs. Ils dénoncent en outre le «climat de peur» et la censure qu'exerce le gouvernement, laquelle entrave la nécessaire indépendance des chercheurs pour qu'ils «puissent explorer librement de nouveaux sujets et fassent part de leurs conclusions en toute intégrité, en dehors des intérêts particuliers».

Tous les domaines de la recherche sont concernés

Les choix politiques et financiers du gouvernement américain ont des conséquences concrètes, dans de nombreux secteurs : tour d'horizon, non exhaustif.

Ça secoue à la National Science Foundation

● Depuis le début du second mandat de Donald Trump, la National Science Foundation (NSF), “l'un des plus grands bailleurs de la recherche fondamentale du monde”, comme le rappelle **Nature**, a dû geler les versements de toutes les subventions, avant de les dégeler en février à la suite de décisions de justice ; elle a licencié ses employés en période d'essai avant d'en réembaucher la moitié quelques semaines plus tard. L'agence a ensuite réduit de moitié son programme de bourses de recherche pour les jeunes diplômés, n'offrant que 1 000 postes au lieu des 2 000 habituels. Et le 14 avril, trois membres du “département de l'efficacité gouvernementale” (Doge) – l'initiative du milliardaire Elon Musk visant à réduire les dépenses et les effectifs de l'administration américaine – ont débarqué à son siège, à Alexandria, en Virginie. Conséquemment, la NSF a annoncé la fin des bourses de recherche en cours contenant des clauses relatives à la diversité, à l'équité et à l'inclusion (DEI). Au total, ce sont 200 bourses, déjà attribuées, qui sont concernées. Quant aux nouvelles, elles sont gelées. Le directeur de la NSF, Sethuraman Panchanathan, qui la dirige depuis 2020, a finalement démissionné le 24 avril.

Bye-bye recherche climatique et prévisions météo

● D'après un document qu'a pu consulter **New Scientist**, le gouvernement de Donald Trump prévoit de réduire le budget de la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) de plus de 1,6 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros) par rapport à l'année dernière. Cela impliquerait par exemple de mettre fin à des projets emblématiques comme

le rétablissement des populations de saumons du Pacifique ou celui consacré aux “*données et informations climatiques régionales*” permettant le suivi des sécheresses et des vagues de chaleur. Un programme de construction et de lancement de nouveaux satellites météorologiques, qui constitue la colonne vertébrale des efforts en matière de prévisions météo, pourrait également être entièrement annulé. Mais surtout, prévient le magazine britannique, “ces coupes budgétaires entraîneraient la fermeture du service de recherche climatique et météorologique”. Ce service, connu sous le nom de “Bureau de recherche océanique et atmosphérique” (OAR), est actuellement le principal organe de recherche de l'agence. Même si le document ne correspond pas à une décision définitive, le budget prévu pour la NOAA est jugé “scandaleux et dangereux” par Zoe Lofgren, élue de Californie à la Chambre des représentants et responsable pour le Parti démocrate de la commission des sciences, de l'espace et des technologies.

L'espace dans la tourmente

● Dans la même veine que la NOAA, le budget prévisionnel 2026 consacré aux sciences de la Terre de la Nasa, l'agence spatiale américaine, pourrait être amputé de moitié. “Cela ferait très certainement capoter le projet de lancement d'une nouvelle flotte de satellites destinés à surveiller certains paramètres essentiels en matière de prévisions climatiques et météorologiques, notamment les quantités d'aérosols, les nuages et la hausse du niveau de la mer”, alerte *Nature*.

L'observation de notre planète n'est cependant pas le seul domaine affecté par les coupes budgétaires imaginées par le gouvernement. Le télescope spatial Nancy-Grace-Roman, futur successeur des emblématiques Hubble et James-Webb – qui ont permis des avancées



significatives dans la compréhension de notre Univers – est dans la tourmente : aucun financement n'est budgété pour le lancer dans deux ans, comme c'est normalement prévu.

En outre, rapporte **Ars Technica**, “les budgets du programme Mars Sample Return, visant à rapporter sur Terre des échantillons de sol martien, et de la mission Da Vinci, à destination de Vénus, seraient également revus à la baisse de manière significative. Le Goddard Space Flight Center, laboratoire de recherche de la Nasa qui fait travailler 10 000 personnes dans le Maryland, est lui aussi dans le viseur du gouvernement, qui semble vouloir le contraindre à la fermeture.”

Écosystèmes en danger

● Selon un courriel interne consulté par **Science**, la Maison-Blanche devrait demander au Congrès son accord pour supprimer du budget 2026 l'intégralité du programme de recherche relatif à l'étude des écosystèmes de l'Institut d'études

géologiques des États-Unis (USGS). “Ces travaux contribuent à la conservation des espèces menacées, à la gestion du gibier et des autres espèces sauvages par l'Etat, aux réponses aux feux de forêt et à l'élévation du niveau de la mer, et à d'autres domaines”, énumère la revue américaine. Au total, ce programme, budgétisé à 307 millions de dollars (270 millions d'euros) en 2025, fait travailler environ 1 200 personnes réparties sur le territoire, dans des unités de recherche coopératives universitaires et en partenariat avec des agences d'État. “Ce serait une catastrophe de [le] laisser tomber” et “une perte importante de compétences scientifiques”, se désole Ed Arnett, PDG de l'organisation à but non lucratif Wildlife Society et biologiste à l'université d'État du Colorado.

Les vaccins dans le viseur

● Fin mars, Peter Marks, le plus haut responsable des vaccins de la Food and Drug Administration, l'agence américaine chargée de la sécurité sanitaire, a



✓ Dessin de Niels Bo Bojesen paru dans *Jyllands-Posten*, Danemark.

le financement d'une étude qui court depuis trente ans et qui permet de suivre une cohorte de patients atteints de prédiabète et de diabète. D'après le site spécialisé **Stat**, il s'agit d'un dommage collatéral des mesures entreprises contre l'université Columbia, accusée de n'avoir pas réussi à lutter de manière adéquate contre l'antisémitisme sur son campus.

Le 16 avril, le ministre de la Santé a annoncé lors d'une conférence de presse qu'une enquête allait permettre d'apporter des réponses sur l'autisme "d'ici à septembre". Une déclaration qui a étonné : aucune équipe ne semble avoir été formée pour la réaliser, relève *Stat* dans un autre article. Certains s'étonnent qu'on imagine même trouver les causes de ce trouble en quelques mois alors que cela fait des années que de nombreuses équipes placent dessus.

Le 21 avril, le Women's Health Initiative (WHI) a annoncé de son côté que les financements qui permettaient à ses centres régionaux de fonctionner prendraient fin prochainement. Cette initiative, centrée sur les besoins de santé des femmes, a permis de recruter des dizaines de milliers de participantes à des essais cliniques sur des hormones et d'autres médicaments, et de suivre la santé de plusieurs milliers d'autres pendant plus de trente ans.

été contraint de démissionner, rapportait **The Wall Street Journal**. Il a notamment accusé Robert F. Kennedy Jr., ministre de la Santé, de répandre "*de fausses informations et des mensonges*" sur les vaccins, et a raconté que l'équipe ministérielle lui avait demandé de fournir des données inexistantes pour justifier les discours antivaccins.

"Dans le même temps, les projets visant à lutter contre l'hésitation vaccinale ont été annulés", fait savoir le **Financial Times**. En outre, Robert F. Kennedy Jr. a embauché dans son équipe David Geier, naguère sanctionné par l'Etat du Maryland pour avoir exercé la médecine sans autorisation, mais surtout connu pour promouvoir l'idée qu'il existe un lien entre vaccin et autisme. Une affirmation pourtant réfutée à plusieurs reprises par des études solides.

Incohérences dans la santé

● Alors que le gouvernement a souligné sa détermination à réduire l'incidence des maladies chroniques, il a annulé

Repères

CEUX QUI RÉSISTENT

Lettres ouvertes, rassemblements... Les mobilisations des chercheurs se multiplient pour exprimer leur mécontentement. Des organisations scientifiques veulent même contacter directement les parlementaires pour les inciter à annuler les coupes budgétaires. L'American Geophysical Union (AGU) a lancé la campagne "Days of Action" du 14 au 25 avril, alors que les membres du Congrès étaient de retour dans leurs Etats et districts d'origine. "Le dégraissage actuel de la main-d'œuvre fédérale affaiblit notre compétence scientifique critique, sape notre rôle directeur sur le climat, paralyse des recherches vitales et perturbe la coopération internationale. Nous devons éléver la voix", peut-on lire sur son site.

La chasse aux fonds

● Devant l'offensive de Trump, "des universités d'élite lèvent des liquidités", rapporte *The Wall Street Journal*. "Princeton a émis pour 320 millions de dollars d'obligations, Northwestern a récolté ainsi 500 millions de dollars et Harvard a levé par ce biais 750 millions de dollars. L'université Yale, jusqu'ici en dehors des radars de Trump, s'emploie à vendre des milliards de dollars de parts en capital-investissement", détaille le journal des affaires. Des mesures qu'elles n'ont plus employées depuis des années. Dans son bras de fer avec le président, Harvard peut aussi compter sur de petits donateurs, souvent parmi ses anciens étudiants, qui se mobilisent pour la soutenir, explique *The New York Times*. Cela ne suffira pas forcément à compenser les plus de 2 milliards de dollars gelés par le gouvernement Trump, d'autant que la position de l'université hérisse à l'inverse certains de ses donateurs conservateurs, parfois puissants.

75%

DES 1650 SCIENTIFIQUES

qui ont répondu au sondage organisé par **Nature** envisagent de quitter les États-Unis. Une position particulièrement marquée parmi les chercheurs en début de carrière. En outre, l'analyse par la revue britannique des données de la plateforme Nature Careers Global Science Jobs confirme la tendance : les scientifiques américains ont soumis 32 % de candidatures en plus pour des emplois à l'étranger entre janvier et mars 2025 par rapport à la même période l'année précédente.

QUI POUR LES ACCUEILLIR ?

Pour le quotidien espagnol **El País**, cette fuite des cerveaux représente une "grande opportunité pour l'Europe". En mars, une dizaine de pays de l'Union européenne ont écrit à la commissaire à la Recherche et à l'Innovation, la Bulgare Ekaterina Zaharieva, pour exiger davantage de financements et de facilité afin d'attirer les talents venus d'ailleurs et en particulier des États-Unis. La France se positionne aussi : le 17 avril, elle a lancé la plateforme Choose France for Science, présentée dans un communiqué comme "une première étape pour préparer l'accueil des chercheurs internationaux" en attendant le 5 mai, date du rendez-vous un peu flou qu'a donné Emmanuel Macron "aux chercheurs du monde entier". Même un "petit pays" comme la Suisse, tel que la décrit **Le Temps**, se montre intéressé. Le quotidien helvète met en avant sa démocratie vivante, qui "connaît l'importance de disposer de données objectives pour alimenter le débat public". Même si le Vieux Continent, y compris le Royaume-Uni, fait partie des destinations où les scientifiques désabusés sont prêts à s'expatrier, le Canada, plus proche, est également dans leur viseur. Pour le quotidien québécois **La Presse**, les décisions que prend le président Trump "sont une manne pour attirer [au Canada] les meilleurs cerveaux installés aux États-Unis".



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Une vague de retours en Chine pour les scientifiques sino-américains ?

La liste des scientifiques et chercheurs sino-américains – certains leaders dans leur domaine – qui quittent les États-Unis ne cesse de s'allonger. Des médias chinois constatent une accélération du mouvement depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche. **Une revue de presse à retrouver sur notre site.**

Scientifiques du monde entier, défendez la diversité !

Arthur Caplan, éthicien et professeur de bioéthique, signe une tribune en défense de la diversité. Il fait la démonstration de son rôle fondamental dans la science, tant dans la recherche que pour soigner les patients.

— Nature (Londres)

Eppur si muove.” “Et pourtant, elle tourne.” Ces mots qu'aurait chuchotés Galilée à la fin de son procès, en 1633 – il était accusé d'avoir soutenu l’“hérésie” copernicienne selon laquelle la Terre tourne autour du Soleil –, ont longtemps guidé l'attitude des scientifiques face à l'ignorance, l'intolérance et aux idéologies prétendument infaillibles. Ils nous reviennent à l'esprit aujourd'hui, à l'heure de la guerre totale intentée aux actions pour la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI) aux États-Unis.

Au terme de son procès, Galilée s'est vu demandé de jurer qu'il ne croyait pas à la rotation de la Terre. Assigné à résidence, il a été interdit d'écrire quoi que ce soit sur les supposés mouvements de la planète. S'il avait eu des financements et un site web, je suis presque sûr que l'Église catholique romaine aurait obtenu la suspension des premiers et la fermeture du second. Pourtant, loin de faire preuve de courage en montant au créneau, la plupart des scientifiques et des administrateurs de structures semblent penser aujourd'hui que la meilleure réaction à la croisade anti-DEI est de faire profil bas et de serrer les dents pendant quatre ans. La Société américaine de microbiologie, la Nasa [l'agence spatiale américaine], le ministère de la Défense, le ministère des Transports et quantité d'universités de premier plan ont retiré toute référence à la DEI de leurs sites web, mais aussi de leurs bourses, de leurs articles, de leur historique et même de leurs archives.

Des panels représentatifs. Trop rares sont les universitaires qui ruent dans les brancards. Les scientifiques pourront-ils continuer à intégrer la diversité dans leurs travaux tout en se pliant aux exigences d'autocrates sectaires qui cherchent à mettre des bâtons dans les roues de la science? Cela supposerait de fermer les yeux sur des erreurs évitables, sur des coupes budgétaires à répétition et la censure. L'importance de la diversité en science est réelle – même si cette vérité n'est acceptée et transposée que depuis peu. D'abord, les études cliniques et sociologiques ont besoin de la diversité pour être valides.



OPINION

La génomique a permis d'établir que différents groupes de personnes réagissaient différemment aux médicaments et aux vaccins. Les gens recrutés pour participer aux essais cliniques doivent être représentatifs de ceux qui recevront ces traitements dans la vie réelle. La prise en compte de la diversité aide les chercheurs à mettre en évidence, dès les premiers stades des essais, les différences entre les groupes en matière de sécurité et d'efficacité. De la même manière, les sociologues sont bien conscients du fait que la compréhension des comportements et la mise en œuvre des changements désirables nécessitent d'étudier les populations autres que les seuls étudiants en psychologie blancs de souche occidentale, le groupe dans lequel les psychologues recrutent les participants de leurs études depuis des lustres – qu'il s'agisse de vaincre la réticence vaccinale, de lutter contre les automutilations, d'améliorer les compétences en lecture, de changer les habitudes de recyclage ou de faire reculer l'obésité.

Ensuite, les études ont souvent montré que la DEI jouait un rôle crucial sur le plan médical. Un personnel soignant diversifié et véritablement représentatif de la population donne des patients plus satisfaits et des résultats supérieurs, notamment chez les personnes de couleur. Soignés par des médecins noirs, les patients noirs ont ainsi plus de chances d'obtenir les soins préventifs dont ils ont besoin et d'accepter les interventions recommandées, que ce soit une prise de sang ou un vaccin contre la grippe. Un personnel ouvert à la diversité permet à tout le monde d'évoluer et d'aboutir ainsi à de meilleurs résultats. Beaucoup de vétérans de l'armée nécessitant une prise en charge psychologique ou une aide à la réadaptation sociale après un traumatisme réclament ouvertement des psychologues eux-mêmes anciens combattants. L'ouverture à la diversité est formatrice pour le personnel soignant et évite que les difficultés auxquelles se heurtent les populations rurales, les minorités ethniques et les patients atteints de maladies rares ne soient glissées sous le tapis.

Enfin, la diversité au sein de la communauté scientifique permet de brasser les idées, méthodes, perspectives et valeurs. Il est bon de penser hors



SOURCE

NATURE

Londres, Royaume-Uni

Hebdomadaire

53 000 ex.

nature.com

Depuis 1869, cette

revue scientifique

au prestige mérité

accueille – après

plusieurs mois

de vérifications –

les comptes rendus

des innovations

majeures dans

tous les domaines :

de la biologie à la

physique en passant

par l'astronomie.

Son âge ne l'empêche

pas de rester d'un

étonnant dynamisme.



du cadre quand on doit aborder un large éventail de défis dans les domaines de l'intelligence artificielle, de l'ingénierie, des mathématiques, de l'économie ou bien de l'astrophysique. Le brassage met en évidence des liens et des tendances, ouvre des perspectives et débouche sur des conclusions qui ne seraient peut-être pas venues à l'esprit d'un groupe de chercheurs moins représentatif de la diversité. Certaines des actions engagées en faveur de la diversité ont-elles été vaines ou malavisées? Quiconque a dû assister à des cours de “sensibilisation à la DEI” élaborés à la va-vite par des entreprises à but lucratif peu familiarisées avec le milieu scientifique sait que c'est le cas. Et que la DEI est devenue bien souvent un sigle nébuleux brandi par les ayatollahs d'un progressisme revanchard. Mais ça ne veut pas dire que la DEI ne puisse pas être définie précisément. Ni que l'on puisse minimiser son importance.

Les scientifiques, leurs financeurs et les associations professionnelles doivent reprendre les mots – apocryphes peut-être – de Galilée et défendre le rôle central de la DEI en science. Ils doivent inciter les associations de défense des



patients, les défenseurs de l'environnement et les autres mouvements de la société civile à dire qu'ils ne veulent pas que leur santé ou celle de leurs enfants se retrouve en danger par la science lacunaire qui découlera d'un recul de la DEI. Ils doivent mettre l'accent sur la DEI dans leurs publications chaque fois que l'inquisition politique réclamera de contester sa pertinence sur un sujet scientifique donné. Nous vivons une époque dangereuse. Les scientifiques du monde entier doivent s'unir pour défendre la rigueur scientifique et résister au sectarisme, à la haine et aux préjugés. Si la science veut faire honneur à une de ses valeurs cardinales – l'attachement à la vérité, où qu'elle mène –, les scientifiques doivent monter au créneau pour défendre la DEI quand il le faut. L'histoire de Galilée doit nous rappeler, à tous, que le seul moyen d'avancer est de tenir un langage de vérité.

—Arthur Caplan,
publié le 17 mars

* Arthur Caplan est enseignant et dirige le service d'éthique médicale de l'École de médecine Grossman de l'université de New York.

Sans les mots pour le dire

Le gouvernement Trump fait circuler des listes de termes qui ne doivent plus apparaître sur ses sites web ou dans ses communications officielles. Ce faisant, ce sont des champs entiers d'investigation scientifique qui sont entravés.

Diversité”, “genre”, “changement climatique”, “personne enceinte”, “microplastiques”, “pollution des sols”, “résilience”. Il y aurait presque un effet poétique à cette liste à la Prévert si elle n'égrainait pas les termes dont le gouvernement Trump cherche à se débarrasser, que ce soit dans les communications officielles de ses agences fédérales, sur ses sites web ou dans les descriptions de projets de recherche en quête de financement.

Au début de mars, **The New York Times** ne dénombrait pas moins de 200 expressions et vocables concernés. Depuis, la liste continue de s'allonger, et chaque agence a la sienne. Le 30 mars, une note de service de la division de la recherche du ministère de l'Agriculture, divulguée sur les réseaux sociaux, révélait que même une formule comme “eau potable et sans danger” était à bannir. Et, rapporte **Grist**, “dans un décret présidentiel, le terme ‘énergie’ a été redéfini de manière à en exclure le solaire et l'éolien”.

En résumé, tout ce qui est perçu comme étant “woke” par le président et ses acolytes doit disparaître. Le problème, souligne le site d'information américain spécialisé dans l'environnement, c'est que “ces nouvelles règles d'expression risquent de limiter le champ d'investigation de nombreux scientifiques”.

Par exemple, le terme “biais” apparaît dans une liste obtenue auprès d'un responsable de programme de la National Science Foundation (NSF). Or “il est courant dans le domaine de la statistique”, fait remarquer à **Stat** Darby Saxbe, professeure de psychologie à l'université de Californie du Sud. De même, “le mot ‘diversité’ peut aussi bien faire référence à des abeilles qu'à un microbiome ou à des galaxies. Cette liste est tellement longue qu'elle pourrait obliger à réexaminer n'importe quelle bourse ou subvention. Leur manière de faire revient à interdire toute forme de recherche scientifique. Ils y vont au char d'assaut.”

Même constat pour **The Atlantic**: “En incriminant le genre en tant que catégorie ainsi que la notion même de ‘diversité, équité et inclusion’, le gouvernement se donne les moyens d'influencer à peu près tous les domaines scientifiques se préoccupant des comportements et identités humaines, ou qui impliquent d'étudier des individus de milieux variés – ce qui revient à désigner la totalité des disciplines scientifiques.”

Certains des chercheurs interrogés par ces différents médias songent à changer de sujet

de recherche le temps du mandat de Donald Trump. Mais d'autres réfléchissent à des façons de désigner, par des périphrases, les concepts qu'ils étudient et qui font partie de ses listes. Néanmoins, déplore dans *Grist* Gretchen Gehrke : “Il n'est pas vraiment possible de traiter d'un problème que l'on ne peut pas nommer.”

Scientifique spécialisée dans l'environnement, elle fait partie du réseau Environmental Data and Governance Initiative qui a révélé que depuis l'investiture du président, le 20 janvier, les agences fédérales ont déjà supprimé les informations sur le changement climatique de plus de 200 sites web gouvernementaux.

Alors que ces méthodes mettent en lumière la défiance de certains républicains à l'égard de la science, *The Atlantic* relève qu’“en essayant de contrôler le travail des scientifiques et en réduisant leurs financements, le gouvernement Trump nous rapproche d'un avenir où de plus en plus de gens auront de bonnes raisons de ne plus faire confiance à la recherche et à ses résultats”.

—Courrier international



Repères

La Smithsonian dans le collimateur

●●● Donald Trump exige la suspension des financements publics pour toute exposition évoquant des questions raciales au sein de la Smithsonian Institution, relate le **Los Angeles Times**. Cette organisation de recherche scientifique fondée en 1846 gère 21 musées, dont le Musée national de l'histoire et de la culture africaines-américaines, 14 centres de recherche et le zoo national, dans le cadre d'un partenariat public-privé. Selon le décret présidentiel publié le 27 mars et intitulé “Rétablir la vérité et revenir à la raison sur l'histoire des États-Unis”, la Smithsonian est accusée de propager “une idéologie fondée sur la race qui sème la division”. L'institution est dirigée par un collège de 17 membres, dont 8 sont des personnalités officielles, comme le vice-président des États-Unis.



Comment l'IA dévore la Terre

Technologie. Gourmande en énergie, en eau et en minéraux, l'intelligence artificielle est au cœur de la course aux ressources qui oppose les grandes puissances. Une lutte menée sur Terre et dans l'espace, au détriment du combat contre le dérèglement climatique.

—Die Zeit (Hambourg)

Une puissance qui change tout sur son passage : le moindre recoin de la planète, le moindre aspect de la vie humaine. “L'intelligence artificielle [IA] a une composante physique énorme, déclare Kate Crawford. Ses infrastructures engloutissent des quantités incroyables de ressources.” Eau, énergie, minéraux, données, main-d'œuvre. Pourtant, “IA”, ça fait virtuel. On pense à un nuage de données. Comme si tout cela n'avait aucun prix. “Un malentendu dangereux”, précise Kate Crawford. Elle est bien placée pour le savoir. Cette professeure [australio]-américaine est experte en intelligence artificielle et compte parmi les cent spécialistes les plus importants au monde.

Mais surtout, elle a compris il y a quelques années le prix qu'avait l'IA. À l'époque, la chercheuse s'était rendue à Silver Peak, un trou perdu du Nevada. Elle s'était retrouvée dans le désert, devant des lacs d'un vert malsain qui s'évaporaient au soleil – jusqu'à ce que toute l'eau ait disparu et qu'il

ne reste plus qu'un de ces matériaux que le monde s'arrache : le lithium. “Les minéraux sont la colonne vertébrale de l'IA, l'énergie son elixir de vie”, écrit-elle plus tard dans un livre.

Cette phrase décrivait un sentiment diffus appelé à devenir réalité. On est en train de comprendre ce que la faim de l'intelligence artificielle signifie pour la planète, en quoi elle bouleverse la géopolitique, concentre la puissance économique et menace les objectifs climatiques.

Cela commence par l'extraction des minéraux. L'IA doit arracher ses richesses à la terre pour fonctionner : cuivre pour les câbles et les conducteurs des centres de données; lithium, nickel et cobalt pour les batteries ; et tous les métaux appelés “terres rares” pour les serveurs.

Tous ces minéraux et d'autres encore sont utilisés en quantité phénoménale. Selon les estimations de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), les besoins en cuivre vont augmenter de 40 % pour atteindre 36,4 millions de tonnes d'ici à 2040, ceux en terres rares de 80 % pour atteindre

169 000 tonnes, ceux en lithium de 700 % pour dépasser 1,3 million de tonnes.

Toutes les grandes puissances économiques, des États-Unis au Japon en passant par l'Europe, ont aujourd'hui une liste des “minéraux critiques” essentiels à une économie moderne – et dont on ne sait pas s'ils seront disponibles en quantité suffisante à tout moment. L'Oregon Group, un cabinet de conseil en investissement, résume ainsi la situation : “L'approvisionnement en minéraux critiques, qui est déjà de plus en plus difficile en raison des objectifs climatiques et de la transition énergétique, va se compliquer encore plus.”

Car l'IA se trouve là en concurrence avec deux autres secteurs en pleine croissance : la défense et, plus encore, les énergies renouvelables. Pas de voitures électriques ni de transition énergétique sans batteries, et pas de batteries sans lithium. Le scénario le plus extrême de l'AIE prévoit que les besoins en lithium pour les véhicules électriques seront multipliés par dix d'ici à 2050. De plus, l'intelligence artificielle représente

elle-même un problème pour le climat, parce qu'elle consomme d'énormes quantités d'électricité. “Les minéraux sont la colonne vertébrale de l'IA, l'énergie est son elixir de vie” – Kate Crawford quantifie la deuxième partie de sa phrase : “L'année prochaine, l'IA consommera probablement plus d'énergie que le Japon.”

“Les minéraux sont la colonne vertébrale de l'IA, l'énergie son elixir de vie.”

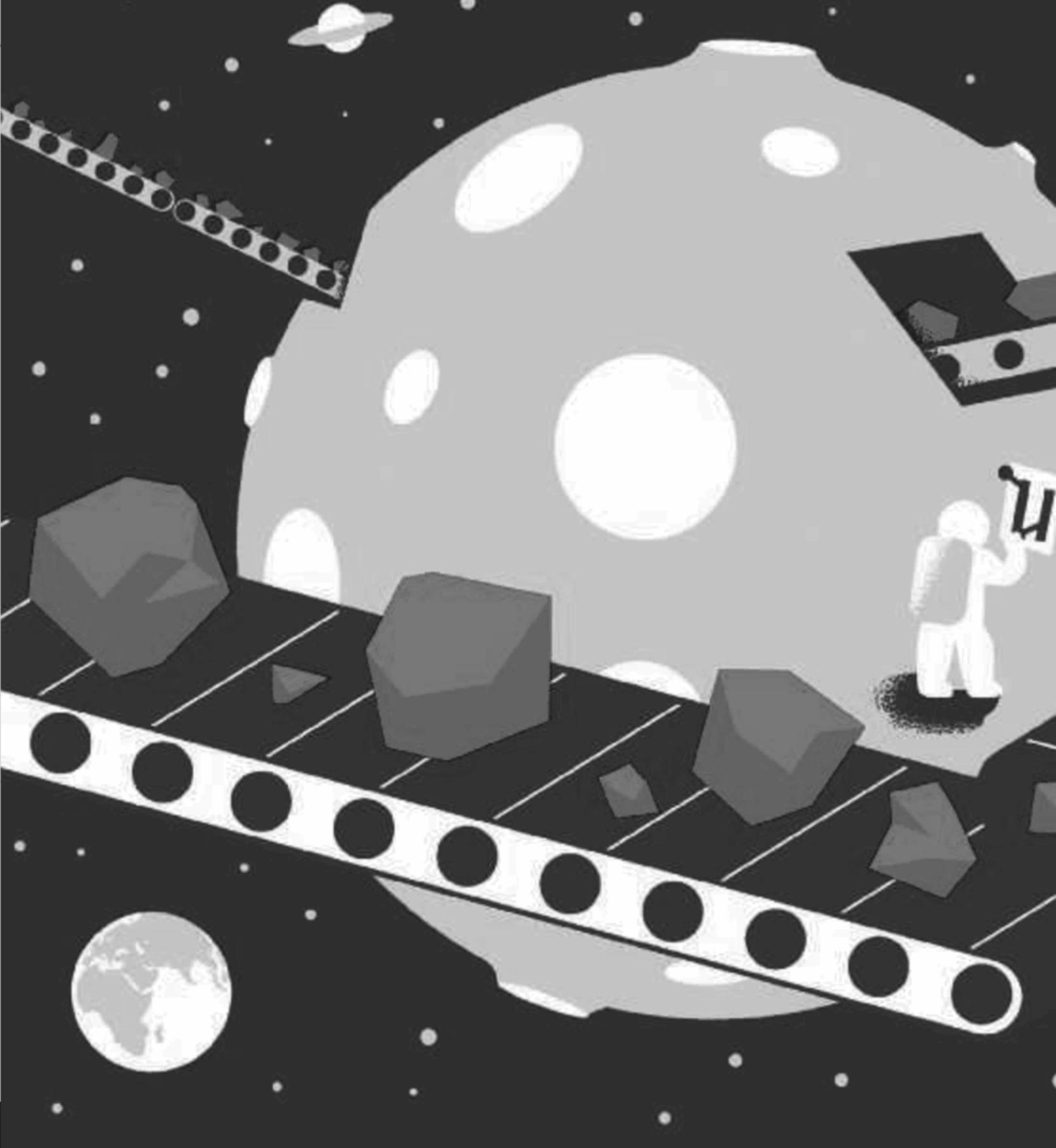
Kate Crawford,
PROFESSEURE, EXPERTE EN IA

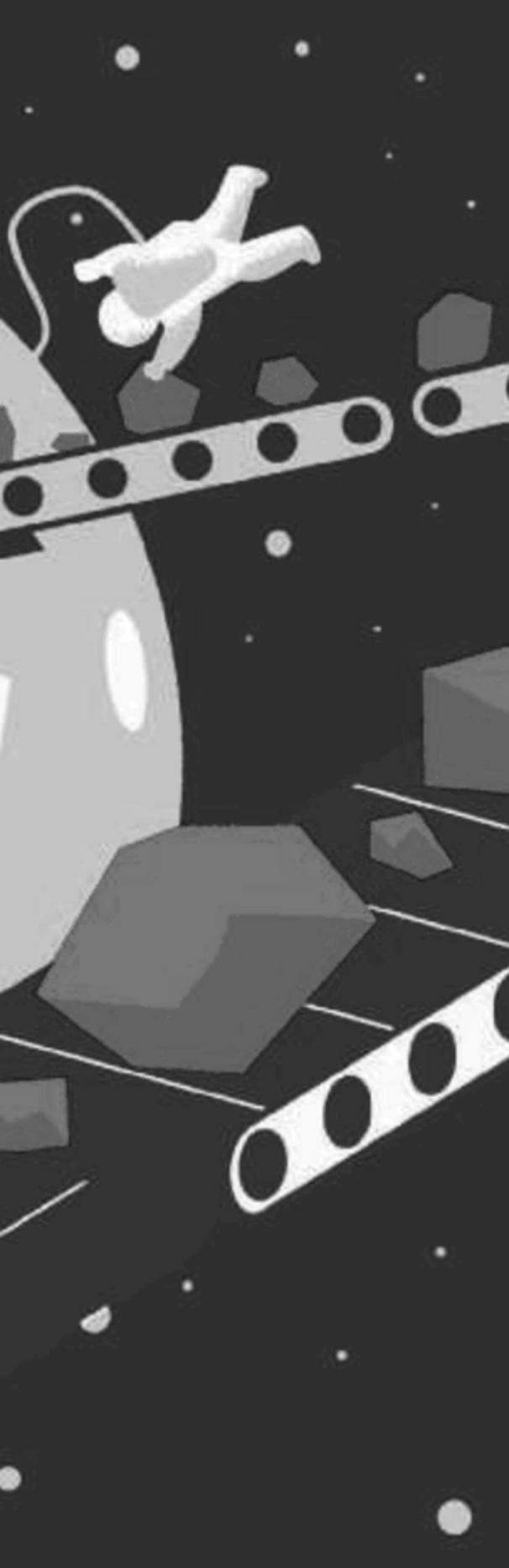
Les groupes de la tech, OpenAI [qui a développé ChatGPT] et Microsoft entre autres, accroissent donc leurs investissements dans l'énergie nucléaire pour couvrir leurs besoins. Car même si les agents conversationnels comme ChatGPT devenaient plus efficaces, il y aurait un problème, explique Kate Crawford : “le paradoxe de Jevons”.

William Stanley Jevons est né à Liverpool en 1835, en pleine révolution industrielle. Il a fait ses

études à Londres, où il est devenu professeur d'économie politique, et est mort noyé au cours d'un bain de mer en 1882. Il est resté dans les mémoires pour avoir approfondi la théorie de l'utilité marginale [l'utilité de la consommation d'une quantité supplémentaire d'un bien : plus ce bien est rare, plus son utilité marginale est grande] et présenté le paradoxe qui porte son nom, selon lequel l'amélioration de l'efficacité des machines ne débouche pas sur une diminution de la consommation d'énergie. Jevons était parvenu à cette conclusion en comparant la machine à vapeur de James Watt avec des modèles précédents : même si la première était plus efficace, elle rendait le charbon moins cher, si bien qu'il s'en vendait et s'en consommait davantage.

Les agents conversationnels, ChatGPT, Claude et compagnie, sont les machines à vapeur d'aujourd'hui. “L'empreinte carbone des centres de données est plus élevée que celle de toute l'industrie aéronautique”, déclare Kate Crawford. Le paradoxe de Jevons contredit la logique des optimistes de l'IA,





← Dessin d'**Otto**,
Royaume-Uni.

bataille pour les minéraux – qui est en même temps une bataille pour la puissance mondiale. Kate Crawford y discerne un modèle qu'on a connu jadis avec les barons du pétrole et du chemin de fer : “Une nouvelle technologie apparaît et suscite l'enthousiasme, mais elle est confisquée par une poignée d'entreprises qui entendent s'en servir pour centraliser leur pouvoir économique et politique.”

Les effets se manifestent déjà dans la politique mondiale : les États-Unis limitent l'exportation de puces d'IA vers la Chine, et la Chine se venge en interdisant la sortie de certains minéraux de son territoire. Le président Donald Trump songe à annexer le Groenland, riche en matières premières. Il s'efforce de contraindre le président ukrainien à conclure un accord sur les terres rares. “Nous nous trouvons en plein milieu d'une guerre froide planétaire pour les minéraux, conclut Kate Crawford. C'est ça, l'effet fondamental de l'IA.”

Pour Jakob Kullik, un politologue de l'université de technologie de Chemnitz [en Allemagne], les tractations en cours sur les ressources terrestres ne constituent pas une guerre froide, “parce qu'il n'y a pas d'élément idéologique”. Il y voit autre chose : “On a une situation classique de grandes puissances qui se retrouvent dans des conditions nouvelles, et les acteurs ayant une géostratégie mondiale veulent s'assurer un approvisionnement en matières premières.” On pourrait aussi dire que les États puissants s'efforcent de se procurer des minéraux dans le monde entier sans se soucier des pertes. Ce qui réussit mieux aux États-Unis dirigés par Trump qu'à d'autres.

L'UE a déjà signé un accord sur les matières premières avec l'Ukraine en juillet 2021. “Le plan d'action vise à favoriser la transition

de l'Europe vers une économie verte et numérique”, affirmait le communiqué de presse. Il ne s'est pas passé grand-chose depuis lors.

Jakob Kullik a écrit une thèse de doctorat intitulée *Analyse de la politique allemande relative aux matières premières dans le contexte européen*. Sa conclusion est sans appel : “Nous posons des règles et des normes, mais la Chine s'en soucie peu.” Si on veut modifier les rapports de pouvoir, il faut combiner géopolitique et politique industrielle. Le politologue plaide donc pour que l'UE fonde une agence des matières premières, comme il en existe depuis longtemps au Japon, par exemple.

Corruption. L'Oregon Group décrit ainsi le dilemme de l'extraction des minéraux : “Après des décennies sans gros investissements dans le secteur, le défi consiste à s'assurer un approvisionnement en minéraux critiques, bien que leur extraction et leur traitement soient limités à une poignée de pays.” Le cuivre, le lithium, les terres rares et autres sont principalement traités en Chine et sont souvent extraits dans des États qui se caractérisent par la guerre, la corruption et l'instabilité, par exemple la République démocratique du Congo ou le Mozambique.

“Ce ne sont pas des pays agréables, mais les Chinois y sont déjà, déclare Jakob Kullik. Si on veut participer, il faut une présence ou au moins de la persévérance.” Il faut en moyenne dix ans pour qu'un projet d'exploitation puisse commencer, ajoute-t-il. L'UE ne dispose pas d'assez de minéraux sur son territoire pour couvrir ses besoins.

D'après les grands de la tech, d'Elon Musk [le patron de X, Tesla, et SpaceX] à Sundar Pichai, patron de Google, l'intelligence artificielle est une technologie plus importante que la machine à vapeur. Les minéraux ne sont

Chaque tonne de terre rare engendre jusqu'à 2 000 tonnes de déchets toxiques.

donc pas seulement sa colonne vertébrale mais également son avenir. La dureté avec laquelle les responsables politiques se battent pour eux montre qu'ils l'ont compris. Cependant, peu importe qui gagnera, il y a un autre avenir qui risque de rester sur le carreau : celui de la planète.

L'exploitation des ressources terrestres laisse des paysages lunaires inhabitables. Chaque tonne de terre rare engendre jusqu'à 2 000 tonnes de déchets toxiques, 1 000 tonnes d'eau contaminée aux métaux lourds, 1,4 tonne de déchets radioactifs et d'énormes quantités d'émissions nuisibles au climat.

Les choses seraient différentes si une idée figurant dans le Critical Raw Materials Act [réglementation européenne sur les matières premières critiques, entré en vigueur en mai 2024] s'imposait. Ce texte liste des pistes pour l'indépendance de l'UE en matières premières critiques et mentionne le recyclage, qui devra couvrir 15 % des besoins d'ici à 2030. L'Institut de l'économie allemande a calculé qu'en recyclant tous les vieux téléphones portables inutilisés d'Allemagne, on récupérerait suffisamment de minéraux pour tous les nouveaux portables du pays pendant dix ans. Mais la technique n'est pas encore au point, en partie parce que le recyclage n'en vaut pas la peine économiquement.

Mais si on ne veut pas dépenser d'argent pour la recherche et le développement ni détruire la planète, comment assurer l'avenir ? Avec une idée futuriste, qui tient carrément de la science-fiction.

Si les matières premières terrestres sont difficiles d'accès, il n'y a qu'à se servir dans l'espace. La surface de certains astéroïdes contient du platine, du fer, du cobalt ou du nickel. Un astéroïde d'un kilomètre suffirait à fournir des matières premières critiques à la population mondiale pendant des décennies sans qu'on ait besoin de retourner la Terre.

La Fédération nationale de l'industrie allemande (BDI) a exploré le potentiel de l'exploitation minière dans l'espace en 2018, le texte est en cours

d'actualisation. Pour elle, il faut que l'Allemagne s'y mette ; elle possède le savoir-faire nécessaire, en technologie spatiale comme en ingénierie minière. “L'exploitation minière spatiale arrivera plus vite qu'on ne le pense”, déclare Matthias Wachter, responsable des matières premières et de l'aérospatiale au sein de la BDI.

Fusées. On pourrait passer à la Lune d'ici cinq à dix ans. On va mettre au point de nouvelles fusées commerciales et les coûts du transport vont baisser. Matthias Wachter est convaincu que l'obsession de Donald Trump pour les matières premières va donner un élan à l'exploitation minière dans l'espace.

Cependant, dans ce secteur comme dans les autres, rien ne va sans IA. La valeur du marché de l'espace est actuellement estimée à 500 milliards de dollars, dont 70 % concernent des modèles d'entreprise portant sur l'échange de données et faisant intervenir l'IA, explique Matthias Wachter. “Je crois que nous pouvons nous attendre à avoir des centres de données en orbite”, ajoute-t-il. Les installations n'auraient pas besoin d'y être refroidies et l'énergie solaire y serait disponible 24 heures sur 24.

Est-ce la solution ? Apaiser la faim d'énergie et de matières premières de l'IA dans l'espace ? Cela confirmerait la théorie de William Stanley Jevons : ce serait un pas vers une augmentation toujours plus forte de la consommation de ressources. La puissance de l'IA, celle qui change tout sur son passage, serait alors tout simplement interplanétaire.

—**Sibylle Anderl et Rudi Novotny,**
publié le 26 mars

II,5%

DE LA CONSOMMATION MONDIALE d'électricité en 2024, soit 415 térawattheures, a été absorbé par les centres de données, selon un rapport de l'Agence internationale de l'énergie publié en avril. Les data centers affectés à l'intelligence artificielle peuvent consommer autant d'électricité que les fonderies d'aluminium, des usines particulièrement énergivores.

SOURCE

DIE ZEIT

Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 604 551 ex.
zeit.de

Ce grand journal d'information et d'analyse politique, créé en 1946 par la force d'occupation britannique et établi à Hambourg, appartient au groupe Holtzbrinck. Pointu et exigeant, tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis.



ENVIRONNEMENT



Le volcan, le champignon et les bananes

Agronomie. Un champignon dévastateur pour les bananeraies peut être neutralisé par les cendres volcaniques. Démonstration à La Palma, dans l'archipel des Canaries.



—The Christian Science Monitor (Boston)

D'une main, Moisés Pulido décarte des feuilles de bananier jaunissantes. Il avance péniblement dans la couche de terre poussiéreuse de sa plantation, sur la côte de l'île de La Palma [dans l'archipel des Canaries]. Sous un soleil aveuglant, on distingue à peine les régimes de bananes dissimulés sous les feuillages.

À la fin de 2021, lors de l'éruption de la Cumbre Vieja, les cendres ont recouvert 300 hectares de plantations et en ont détruit 200 autres. Sur le moment, les cultivateurs comme Moisés Pulido ne pouvaient imaginer que le volcan puisse leur être bénéfique. Et pourtant, son éruption pourrait bien nous renseigner sur la manière de sauvegarder la culture bananière dans l'avenir, non seulement aux Canaries, mais aussi dans le reste du monde.

Le champignon responsable de la fusariose du bananier – ou maladie de Panama – menace en

effet les bananes du monde entier. Certains pensent que ce champignon [*Fusarium oxysporum*, vivant dans le sol] qui bloque les flux d'eau et de nutriments alimentant la plante par ses racines, pourrait même provoquer l'extinction de la banane Cavendish, la variété la plus répandue.

Traînée de poudre. Mais contrairement aux zones tropicales où sont produites la majorité des bananes, le climat subtropical des Canaries, et en particulier de la côte ouest de La Palma, ouvre la voie à la défense contre la fusariose. Les cendres volcaniques qui ont fait le malheur des cultivateurs contiennent en effet des nutriments vitaux qui protègent ces plantes – et pourraient même être la clé de leur survie. «Les plantes tropicales comme les bananes croissent plus lentement et sont moins productives ici que dans les zones tropicales», explique Antonio Marrero, professeur associé en génie agricole et environnemental à l'université de La Laguna, sur l'île de

Tenerife. «En revanche, de nombreuses maladies endémiques des zones tropicales sont absentes des Canaries.»

C'en'est pas la première fois que la culture de la banane est gravement menacée par la maladie de Panama. Dans les années 1950, le champignon a gangrené les plantations de la variété dominante de l'époque, la Gros Michel, au point d'entraîner sa quasi-extinction. Le marché s'est alors tourné vers la banane Cavendish, résistante à la maladie. Mais de nouveaux variants du champignon ont émergé, dont certains aussi menaçants pour la Cavendish

✓ Plantation de jeunes bananiers après l'éruption de la Cumbre Vieja à La Palma. Cette île des Canaries tire la moitié de ses revenus de la banane. Photo de Kike Rincon/Europa Press/Abaca

que la souche originale ne l'était pour la Gros Michel. Si l'un de ces variants a bien été repéré dans certaines zones humides de haute altitude des Canaries, ce n'est pas le plus destructeur.

Lorsque les cultivateurs constatent le flétrissement des feuilles, ils recourent à des mesures de bon sens, comme gratter le sol infesté et enlever la terre. Mais depuis l'éruption, le champignon a du mal à prospérer sur cette étendue de lave. «À chaque coulée de lave, tout recommence à zéro», explique Jesús S. Notario del Pino, professeur en sciences des sols et de géologie à l'université de La Laguna. Le bananier «renaît de ses cendres».

Jusque-là tout paraît logique. C'est toutefois sans compter que le champignon est capable de survivre une vingtaine d'années dans le sol. La grande majorité des plantations de bananes dans le monde, comme à La Palma, sont des monocultures : les fruits sont cultivés sur d'immenses zones où rien d'autre ne pousse. De plus, toutes les bananes sont des copies génétiques, identiques entre elles, ce qui facilite leur production mais les rend aussi particulièrement vulnérables aux agents pathogènes. Une fois installé, le champignon peut se répandre comme une traînée de poudre.

Les éruptions volcaniques n'ont pas pour seul effet de tuer les champignons. Les cendres de la Cumbre Vieja alimentent les sols en nutriments comme le fer ou le zinc, ce qui permet de réduire l'incidence de la maladie de Panama, selon Antonio Marrero. Les sols volcaniques sont également riches en potassium, un élément crucial à la croissance des bananes.

Toutefois, à l'instar de la plupart des autres plantes, les bananiers ne peuvent pas pousser directement sur le sol volcanique. Et avant que la croûte de lave durcie ne devienne progressivement

une terre fertile, il faut compter plusieurs dizaines d'années. Les cultivateurs locaux ont donc pris le parti de broyer finement la lave afin de l'utiliser comme substrat, avant de verser par-dessus de la matière organique fertile issue d'autres zones de l'île. Une technique pratiquée depuis plus d'un siècle. «Sinon, la seule solution est d'attendre», ajoute Jesús Notario del Pino.

Monoculture. Certains cultivateurs, comme Fran Garlaz, estiment que malgré la résistance du sol et le climat des Canaries, les risques associés à la monoculture sont beaucoup plus inquiétants que n'importe quelle maladie.

À l'ecofinca Platanológico, un domaine bio situé à Puerto Naos, Fran Garlaz sensibilise les visiteurs aux bénéfices de la biodiversité. Une partie de son exploitation est consacrée à la culture des bananes, tandis que l'autre, une véritable jungle miniature à la végétation luxuriante, est destinée à l'expérimentation. Plus de 200 plantes y sont cultivées.

«La biodiversité est absolument fondamentale», insiste l'agriculteur en sortant un long couteau du fourreau qu'il porte à la hanche pour prélever un morceau du pied d'un bananier. Une fois que les bananiers portent des fruits, ils meurent. En plantant ce petit morceau près d'un pied existant, un nouvel arbre prendra la relève, explique-t-il. «La monoculture n'est ni logique ni durable.»

Mais Fran Galaz est une exception. Près de la moitié des terres cultivées de La Palma restent couvertes de bananiers.

Bien que la Cumbre Vieja ait détruit près de 40 % de la production de bananes de La Palma et que la menace de la maladie de Panama ne soit jamais loin, l'abandon de la monoculture n'est pas à l'ordre du jour. Dans cette île de 85 000 habitants, la banane fait travailler 10 000 personnes.

Moisés Pulido a l'intention de reconstruire le domaine qu'il a perdu en 2021. Les travailleurs de sa coopérative ont cueilli [début avril] le premier régime de bananes qui a poussé depuis que l'éruption a détruit son exploitation. Ni le volcan ni les champignons ne se mettront en travers de sa route.

—Colette Davidson,
publié le 31 mars

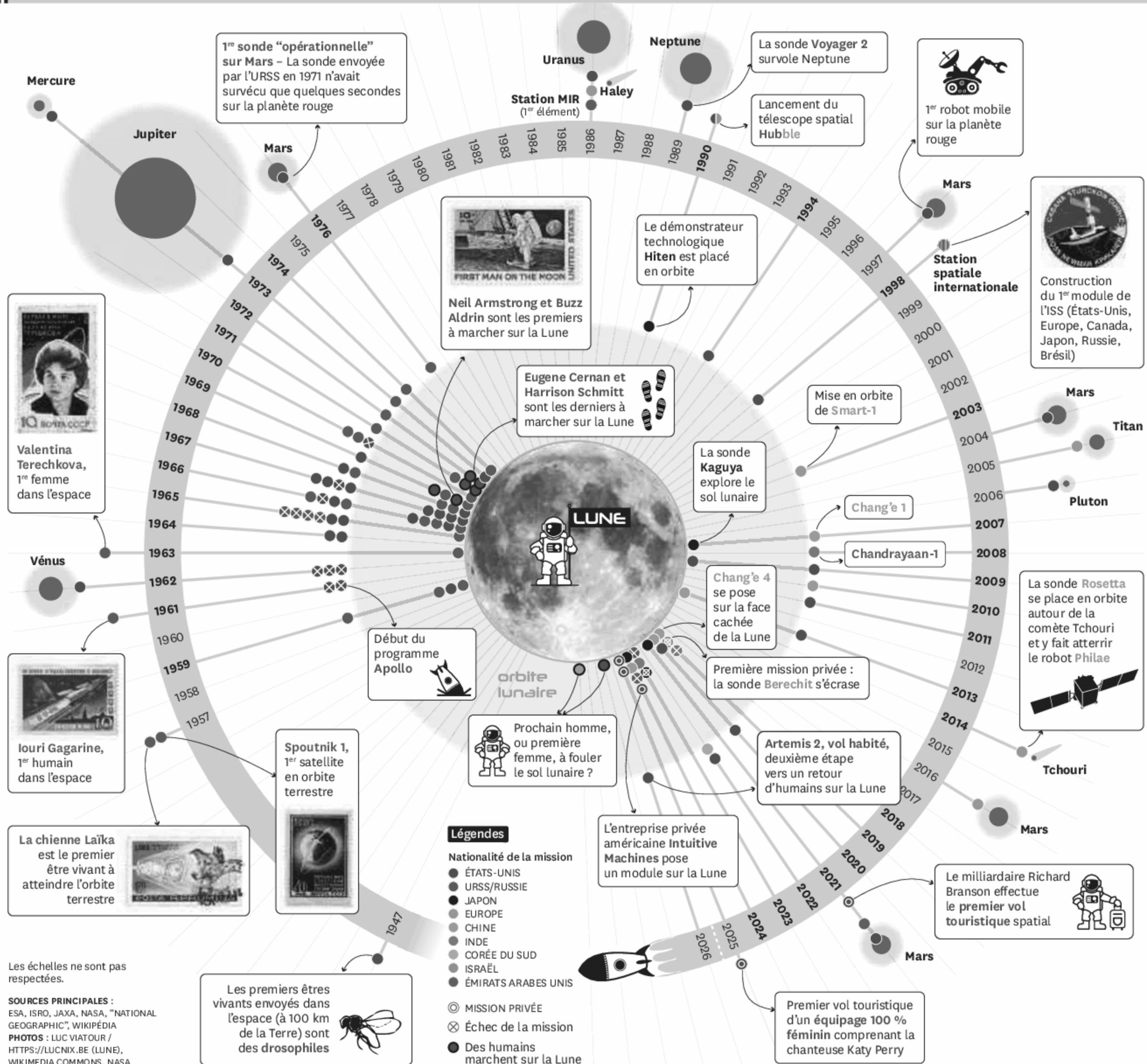




Qui veut aller sur la Lune ?

Délaissé pendant des décennies, notre satellite naturel suscite de nouveau l'intérêt, y compris d'entreprises privées.

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement



COURRIER INTERNATIONAL. Cette infographie est une version actualisée de celle de 2019 réalisée à l'occasion des 50 ans du premier pas de l'homme sur la Lune. Il s'agit d'une chronologie de la course que se livrent les États, et désormais les entreprises

privées, pour explorer notre satellite, et peut-être un jour l'exploiter. Quelques éléments marquants de la conquête spatiale y sont également indiqués. Ils permettent de comprendre le contexte plus large dans lequel s'inscrivent ces missions lunaires.



360



MAGAZINE

Il était une fois trois rappeurs danois • Culture . . . 44
À Riyad, si sombre est la nuit • Cinéma 46



Au Pakistan, on marie bien
les glaciers



ENVIRONNEMENT

↳ Les images qui illustrent cet article ont été prises près de Sarku, dans le nord du Pakistan, le 12 mars 2024. C'est dans ces montagnes que le projet GLOF-II tente, avec l'aide du Pnud, de créer de nouveaux glaciers.

↳ L'union de deux glaciers est célébrée en présence de Zakir Hussain, professeur à l'université du Baltistan et conseiller auprès de l'ONU.
Photos Todd Brown/UNEP/2024

SOURCE



ELDIARIO.ES

Madrid, Espagne

eldiario.es

Créé en 2012, "Le Journal" est un site d'information en ligne dirigé par Ignacio Escolar, fondateur et ancien directeur

de *Público*, qui a arrêté sa version papier cette année-là. Sa ligne éditoriale est plutôt de gauche et s'adresse à un public jeune. Le journal publie tous les trois mois *Cuadernos*, un magazine papier.



Dans les montagnes du nord du Pakistan, les habitants avaient l'habitude d'unir des glaciers "mâle" et "femelle" pour qu'ils aient une descendance. Un temps tombée en déshérence, cette pratique intrigue et inspire aujourd'hui les scientifiques.

—Eldiario.es [Madrid]

Dans la région du Baltistan, située à l'ombre du K2, entre les chaînes montagneuses du Karakorum et de l'Hindu Kuch, des dizaines de villages manquent d'eau en raison du changement climatique. La situation est si critique que les habitants de cette région du nord du Pakistan tentent, avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), de faire revivre une tradition séculaire qui semble a priori invraisemblable : "marier" des glaciers en combinant les différents types de glace qu'ils contiennent afin d'obtenir un "bébé glacier" qui les approvisionnera en eau.

Cette pratique, apparue il y a plusieurs siècles dans l'Himalaya, se nomme la "culture" ou la "greffe" de

glacier (*glacier grafting*, en anglais). La tradition locale veut que les habitants se rendent dans une zone de haute montagne pour récupérer de grandes quantités de glace provenant d'un glacier "mâle" et d'un glacier "femelle", puis qu'ils les transportent ensuite jusqu'à une autre vallée à l'aide de paniers en saule portés sur le dos.

Une fois sur place, on célèbre une cérémonie qui rappelle celle du mariage et on enterre entre les roches, avec un peu de boue et de paille, les morceaux de glace que l'on a "mariés". Il ne reste plus qu'à espérer qu'au bout d'un peu plus d'une décennie le "bébé glacier" aura suffisamment grandi pour pouvoir alimenter en eau les villages du coin.

"Nous avons l'habitude de considérer les glaciers comme des êtres masculins ou féminins", explique Tehzeeb Bano, née il y a 30 ans à Newranga, un village reculé situé au pied du K2. "Les hommes puisent dans des savoirs traditionnels pour sélectionner des morceaux de glacier mâle et femelle et les unir. Ils savent que le nouveau glacier ne se développera pas s'ils utilisent seulement de la glace mâle."

La jeune trentenaire se rappelle qu'elle pouvait voir depuis la fenêtre de sa maison le glacier Singay, dont le nom signifie "le roi des glaciers", quand elle était enfant. "Ma grand-mère me racontait souvent qu'il avait été fabriqué par les humains. On peut encore le voir depuis le toit de notre maison." L'expérience l'a tant marquée qu'elle a décidé de faire sa thèse sur la culture des → 42

41 ← glaciers. Elle étudie encore aujourd’hui le sujet à l’université de Guelph, au Canada. “La situation continue de s’aggraver, et certains villageois m’ont demandé de leur fabriquer un glacier pour remédier au problème”, raconte-t-elle.

Le glacier Singay (ou Gang Singe), que la jeune femme voyait depuis sa fenêtre, est l’une des six rivières de glace qui, selon les sources locales, auraient été créées grâce à la technique de la greffe de glacier. “On raconte qu’il y a sept siècles, un saint soufi aurait fabriqué le premier glacier artificiel, le glacier du Kondus”, explique Zakir Hussain, professeur à l’université du Baltistan et conseiller auprès de l’ONU. Dans certaines versions des légendes locales, les habitants du coin auraient utilisé cette technique pour créer une muraille de glace et ainsi freiner l’invasion de Gengis Khan [1162-1227], le fondateur de l’Empire mongol, considéré comme l’un des plus grands conquérants de l’histoire.

Mais si tant est que ces glaciers ont bien été greffés, ils sont de toute façon trop anciens pour qu’on puisse les distinguer de glaciers naturels. M. Hussain et son équipe ont donc concentré leurs efforts sur des glaciers créés plus récemment. Plus précisément, les rivières de glace formées, à la fin du XX^e siècle et au début du XXI^e siècle, dans le cadre d’un programme de développement rural de l’ONG Aga Khan (AKDN), qui a repris la tradition, alors abandonnée depuis plusieurs décennies.

En 2018, un groupe d’universitaires et de porteurs dirigés par M. Hussain a commencé à travailler dans ces régions montagneuses éloignées pour tenter de démêler la part de vérité et la part de légende relatives à cette pratique. “La première étude portait sur un glacier qui avait été créé par une communauté en 1995 et qui avait donc autour de 23 ans”, précise le professeur. Il se trouvait à 4700 mètres d’altitude. “Nous avons pu constater sur place qu’il en restait un bon morceau et qu’il était entouré de plaques de glace, poursuit-il. J’ai eu la chance d’avoir pour informateurs les personnes qui avaient fabriqué le glacier et de pouvoir recueillir toutes les histoires, les pratiques, les récits autochtones et les mythes à son sujet. Tout a été consigné et documenté.”

Dans la langue locale du Baltistan, le rituel s’appelle *Gang Khswa*, ce qui se traduit en gros par “nourrir avec une affection profonde”. Il possède une signification spirituelle, car on considère qu’il s’agit en quelque sorte d’une union sacrée d’âmes, qui, comme une noce, se célèbre avec des prières, des hymnes et des chants.

La première étape consiste à sélectionner un endroit peu ou pas exposé au soleil qui est situé à une altitude de plus de 4000 mètres, et où la température du sol est inférieure à 0 °C. Le terrain doit par ailleurs présenter des débris rocheux et des galets.

On recueille ensuite des morceaux de glace provenant de 12 endroits différents – une quantité égale de glace “femelle” (*mo*) et de glace “mâle” (*pho*) – que des jeunes transportent sur leur dos jusqu’au site du futur glacier (il peut s’agir d’une grotte naturelle ou d’une cavité excavée à cette fin), où ils les déposent avec une série d’offrandes et de cadeaux.

Lors du transfert, les morceaux de glace ne doivent à aucun moment toucher le sol. Ce sont les anciens, qui sont considérés comme ayant atteint un niveau spirituel supérieur, qui accomplissent ensuite le rituel. Ils seront en quelque sorte les “pères” du glacier qui verra le jour.



PHOTO TODD BROWN/UNEP/2024

Pendant la cérémonie, les patriarches disposent les morceaux de glace, ainsi que des noyaux d’abricot, des graines de courge, du son de blé, de l’eau et du charbon, en récitant des prières. Puis ils chantent une berceuse, récitent des versets du Coran et sacrifient une chèvre pour protéger les glaciers. Pendant cinq ans, personne n’est autorisé à se rendre sur place, l’idée étant d’éviter les interférences.

On a cru dans les années 1990 que la technique n’avait pas fonctionné. Mais l’étude réalisée par M. Hussain et son équipe, qui se sont rendus dans les 17 lieux du Baltistan où des “bébés glaciers” avaient été “greffés”, montre qu’au moins la moitié d’entre eux ont grossi. Elle a aussi permis de conclure que les conséquences sur le plan de l’environnement et du climat étaient positives et que ces initiatives avaient permis d’accroître la disponibilité en eau [car les greffons, à défaut de former des glaciers au sens où on l’entend habituellement, constituent des réserves en eau à la belle saison, pour les humains et la végétation]. L’équipe a même recréé toutes les étapes de la démarche, pour mieux comprendre la technique et sensibiliser la population à son utilité.

Ces conclusions ont, avec d’autres, contribué à susciter l’intérêt de l’ONU et des autorités locales, qui appuient aujourd’hui la réhabilitation de cette tradition comme solution à la rareté de l’eau. La Fondation pour la culture et le développement du Baltistan (Baltistan

Culture and Development Foundation, BCDF) a ainsi procédé à l’une de ces “greffes” le 22 octobre 2023, en collaboration avec la communauté de Regayul. Les vidéos qui ont été tournées montrent comment fabriquer un nouveau glacier.

“Les glaciers sont en train de disparaître, soutient Ahmnad Nazir, qui collabore avec l’une des ONG qui pratiquent la culture de glaciers. Avec le changement climatique, l’eau devient plus rare et les températures augmentent. Quand j’étais petit, par exemple, on n’avait jamais besoin de ventilateurs.” M. Nazir a été l’un des superviseurs du programme de fabrication de glaciers artificiels de l’ONG Aga Khan autour de l’an 2000. “Nous avons créé 17 glaciers, tous à une altitude supérieure à 4500 mètres, se rappelle-t-il. Nous sommes retournés voir quatre d’entre eux quatre ans plus tard. Ils avaient grossi : l’un d’eux faisait déjà plus de 12 mètres de largeur.”

Le projet GLOF-II, mis en œuvre par le Pnud, vise à “aider les communautés à préserver les pratiques autochtones” pour faciliter l’accès à l’eau et atténuer les dommages causés par les inondations dues aux changements climatiques. Il soutient aussi le recours à d’autres stratégies de conservation de l’eau dans les vallées vulnérables du nord du Pakistan, comme la “récolte d’avalanches”, qui consiste à retenir au moyen de câbles les coulées de neige.

Ces villageois ont sur le dos les paniers de saule utilisés pour transporter des blocs de glace "mâle" et "femelle".



si longtemps, raconte M. Faria, du laboratoire BC3. Il faut gravir 2000 mètres de dénivelé en transportant sur son dos 20 kilos de glace 'mâle', faire la même chose avec la glace 'femelle', et se rendre jusqu'au lieu choisi pour la greffe. L'effort que ça représente est énorme."

Par ailleurs, les jeunes ne participent plus, et la tradition se perd. *"Ils ont des portables et ils veulent vivre comme nous, profiter de biens matériels plutôt que de vivre des expériences spirituelles ou religieuses"*, ajoute Mme Kranz.

En collaboration avec Marcela Brugnach, qui travaille aussi au BC3, Sérgio Henrique Faria produit un documentaire avec les images qu'il a filmées à l'été 2024. Le projet, financé par le Pays basque, vise à étudier la résilience et l'adaptation aux changements climatiques dans les régions montagneuses du nord du Pakistan.

Le chercheur a par ailleurs prévu de retourner sur place en 2026 pour recueillir les échantillons des glaciers qu'il n'a pas pu obtenir lors de la première expédition et faire progresser les connaissances sur le sujet. *"L'un des objectifs du projet est de comprendre les fondements scientifiques de la technique, pour déterminer si elle peut être utilisée dans les Alpes, par exemple. On essaie de voir en laboratoire, au niveau microscopique, quel type d'imperfections contiennent les glaciers 'mâles' et de comprendre un peu mieux les caractéristiques physiques de ces matières"*, précise-t-il.

Pour les habitants du Baltistan, en effet, les glaciers "mâles" sont ceux, plus foncés, qui contiennent un mélange de débris et qui sont presque enterrés par les éboulements fréquents. Quant aux glaciers "femelles", ce sont ceux que l'on voit en surface, qui sont bleutés ou presque transparents. Le spécialiste du BC3 explique : *"Ce concept de glacier 'mâle' ou 'femelle'*

a servi de fondement au développement d'une technique ancestrale incroyable. M. Faria poursuit : Apparemment, le fait de mélanger les deux permet d'obtenir une combinaison optimale : il y a assez de glace propre pour congeler plus d'eau et assez de débris pour servir d'isolant thermique et offrir une protection contre la chaleur du soleil et l'air chaud. Et c'est sans doute cette combinaison qui fait que la neige s'accumule et qu'un glacier se forme."

L'hydrologue Jakob Steiner, qui se spécialise dans les hautes montagnes d'Asie, croit aussi qu'il est logique de chercher à apporter de l'eau en altitude pour la stocker sous forme de glace, et qu'ajouter de la paille, du charbon et d'autres matières permet de faire en sorte qu'elle reste gelée plus longtemps. *"Si c'est efficace pour résoudre les problèmes hydriques que rencontrent les habitants d'un village donné? Absolument"*, affirme-t-il. Cela permet de produire plus d'eau pour l'irrigation, de rassembler la communauté et de permettre aux jeunes de mieux connaître leur environnement. C'est aussi une démarche qui a une valeur spirituelle et qui facilite la gouvernance locale des ressources.

M. Steiner admet cependant que la technique ne permet pas de résoudre tous les problèmes d'eau de la région ni d'éviter la disparition des glaciers (même si cela n'a jamais été l'objectif). *"Les volumes concernés sont petits. Mais si on a seulement besoin de petits volumes, alors c'est parfait"*, dit-il. Ce procédé est beaucoup plus efficace

que bon nombre de solutions modernes qui, même si elles peuvent permettre de résoudre beaucoup plus de problèmes, sont rarement mises en œuvre en raison de leur coût élevé et de la difficulté de les appliquer à long terme."

"La cryosphère de la région la plus septentrionale du Pakistan est en train de changer", affirme Miriam Jackson, membre de l'Initiative internationale sur le climat de la cryosphère (International Cryosphere Climate Initiative, ou ICCI). Les glaciers reculent. Les compétitions de ski planifiées dans le Gilgit [la province voisine du Baltistan] ont d'ailleurs été annulées ces dernières années par manque de neige.

Même s'il n'existe que peu de littérature scientifique appuyant la pratique de la greffe, relativement méconnue jusqu'à récemment, Mme Jackson admire l'ingéniosité et la persévérance des habitants du Baltistan. *"Leur empressement à chercher des solutions aux difficultés qu'ils rencontrent est remarquable"*, souligne-t-elle.

Outre son intérêt scientifique, la pratique a aussi un intérêt sur les plans humain et anthropologique. L'Himalaya n'est pas le seul endroit au monde où les glaciers sont considérés comme des créatures vivantes, voire sacrées. *"Dans d'autres lieux, comme le Canada ou l'Alaska, les communautés traditionnelles se sont dotées de règles strictes sur la manière de se comporter sur un glacier pour ne pas l'offenser"*, souligne M. Faria. *Manger des aliments gras sur un glacier, par exemple, peut avoir des conséquences désastreuses pour la personne qui le fait et pour la communauté."*

Des cérémonies d'adieu aux glaciers ont aussi pu être organisées en Occident, en Islande et ailleurs. *"Il y a des gens de la Silicon Valley qui grimpent des montagnes pour aller pleurer la mort d'un glacier"*, souligne l'expert.

L'équipe du BC3 qui s'est rendue au Baltistan a été surprise par la capacité d'adaptation dont font preuve les habitants de ces vallées et la façon dont ils intègrent dans leur vision du monde des solutions aux problèmes associés à un milieu aussi hostile. *"On sait que les glaciers vont disparaître à cause des changements climatiques. Si nous nous sommes rendus dans la vallée de Hushe [au Baltistan], c'était pour voir comment les gens percevaient ces changements"*, explique Marcela Brugnach, professionnelle à Ikerbasque [Fondation basque pour la science] et coréalisatrice du documentaire qui est en cours de création. Elle assure : *"On cherche toujours des solutions techniques aux problèmes. La population locale a pourtant une vision très claire de la situation. Si claire, en fait, qu'elle sait fabriquer des glaciers."*

Spécialiste des modèles d'écologie et des modèles des sciences sociales et humaines, Mme Brugnach étudie la façon dont les gens prennent des décisions collectives dans les situations d'incertitude. *"On s'intéresse à un autre type de savoir, un savoir qui n'est pas scientifique, mais dont il faut absolument tenir compte lorsqu'on parle des changements climatiques. Car ce savoir nous donne des indications sur les relations qu'entretiennent ces communautés avec la nature et sur les dynamiques en jeu"*, explique-t-elle. Elle poursuit : *"Notre mentalité a changé pendant l'expérience. Nous sommes arrivés là-bas avec nos idées objectives, notre volonté de sauver la planète. Or ces gens, qui vivent déjà depuis un certain temps avec le changement, ne voient pas d'inconvénient à s'adapter à la nature. C'est nous qui devons apprendre d'eux, et non l'inverse."*

—Antonio Martínez Ron,
publié le 5 avril



Une autre technique est celle des "stupas de glace", soit le stockage de l'eau sous forme de cônes de glace [on capte par exemple l'eau des ruisseaux en hiver, puis on la fait jaillir par grand froid, pour qu'elle gèle instantanément et devienne une réserve d'eau durant l'été].

La "culture de glaciers" a-t-elle des fondements scientifiques? C'est précisément ce que tentent de déterminer Sérgio Henrique Faria et ses collègues du laboratoire spécialisé dans l'étude de la glace du Centre basque pour le changement climatique (BC3), qui ont rencontré M. Hussain en 2019, lors d'une visite au Pays basque d'une délégation du Baltistan.

Curieux de cette tradition, ces spécialistes de la glace se sont rendus au Pakistan en juin 2024 pour tenter de localiser l'un de ces glaciers artificiels. Mais, après une randonnée éreintante de trois jours qui les a menés à plus de 4 000 mètres d'altitude, ils ont constaté que la zone était couverte de neige et qu'ils ne pouvaient rien voir. *"On nous avait donné la permission de le voir de loin, mais nous nous sommes retrouvés dessus sans le vouloir"*, explique Lisa Kranz, une ancienne chercheuse du BC3 qui a participé à l'expédition.

Le glacier que cherchaient les membres de l'équipe était celui qu'avait étudié Zakir Hussain, et ils ont vu la construction de pierre et de bois où s'était faite la greffe. *"J'ai failli y rester tellement c'était difficile. Je comprends pourquoi la pratique a été abandonnée pendant*

culture.

Du rap et des lettres

Au Danemark, trois membres de la scène hip-hop ont pris l'habitude de se retrouver en studio, autour d'une bouteille de vin, pour enregistrer un podcast sur la littérature. Cette aventure les a transformés, racontent-ils.

—Politiken (Copenhague)

Vous connaissez l'histoire des trois rappeurs d'Aarhus [une ville de la côte est du Danemark] qui, un jour, entrent dans un studio d'enregistrement pour parler de Hemingway? Ce n'est pas une mauvaise blague. Il existe bien un podcast intitulé *Club de lecture des rappeurs*.

Aalen, Sean Lightfoot et Soren Karim ont déjà enregistré treize épisodes [sur de grands classiques de la littérature nordique et plus largement occidentale]. Ils ont lu *La Chute*, d'Albert Camus, *Le Pasteur de Vejby*, de Steen Steensen Blicher, et *La Faim*, de Knut Hamsun. Sans compter Karen Blixen et Tom Kristensen. Leur projet, tel qu'ils le présentent à leurs followers sur Instagram, est de "déstigmatiser le rappeur dans notre société et, tout simplement, de démocratiser la lecture des œuvres de fiction".

Cette idée de club de lecture leur trotteait dans la tête depuis longtemps. "Cela n'allait pas de soi de créer un club de lecture, parce que nous avons pas mal d'amis qui n'aiment pas lire", avoue Soren Karim Bech, âgé de 34 ans. Ceux qu'on côtoie d'habitude parlent surtout de foot ou de rap." Mais avec son ami d'enfance Christian Molgaard, surnommé "Aalen", lui aussi âgé de 34 ans, il discute littérature depuis qu'ils ont commencé à explorer les bibliothèques de leurs parents, dans leur jeunesse.

Aalen n'est pas seulement un rappeur underground et un lecteur enthousiaste : il possède aussi une licence en langues et littératures nordiques et a commencé – deux fois ! – un master en histoire de la littérature à l'université. Il a donc adhéré à l'idée du club de lecture. Et quand Soren Karim Bech, lors d'un dîner à Vestergade [une rue du centre-ville d'Aarhus], a soumis l'idée à un troisième ami, le rappeur Sean-Poul de Fré Gress, âgé de 39 ans et surnommé "Sean Lightfoot",

il a proposé d'en faire un podcast : le *Club de lecture des rappeurs*. Après tout, en tant que rappeurs, ils sont censés savoir communiquer d'une manière différente, amusante et originale.

Depuis, ils ont reçu 50 000 couronnes danoises [6 700 euros] de la Fondation danoise des arts, acheté du matériel d'enregistrement et créé un épisode test pour trouver le bon format. Les podcasts sont maintenant enregistrés. Et pas seulement en studio puisqu'ils ont également créé les premières versions live. L'été prochain, ils iront même jusqu'à Bornholm [île danoise en mer Baltique] pour partager leur amour de la littérature. C'est devenu une addiction.

Je leur demande s'ils passent sous silence leur intérêt pour les livres quand ils sont avec leurs amis rappeurs. "Comme ils ne viennent pas tous d'une famille bourgeoise, la littérature ne leur est pas familière. Mais les rappeurs font preuve d'une saine curiosité pour le langage, donc ce n'est pas forcément un sujet tabou – bien que vraiment ringard pour certains d'entre eux", me répond Soren Karim Bech. "Les livres, ce n'est pas trop leur truc", ajoute Molgaard. "La plupart des gens trouvent que les livres sont ennuyeux, voire un peu mystiques, ou même ésotériques. Il peut être difficile d'aborder le sujet", estime Bech.

"J'ai eu du mal à accepter que d'autres voient un livre différemment. Maintenant, je trouve ça chouette."

Molgaard, RAPPEUR

Alors quand ils se retrouvent au studio de podcast le vendredi soir, c'est avec un verre de vin et dans une ambiance détendue de veille de week-end. Il faut que les auditeurs perçoivent une atmosphère conviviale, expliquent-ils. "Si on est un peu éméchés, nos langues se délient", constate Sean-Poul de Fré Gress en souriant.

Ils se préparent consciencieusement avant chaque épisode, se renseignent sur les éventuelles polémiques entre l'écrivain et ses collègues, la biographie de l'auteur et l'accueil des contemporains et rédigent à tour de rôle un résumé du livre présenté pour que les auditeurs puissent suivre facilement. Une règle est plus importante que toutes : ils ne doivent jamais avoir parlé entre eux de l'ouvrage en question avant de s'asseoir dans leurs fauteuils devant les microphones allumés. "Il faut en effet que l'enthousiasme ou la spontanéité soient intacts lorsqu'il nous vient une observation ou une analyse amusante, affirme Soren Karim Bech. J'inclus souvent quelque chose que j'ai hâte de montrer aux gars. Du genre : 'Dites, vous avez pensé à ça ?'"

Avec le jargon et l'accent. Cela explique pourquoi on entend parfois, au cours des épisodes, des réactions de surprise du style "what?", "sérieux?", "OK, moi je n'ai PAS DU TOUT interprété ça comme ça" quand la discussion littéraire entre les trois compères bat son plein. Molgaard intervient : "C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles on se prépare aussi minutieusement : on se réjouit de présenter sa vision du livre et on espère qu'on propose un point de vue qui plaira aux autres."

Ils n'ont pas encore diffusé tous les épisodes qu'ils ont enregistrés car il leur a fallu s'entraîner avant de maîtriser la forme. Les expressions du jargon du rap fusent de part et d'autre de la table pendant qu'ils boivent leur vin et parlent littérature : "motherfucker", "wack", "dope", tout cela prononcé avec un fort accent d'Aarhus. Dans l'épisode consacré au roman *Hærværk*, de Tom Kristensen ["Ravages", le portrait d'un critique littéraire qui décide de s'enivrer à mort, paru en 1930, très connu au Danemark mais inédit en français], ils qualifient le délateur Sanders de "snitch", et dans celui sur *Les Neiges du Kilimandjaro*, de Hemingway [paru en 1936, et qui met en scène un écrivain maudit qui, atteint de gangrène, se repasse le film de sa vie], ils abordent les hommes qui se la pètent. Car, quand ils entrent dans le studio, ils sont eux-mêmes à 100 %. C'est important.

"Nous n'avons pas envie d'être trop nuls à écouter. Le pire, pour nous, serait de paraître comme quelqu'un qui veut se montrer futé. On aurait alors aussi bien pu embaucher des gens qui ont achevé leurs études d'histoire de la littérature", souligne Soren Karim Bech.



"L'essentiel est qu'il y ait une dynamique sympa entre nous", précise-t-il. "Mais aussi que les auditeurs entendent qu'on s'intéresse au sujet, non?" ajoute Sean-Poul de Fré Gress.

Ils ont travaillé dur pour parvenir à cet équilibre. Car, tout en se transformant en passeurs de littérature et en "rendant celle-ci un peu plus accessible", ils tiennent à fournir de la qualité et une vision intelligente. Alors, quand ils pénètrent dans leur studio, chacun d'eux endosse son rôle. Molgaard est le professeur qui remet les choses dans une perspective historique et fait référence à James Joyce, Vladimir Nabokov ou Edgar Allan Poe. Soren Karim Bech est modérateur et fait la synthèse.

↓ Sean-Poul de Fré Gress, Christian Molgaard et Soren Karim Bech, trois amis réunis par le goût du rap et de la littérature. Photo d'Ece Nur Kilic



Sean-Poul de Fré Gress est celui qui maintient les échanges à un niveau accessible, veille à ce que le tout ne devienne pas trop académique et pose des questions simplistes à l'invité du jour. "Je suis un peu plus voyou, moi. Tout ce que je faisais dans ma jeunesse, c'est faire du hip-hop et vendre du haschich. Je n'ai pas été en contact avec la littérature mais j'ai acquis une vision d'ensemble qui a peut-être été plus large que celle d'autres dealeurs", avance-t-il en riant.

Soren Karim Bech acquiesce de la tête. "C'est super que Sean n'ait pas de bagage universitaire, car ça lui permet d'être le porte-voix du public et de représenter ceux

qui n'ont rien lu. Il constitue en réalité notre principale cible."

Le premier livre que Sean-Poul de Fré Gress a lu était *Le Procès*, de Kafka. Cela fait tellement d'années qu'il s'en souvient à peine. Ce n'est qu'avec le club de lecture qu'il s'est remis à lire. "Un livre par mois, c'est complètement dingue pour moi. Mais c'est formidable. On n'a pas forcément besoin de tout comprendre, mais le fait d'essayer est très précieux."

Comment cela? "Je deviens tout simplement une meilleure personne. Mon horizon s'améliore et s'élargit."

Soren Karim Bech intervient : "Je trouve que nous avons grandi en tant que personnes.

Dans certains des premiers épisodes, on s'entêtait parfois sur nos positions. Maintenant que nous avons lu davantage, c'est comme si nous étions tous les trois devenus un petit peu plus sensibles et que nous comprenions peut-être mieux la condition humaine."

"DéTECTEUR DE FOUTAISES". Molgaard est d'accord. Le club de lecture, ce n'est pas la même chose que de lire soi-même des livres. "Quelquefois, on referme un livre en se disant qu'il était remarquable. Et puis on en ouvre un nouveau, explique-t-il. Mais là, on réfléchit davantage et on comprend que d'autres pourraient bien avoir une autre vision d'un livre. Cela, j'ai eu un peu de mal à l'accepter. Maintenant je comprends que c'est justement une des choses qui est chouette."

Ainsi, pour lui qui a lu *Ulysse* [de James Joyce] à l'adolescence et qui en fait une analyse à travers le prisme de l'histoire de la littérature, il est intéressant d'entendre la réaction de Sean-Poul de Fré Gress, qui n'a pas lu grand-chose. "Son regard sur certains classiques, c'est quelque chose qu'on n'aurait pas du tout envisagé. Il donne parfois des lectures hyper intéressantes et totalement imprévisibles", remarque Molgaard.

Ou bien il qualifie de bluff un livre qu'il juge ne pas être à la hauteur. Comme dans l'épisode consacré au roman *Marcher* (ou l'art de mener une vie déréglée et poétique) de [l'écrivain norvégien] Tomas Espedal. "J'ai facilement tendance à adulter les artistes célèbres. Sean est à cet égard un bon détecteur de foutaises", affirme Aalen.

Parlant de foutaises, je leur demande pourquoi le club de lecture ne lit quasiment aucun ouvrage de femmes écrivains. "Je te remercie beaucoup de poser cette question", répond Sean-Poul de Fré Gress en se penchant en avant. Tous les mois, je dis que nous devrions aussi nous intéresser à des écrivaines, ainsi qu'à des écrivains noirs. Et il faut quelques œuvres classiques qui ne sont pas originaires du monde occidental. Allez! Je suis fin prêt pour dépasser toutes ces foutaises européennes, blanches, à domination masculine!"

"Oui, Sean a raison. Nous avons déjà Virginia Woolf à notre répertoire. Mais le concept de classique nous a un peu dérangés. Aalen, tu peux m'aider là?" implore Soren Karim Bech. Molgaard explique qu'ils avaient décidé au départ de choisir à tour de rôle des œuvres figurant sur des listes de grands classiques.

Mais quelquefois, ça ne se passe pas comme prévu parce qu'ils ont des invités dans le studio auxquels les œuvres doivent aussi parler. "Mais il est certain que nous aimerais nous diversifier davantage", assure-t-il.

Qu'est-ce que, selon eux, le Club de lecture des rappeurs est censé apporter aux auditeurs? Sean-Poul de Fré Gress

est le premier à répondre. Le podcast s'adresse sans doute en priorité aux gens qui ne lisent pas beaucoup. Ou aux jeunes qui n'ont pas de rapport à la littérature. "Qu'est-ce que ça leur apportera? Peut-être tout simplement de savoir qu'on peut vivre une expérience amusante avec quelque chose qu'on ne comprend pas parfaitement."

Soren Karim Bech approuve. Il précise que ses amis rappeurs et lui sont la preuve qu'on n'a pas besoin de parler un langage académique pour discuter de littérature. "Dans un premier temps, nous créons un produit de divertissement que les auditeurs, on l'espère, apprécieront." Mais ce n'est pas un podcast humoristique, ajoute-t-il. "Nous avons le sentiment de mieux comprendre la nature humaine. Ce serait formidable si cela en incitait d'autres aussi à avoir une discussion intéressante et amusante sur des ouvrages qu'ils ont lus", affirme-t-il.

Ils ne disposent pas de données précises sur le nombre d'auditeurs habituellement non lecteurs qui lisent un livre grâce à leur podcast. Mais ils ont reçu des réactions positives. Même de la part de tout jeunes rappeurs, comme ils l'étaient eux-mêmes il y a quelques années. "Il y a des signes timides. En tout cas, j'ai parfois constaté que des gens dont je croyais qu'ils n'en viendraient jamais à lire se connectent, contre toute attente, et nous écoutent. Si l'on réussit à leur faire écouter un podcast consacré aux classiques, nous aurons fait un petit pas vers la démocratisation de la littérature, annonce Soren Karim Bech. Nous contribuerions alors à généraliser la lecture."

— Birgitte Kjær,
publié le 14 mars

SOURCE



POLITIKEN

Copenhague, Danemark
Quotidien, 108 000 ex.

politiken.dk

Fondé en 1884, ce journal, aujourd'hui de centre gauche, veille à entretenir l'image d'un certain "radicalisme culturel". Son slogan est "Le journal vivant", mais ce pourrait être "Le journal clivant". Soit on adore Politiken, soit on adore le détester. Il compte de magnifiques plumes, dont plusieurs sont célèbres pour leur humour. Les lecteurs, qui appartiennent à la classe moyenne supérieure, l'apprécient aussi parce qu'il couvre tous les types de cultures, du hip-hop à l'architecture.



—Muwatin, extraits (Londres)

Au cœur de la ville de Riyad, avec ses gratte-ciel scintillants et son étage de luxe, il y a les histoires de ceux qui vivent dans l'ombre, ceux qui sont pauvres et qui mènent un combat obstiné pour défendre leur dignité. C'est cette facette méconnue de la capitale saoudienne que nous fait découvrir le film *Coursier de nuit* [Mandoob en version originale, déjà sorti en salle et disponible en streaming dans plusieurs pays du Golfe]. Cette démarche courageuse, nous la devons au réalisateur Ali Kalthami, qui signe son premier long-métrage de fiction. Celui-ci est produit par le studio [saoudo-émirati] Telfaz11, et tous les principaux rôles y sont tenus par des acteurs saoudiens.

Le film montre une Arabie saoudite dont les habitants vivent chichement et dans de petits logements, s'habillent de vêtements élimés, et acceptent parfois de se rabaisser dans l'espoir d'un gagne-pain. C'est notamment la situation de Fahad, le héros du film [incarné par Mohamad Aldokhei, jusque-là surtout connu en Arabie saoudite pour ses talents comiques], qui cohabite avec son père, son frère et sa sœur, mère divorcée d'une petite

À Riyad, si sombre est la nuit

Coursier de nuit sort ce 30 avril en France. Premier long-métrage du Saoudien Ali Kalthami, il joue avec les codes du thriller pour explorer la face cachée de la capitale de la pétromonarchie.

fille qui doit lutter pour rester indépendante et subvenir à ses besoins.

Fahad [qui cumule plusieurs petits boulots, dont celui de coursier] se débrouille pour payer des soins à son père malade. Il en vient à voler un stock d'alcool [à des trafiquants] pour ensuite verser dans la contrebande. Le film nous amène ainsi dans l'univers de ceux qui tentent de satisfaire les besoins des consommateurs d'alcool, au sein d'un pays qui interdit ne serait-ce que d'en humer l'odeur. Ce trafic implique de périlleuses démarches, des arrangements, des coups de téléphone,

des rendez-vous secrets, des repérages et des prises de risque.

Les bouteilles [sur lesquelles Fahad a mis la main], objets du désir de ses clients, lui valent d'être traité très différemment et lui ouvrent un monde qu'il ne soupçonne pas, où les fils de grandes et riches familles organisent des soirées secrètes, loin du regard de la police, et où l'on trouve tout pour se faire plaisir. En Arabie saoudite [un pays très musulman qui abrite deux villes saintes de l'islam], l'alcool est formellement interdit depuis 1952, mais ses adeptes ont toujours trouvé le moyen de s'en procurer. Les uns font le voyage dans les pays voisins, où son commerce est autorisé. D'autres ont recours au marché noir, où les bouteilles se vendent à des prix allant de quelques dizaines à des milliers de dollars.

Si les autorités saoudiennes ont récemment décidé d'ouvrir des points de vente d'alcool, ceux-ci sont réservés aux diplomates et aux étrangers non musulmans. Pour les Saoudiens, rien n'a changé. En vertu d'une loi de 2023, le trafic est puni de cinq cents coups de fouet, et la consommation de quatre-vingts coups de fouet en plus d'une amende ou de neuf mois de prison.

Pour la plupart des gens du reste du monde, les habitants du Golfe sont souvent réduits à l'image de personnes riches, comme si chacun possédait son puits de pétrole et brassait l'argent sans compter

← Fahad (Mohamad Aldokhei), le héros de *Coursier de nuit*.
Photo Eurozoom

pour se payer des voitures de luxe et entretenir une domesticité abondante. Mais un rapport publié en 2023 par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (ESCWA) révèle une autre réalité [que *Coursier de nuit* a l'audace de mettre en scène]. "Trois millions trois cent mille citoyens" du Golfe vivent dans la pauvreté, constate ce rapport, soulignant le cas particulier de l'Arabie saoudite, où "un citoyen sur sept" est pauvre. Autrement dit, 13,6 % des Saoudiens vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Loi de la rue. *Coursier de nuit* aborde également la question de la santé des plus démunis. Là encore, les fruits de la richesse du pays ne bénéficient pas à tous. L'assurance médicale étatique ne couvre pas la totalité des frais médicaux dans les hôpitaux saoudiens, hors de prix, et nombreux parmi la population sont ceux qui doivent s'adresser à des associations de bienfaisance qui suppléent l'État pour financer les traitements.

Au volant de sa voiture, Fahad est condamné à errer dans la ville [pour obtenir des livraisons] et à se soumettre à la loi de la rue, où des drames personnels croisent les réalités socio-économiques. "C'est un film de rue", souligne Khaled Rabie, critique de cinéma saoudien : "Coursier de nuit emprunte au néoréalisme italien, qui [dans l'immédiat après-guerre] a fait sortir la caméra dans les rues et les ruelles pour capter la vie des gens ordinaires."

Mais *Coursier de nuit* est aussi une démarche cinématographique courageuse qui apporte un témoignage sur la pauvreté à Riyad, les rêves qui se brisent et les valeurs qui cèdent devant la nécessité. Il questionne aussi la signification de "faire société", alors que, derrière la surface brillante de toutes les grandes villes du monde, des réalités humaines sombres forment un univers à part.

—Ezza Abdel Hamid,
publié le 26 décembre 2024

En bref

Ali Kalthami, un cinéaste à suivre

Projeté à la fin de 2023 au Festival international du film de la mer Rouge, à Djeddah, *Coursier de nuit* a envoyé "une décharge électrique dans le septième art arabe", assure *Esquire Middle East*. Ce premier long-métrage a fait de son réalisateur, Ali Kalthami, 41 ans, un des visages de l'ouverture culturelle voulue par le prince héritier Mohammed ben Salmane – soit, autrement formulé par le magazine, "un pionnier" du

"nouveau cinéma saoudien naissant". Ce natif de Riyad, après plusieurs séries à succès, a voulu montrer sa ville "telle qu'il la connaît, celle qu'il est fier d'habiter", en repoussant les limites de ce qu'il était possible de montrer sur grand écran en Arabie saoudite. Le public a été au rendez-vous : jamais un film saoudien n'avait connu un tel succès en salle depuis que l'interdiction du cinéma a été levée dans le royaume, en 2017.

SOURCE

MUWATIN

Londres, Royaume-Uni

Mensuel

muwatin.net

"Citoyen", en arabe, est un mensuel créé en 2013 à Oman, qui se focalise sur les questions de citoyenneté et de libertés dans le Golfe et le monde arabe. Créé par des opposants aux régimes en place dans les monarchies pétrolières, il a dû fermer son bureau à Mascate et a été relancé à Londres en 2016.





LES ÉTOILES DE L'ACPM 2025

À NOS LECTEURS

Merci pour votre fidélité. Vous êtes chaque année plus nombreux à nous lire.

Une progression récompensée par deux étoiles de l'ACPM.

Toute l'équipe de COURRIER INTERNATIONAL

ÉTOILE CLASSIQUE

PRESSE MAGAZINE
ACTUALITÉS, ÉCONOMIE
ET JURIDIQUE



+ 8 813
exemplaires

Pour la plus forte progression de sa diffusion en valeur absolue dans la catégorie Presse magazine - actualités, économie et juridique d'une année sur l'autre (2024 vs 2023)

ÉTOILE DE LA CONSTANCE DANS LE SUCCÈS

PRESSE MAGAZINE



+ 6 416
exemplaires

Pour la plus forte progression de sa diffusion sur cinq ans en valeur absolue dans la catégorie Presse magazine (2024 vs 2020)



Courrier
international

Boostez la performance de votre épargne !



CARAC

Du 1^{er} avril au 30 novembre 2025,
investir sur le fonds en euros Carac, c'est...

0%⁽¹⁾
de frais
sur l'ensemble de
vos versements

4,50%⁽²⁾

d'objectif de rendement 2025
pour vos versements effectués
sur le fonds en euros

Taux futur annuel non garanti, calculé au
prorata temporis de la date d'investissement.

La garantie⁽³⁾
de votre capital

placé sur le
fonds en euros

Contrats concernés : Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection et Carac Épargne Solidaire.

(1) Des frais de gestion annuels s'appliquent en plus selon les règlements mutualistes.

(2) Du 1^{er} avril au 30 novembre 2025, la Carac organise une opération « taux boosté », sur les contrats Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection et Carac Épargne Solidaire (ouverts à la commercialisation), et les contrats Carac Épargne Vivre Ensemble, Carac Profiléo et Entrain'Épargne Carac (fermés à la commercialisation).

Pour tous vos versements effectués entre le 1^{er} avril et le 30 novembre 2025 sur le fonds en euros Carac de ces contrats, la Carac offre un bonus annuel de 1% sur le rendement de ces versements, qui sera servi en 2026 au titre de l'année 2025. Ce bonus de 1% est net de frais de gestion et brut de prélèvements sociaux et fiscaux, et est calculé au prorata temporis de la date d'investissement.

La date d'investissement correspond à la date à laquelle la Carac investit votre versement sur le fonds euros. Pour les contrats monosupport, elle a lieu le 1^{er} du mois suivant la date de réception de votre versement. Pour les contrats multisupports, elle a lieu le 1^{er} jeudi qui suit d'au moins 3 jours ouvrés la réception de votre versement.

La Carac présente ainsi un objectif de rendement annuel non garanti de 4,50% sur les versements effectués pendant la période promotionnelle. Ce rendement de 4,50% est net de frais de gestion et avant prélèvements sociaux et fiscaux et correspond à :

• Un taux de rendement 2025 hypothétique sur le fonds en euros identique à celui servi en 2024 (3,50% net de frais de gestion et brut de prélèvements sociaux). Les taux passés ne préjugent pas des taux futurs.

• Auquel s'ajoute le bonus annuel de +1% net calculé au prorata temporis de la date d'investissement, sur les versements effectués sur le fonds en euros pendant la période de l'offre.

Sous réserve que le contrat dispose d'une épargne non nulle sur le support libellé en euros au 31 décembre 2025. En cas de rachat partiel ou d'arbitrage sortant sur le fonds avant le 31 décembre 2025, le versement ne bénéficiera pas de la totalité du bonus. L'épargne en compte au 31 mars 2025 et les versements réalisés en dehors de la période promotionnelle ne bénéficieront pas du bonus annuel de 1%.

Le taux de rendement servi pour l'année 2025 ne sera connu qu'en début d'année 2026 et dépendra des résultats financiers de la Carac et du vote des taux en Conseil d'Administration.

Toutes les modalités et conditions d'application de l'offre sont disponibles sur Carac.fr à l'adresse suivante :

<https://carac.fr/operations-promotionnelles>.

(3) La garantie du capital placé sur le fonds en euros Carac est brute de frais de gestion sur les contrats Carac Épargne Génération, Carac Épargne Patrimoine, Carac Épargne Protection et Carac Épargne Solidaire.

Carac - Mutuelle d'épargne, de retraite et de prévoyance

Mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité - SIREN : 775 691165

Siège social : 159, Avenue Achille Peretti - CS 40091 - 92577 Neuilly-sur-Seine cedex

N° Cristal : 0 969 32 50 50 (Appel non surtaxé) - www.carac.fr

Contactez
un conseiller



○ N°Cristal 09 69 32 64 45

APPEL NON SURTAXÉ

www.carac.fr

